

La situation du pays s'aggrave.

Tous les chiffres vont dans la même direction : sensible augmentation des faillites d'entreprises au dernier semestre, baisse du pouvoir d'achat pour les salariés, baisse des prix, effondrement de la consommation, recul de la production et surtout, nouvelle hausse du chômage.

« Cela ne fait que commencer... »

L'avalanche de plans « sociaux » chez Moulinex, au Crédit lyonnais, au Crédit foncier, dans l'industrie de la chaussure, le textile, l'agroalimentaire, la chimie, sans oublier la fonction publique, vont, à cette rentrée, affoler les compteurs des licenciements. Alain Juppé a présenté un budget de matraquage et tous les départements ministériels sont touchés. Le gouvernement, en entreprenant la « restructuration » des industries de la défense, a dans sa ligne de mire des bastions du mouvement ouvrier, comme par exemple les arsenaux de Brest (1) et de Cherbourg... L'éditorialiste de *La Tribune* (21 septembre) parle de « véritables saignées sociales... ».

Dans l'Éducation nationale, des milliers d'auxiliaires, d'enseignants ou de personnels administratifs sont menacés de se retrouver sur le carreau.

Dans le même temps, sous l'impulsion de madame Nothatcher (2), les dirigeants de la C.F.D.T. s'apprentent à tenter de mettre en œuvre le plan Juppé, faire le ménage à la Sécurité sociale, dans les hôpitaux...

Et la messe n'est pas dite : lucide, Jacques Barrot, ministre du Travail, confie aux journalistes : « Nous serons contraints, à la rentrée, de prendre une série de mesures impopulaires ». Ainsi de la « réforme » du R.M.I...

Le 14 juillet, répondant à deux journalistes de la télévision au garde-à-

vous, Jacques Chirac, visage défait, s'est inquiété... de l'inquiétude qui gagne le pays. Il a cependant maintenu toute son orientation : baisser le coût du travail, augmenter la flexibilité, réduire les déficits à marche forcée, restructurer, privatiser. Fort des conseils qu'il avait reçus lors du G7 à Lyon de la part de Clinton et Kohl... et de Raymond Barre, il maintient le cap, alors que les premiers signes de déflation (baisse des prix, des salaires, effondrement de la consommation) se manifestent.

Cette politique anti-ouvrière n'est évidemment que la traduction française de la mondialisation du capital. Ce qui inquiète Jacques Chirac, ce n'est pas le résultat — attendu — de sa politique, mais la riposte qu'elle suscite.

Dans le dernier numéro de *Carré Rouge*, du gouvernement Juppé nous écrivions : « *Le gouvernement est cliniquement mort. Il est sous perfusion* ».

Avions-nous raison de formuler un tel diagnostic, alors que ce gouvernement « sous perfusion » multiplie les attaques d'envergure contre les salariés et toute la société ? Cette question doit être posée. La discussion s'est menée au sein du Comité de rédaction.

Dans l'enthousiasme (compréhensible) au lendemain des formidables grèves de novembre-décembre, n'avions-nous pas dérapé, mordu la ligne qui distingue l'analyse du sou-

hait de voir ce gouvernement battu, chassé ?

Constatons que ce débat se mène également au sein des cercles dirigeants de la «majorité». Interrogé au Club RTL-*Le Monde*, début juillet, Charles Pasqua adresse une solennelle mise en garde à Jacques Chirac. Evoquant avec gravité la situation du pays, il déclare que le risque n'est plus d'une simple explosion sociale, mais d'une «aventure»...

Pour l'ancien ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, une aventure, c'est un mouvement de la lutte des classes qui devient incontrôlable par le gouvernement, l'Etat, mais également par les appareils syndicaux. Aventure. Un terme fort et précis. Le mot, dans les mois qui viennent, fera florès.

Quant à François Bayrou, ministre de l'Education nationale, s'il faut en croire *le Canard Enchaîné* du 24 juillet, voilà en quels termes il apprécie les problèmes : «*En septembre on risque une véritable explosion en France. Vous allez le constater même dès la fin d'août, quand les gens concernés par les derniers grands plans sociaux vont recevoir leur lettre de licenciement ! Tous les ingrédients sont réunis pour faire exploser Juppé*» (3).

Lorsque Blondel et Viannet demandaient à leurs responsables d'UD et de fédérations de maintenir des permanences au mois d'août, ce n'était pas pour préparer une grève générale, mais bien parce qu'ils craignent qu'elle n'éclate : tous ont donc en tête «l'aventure» évoquée par Charles Pasqua. C'est qu'en novembre-décembre les salariés du public ont démontré leur pugnacité, leur volonté de vaincre.

Le 12 août, *La Tribune* titre à la une : «*Les grèves se durcissent au cours de l'été*». Dans la dernière semaine

d'août, les leaders des confédérations ont multiplié des analyses convergentes. «*Ça va péter*» (Blondel) ; «*Les luttes vont s'intensifier*» (Viannet) ; «*La colère gronde*» (No-

tat) ; la C.F.T.C., par la voix de Deleu, craint, elle, «*une révolte sociale*»...

Sur la base de ce constat, il suffirait que les confédérations appellent à

« RETENEZ-MOI, OU... »

Marc Blondel et Louis Viannet ont donc multiplié les déclarations les plus radicales (et souvent pertinentes) concernant l'état d'esprit des salariés à l'égard du gouvernement et du patronat : colère, combativité des salariés, etc., puis se sont attachés à préciser... leurs propositions d'actions.

De son côté, comme en écho, l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (les chefs du personnel) déclare dans un communiqué : «*Nous allons avoir des périodes de tensions. La grève de décembre n'est pas finie : à notre avis, cela ne fait que commencer*».

Préparant le rassemblement national du 21 septembre, Marc Blondel déclare à VSD : «*Tous les ingrédients sont réunis pour une explosion générale*» et plus loin, parlant des mouvements, «*ce serait faillir que ne pas tenter de les coordonner*». Deux jours auparavant, il déclarait qu'il fallait éviter la «*politisation et la globalisation des mouvements sociaux*». Ce qui ne l'empêche pas dans VSD de conclure par un jugement très politique : «*Quant aux socialistes, ils sont timides*».

Louis Viannet (1), lors d'un meeting de rentrée au Zénith où se pressent plus de 6.000 militants de la C.G.T. qui ovationnent le porte-parole des sans-papiers, il déclare : «*Les signes d'une combativité grandissante ne manquent pas*», mais tempère immédiatement : «*Il n'existe pas de génération spontanée en matière de luttes sociales*» et encore «*L'idée de ne plus se laisser faire, de ne plus subir, fait son chemin tandis que la perspective d'une riposte d'ensemble unitaire, puissante, vient de plus en plus souvent dans les discussions*».

A l'écoute de ces mâles propos contradictoires, les syndiqués, les salariés, resteront pour le moins perplexes. Si Blondel veut «*coordonner*» et Viannet organiser une «*riposte d'ensemble*», peut-être pourraient-ils se rencontrer, pour en parler, voire en prendre l'initiative ?

Trop simple ! Simpliste !

D'ailleurs Viannet se place au «centre». Il veut organiser cette riposte avec F.O. bien sûr, mais également avec la C.F.D.T. qui soutient le plan Juppé et prend en charge son application...

Le résultat : les enseignants manifestent le 30 septembre, sans F.O. ; la G.G.T. organise des journées d'action à E.D.F., à La Poste et à la S.N.C.F. ; les Fédérations de fonctionnaires prennent «date» pour «une journée de grève» le 17 Octobre...

Non seulement les leaders de la C.G.T. et de F.O. ne veulent pas mobiliser malgré leurs menaces sur le thème «*Retenez-moi ou je fais un malheur...*» mais de surcroît ils organisent la division, les grèves tournantes, les journées d'action... pour tenter de contenir la «colère» bien réelle qu'ils analysent fort justement. Et, comme ils ne sont ni sots, ni fous, ils inscrivent l'idée d'une grève générale (sans jamais prononcer ce gros mot !) parmi les possibilités qui pourraient intervenir si les salariés n'acceptent pas leur sale travail de division.

C'est la question politique centrale.

l'action unie contre le gouvernement, afin, selon la formule de Marx, que les salariés ne forment plus «*qu'une tête et un cœur*» et le gouvernement serait balayé.

Ils ne le font pas (4). Au contraire, journées d'actions, grèves tournantes, l'arsenal habituel de la division est mis en œuvre, va s'intensifier.

Ils ne le font pas et cependant, il se pourrait qu'ils soient contraints de le faire pour tenter d'endiguer la déferlante spontanée (ce qui ne signifie pas inorganisée) qui se forme.

C'EST LA QUESTION

POLITIQUE CENTRALE

Les commentateurs les plus sérieux de la presse financière le révèlent : non seulement les salariés ne sont plus résignés, mais ils ont tendance à prendre leur sort en main. Les grèves des personnels de l'aéroport de Nice ou des manutentionnaires de Roissy qui ont été victorieuses, comme les grèves dans les écoles et lycées contre la suppression de classes, de postes, pour le réemploi des maîtres-auxiliaires, illustrent ce processus.

Pour les salariés, les jeunes, les chômeurs, la lutte contre le gouvernement et le patronat est maintenant une question de vie ou de mort.

Les grèves de novembre-décembre ont montré que les rapports entre les masses, les militants syndicaux et les sommets commencent à se modifier. La spontanéité des masses se nourrit de toutes les luttes passées, en cours. Psychologiquement, intuitivement, les salariés, mais également les «sans travail», les «sans toit», les «sans papiers», savent qu'ils doivent prendre l'initiative de la lutte pour survivre. Des dizaines de signaux rapportés par nombre de camarades

l'attestent : ce processus est profond.

Le processus de mobilisation, d'action, est engagé. Et la formidable manifestation nationale de la classe ouvrière allemande (unifiée), le 15 juin à Bonn (5), est un élément qui, comme la grève des enseignants belges, ou celle des dockers de Liverpool, indique que la tendance à la radicalisation de la lutte des classes gagne l'Europe. Et lorsque les manifestants, à Berlin ou à Bruxelles, brandissent des drapeaux tricolores, c'est le mouvement de novembre qu'ils saluent en s'engageant par les mêmes méthodes dans la lutte contre leur gouvernement.

Le point politique commun à toutes ces grèves en Europe, c'est le refus du Thatcherisme, l'affirmation que les salariés ne veulent pas subir les conséquences sociales qui ravagent la société américaine. La lutte contre la mondialisation du capital, dont le cœur est à Wall Street, voilà ce qui commence à émerger de ces manifestations (6).

Précisons : ce serait une folie de considérer que chaque prolétariat, chaque peuple, marche du même pas. La classe ouvrière britannique commence à peine à sortir la tête de l'eau : elle n'a pas encore surmonté les défaites infligées par Thatcher et Major. De même, les situations en Espagne ou en Italie se distinguent des développements politiques et sociaux en cours en Allemagne, Belgique et France.

POURTANT, LA FRANCE

EST VRAIMENT UN CAS

POLITIQUE PARTICULIER

La V^e République, son absence de souplesse comparée aux démocraties parlementaires classiques,

transforment chaque grande lutte des classes en affrontement direct avec l'Etat, posant très vite la question du régime. En cela —notamment mais pas seulement— la France est le «maillon le plus faible de la chaîne» en Europe occidentale.

Dans le dernier éditorial consacré à la France, nous écrivions donc : «*C'est une évidence. Le gouvernement agonise*». Sans doute aurions-nous dû nuancer, préciser qu'agonie ne signifie pas mort immédiate ; pourtant, après réflexion, discussions, nous persistons et signons.

D'autant que les conséquences de novembre-décembre se traduisent maintenant politiquement.

C'est après l'événement que tout commence, remarque l'écrivain Ramuz.

Ainsi, c'est un fait politique majeur que F.O. ait refusé la présidence de la CNAM. Cette décision que nul ne souhaitait, ni le CNPF, ni Chirac, ni probablement Blondel, a été imposée par les militants. Au bout du compte, c'est l'une des expressions du rapport des forces entre les classes. C'est évidemment un élément de clarification du champ de bataille, même si, en contrepartie, Blondel essaie d'obtenir la présidence de l'UNEDIC... pour tenter de maintenir le fil de la collaboration avec le gouvernement et le patronat. Ce fil est ténu.

C'est faire preuve de mesure et de discernement que d'écrire que la situation politique est tendue, instable ; chaque citoyen le ressent plus ou moins consciemment : ce gouvernement est dangereux pour la société. Les sondages en témoignent : le rejet est sans appel.

C'est à la lumière de cette situation qu'il faut apprécier la crise ouverte entre le Président de la République,

LE VEILLEUR

«*Veilleur où en est la nuit ?*» (Livres de Job)

Le 21 septembre, «*Le Monde*» publie une interview de Louis Viannet, dont nous reproduisons cet extrait :

Le Monde :

«*Pour cette rentrée sociale, vous avez été très présent et très prudent, rappelant qu'il n'existe pas de génération spontanée en matière de luttes sociales. Que vous inspire le climat social ?*»

Louis Viannet :

«*Le climat social dépend de l'attitude offensive de chaque organisation syndicale. J'entends dire "ça va péter cet automne". Je n'en sais rien, mais nous sommes dans une situation qui peut très vite générer des réflexes de révolte. Les gens n'expriment plus seulement du mécontentement, mais un mélange d'angoisse et de volonté d'en découdre.*

Nous sommes dans une situation où l'absence de perspectives politiques n'est plus en mesure d'être un obstacle ou un frein au développement des actions et des luttes sociales. De ce fait, grandit l'aspiration à l'efficacité de l'action collective et l'exigence de résultats concrets. Dans la mesure où ils sentent qu'il y a la possibilité d'obtenir des résultats, les gens adoptent plus facilement un comportement combatif, d'où l'importance de la question du rapport de forces et de l'unité d'action.»

Les réponses de Louis Viannet recourent les problèmes politiques que nous analysons dans l'éditorial, mais également les difficultés auxquelles la direction de la C.G.T. doit faire face.

1- «Le climat social» dépend donc, reconnaît Viannet, de l'attitude «offensive» de chaque confédération. En clair, il suf-

frait que ces confédérations organisent une campagne de mobilisation contre le gouvernement, le patronat et leurs plans pour préparer et déclencher une grève générale. Le gouvernement serait balayé. Pour l'heure, dit donc Viannet, nous défendons, avec Blondel, tant que nous le pouvons, Juppé. Mais ça ne pourra durer longtemps...

2- En effet, lorsque Viannet déclare que «les gens (traduisons les salariés) n'expriment plus seulement du mécontentement, mais un mélange d'angoisse et de volonté d'en découdre», il dit l'essentiel. Louis Viannet dispose de milliers de thermomètres dans les entreprises et les régions, et tous indiquent que la température monte, et surtout que les malades ne veulent pas mourir guéris, qu'ils se mobilisent contre les prescripteurs de réformes et de plans sociaux. Et c'est là que Viannet lâche la véritable bombe politique de cette interview en expliquant que «l'absence de perspectives politiques n'est plus en mesure d'être un obstacle ou un frein au développement des actions et des luttes sociales». Le Secrétaire général de la C.G.T. dit là deux choses sur lesquelles il convient de s'arrêter.

a) Dans le mouvement de novembre-décembre, nous avons pu freiner un processus qui allait vers la grève générale en mettant —notamment— en avant l'absence de perspectives politiques à «gauche» pour gouverner le pays. Aujourd'hui, ce n'est plus possible. Aujourd'hui, dit Viannet, les salariés ont un objectif : chasser le gouvernement, briser les reins au patronat et imposer leurs revendications.

Cette appréciation est pertinente : les masses n'attendent plus du P.S. et du P.C. une solution politique, car elles ont vécu cette «solution» durant quatorze

ans...

b) Cette phrase mérite cependant une seconde lecture. Elle signifie pour Viannet qu'il va être bien complexe au P.S., au P.C. et à leurs alliés officiels et officieux : écologistes, L.C.R. et L.O., de bâtir une plate-forme, un programme de gouvernement qui permette de cadenciser la lutte des classes. Louis Viannet appelle l'appareil néo-stalinien à réfléchir à ces problèmes. A se préparer. Louis Viannet veille. C'est le veilleur.

Les aléas de l'actualité politique font que, dans un article publié à la même page du *Monde* et relatant le voyage de Lionel Jospin à Dijon pour commémorer le cinquantième anniversaire du Front Populaire, le journaliste relate un échange entre Noëlle Grimme, déléguée C.G.T. d'une usine de l'Épée dans le Doubs (1) évacuée par la police, et le premier secrétaire du P.S. : Lionel Jospin, interpellé par cette déléguée, lui répond : «*les socialistes ont tiré les leçons de leur passage au pouvoir et ils ne mèneront pas la même politique s'ils y reviennent.*» Paroles, paroles... Le 25 septembre, le même Jospin, clôturant les journées parlementaires du P.S., s'en prend au gouvernement qui par sa politique... menace la nécessaire réalisation de la monnaie unique. Il affirme que, revenu aux «affaires», le P.S. mettra en œuvre une politique permettant l'application des accords de Maastricht ! À l'évidence, le doute, sinon la méfiance, règne parmi les militants quant à la volonté des dirigeants du P.C. et du P.S. d'ouvrir une alternative anti-capitaliste. Ce doute annonce des discussions passionnantes, franches, avec tous ceux qui cherchent les chemins du socialisme.

les magistrats et leurs organisations professionnelles et syndicales.

Ce qui hier était supportable commence à ne plus l'être aujourd'hui.

Ce conflit, récemment illustré par les tensions au sein du Conseil supérieur de la Magistrature, le refus de la police d'assister le juge Halphen, la nomination de hauts magistrats à la botte du pouvoir, ne se déroule pas dans une bulle judiciaire, hors du temps et de l'espace. Là aussi, la réalité sociale et politique s'exprime.

Ce pouvoir est faible. Les «affaires» le paniquent. Il entend défendre, bec et ongles, ses prébendes, ses circuits de financement, ses amis, face à quelques juges qui, adossés au mouvement de novembre-décembre (qu'ils en aient ou non conscience), entendent appliquer la loi aux misérables mais aussi aux puissants...

L'incarcération de Loïk Le Floch-Pright est à cet égard révélatrice : il ne s'agit pas d'un P.D.G. de plus en prison. Elf-Aquitaine est le sanctuaire financier et diplomatique de la V^e République. Cette affaire met en cause l'appareil d'Etat, sa politique en Afrique depuis des décennies, ses intérêts vitaux, stratégiques. Tous les partis politiques, du R.P.R. au P.S., s'en sont servi, au propre comme au figuré. D'où l'extrême prudence de Lionel Jospin, le mutisme de Robert Hue...

De même, lorsque le juge Halphen tente de démêler l'écheveau des affaires de corruption de la Ville de Paris, ce n'est pas le pauvre Tibéri qui est en cause, mais, comme l'écrit, affligée, son épouse dans son «journal» saisi par le juge, Juppé et Chirac qui dirigeaient la capitale.

Le pouvoir se débat avec pugnacité ; l'essentiel est en cause. Tout peut arriver.

Chaque clan de l'actuelle majorité défend les siens, «balançant» les

autres. L'U.D.F. constate avec effroi que seules «ses affaires» sont jugées, les siens embastillés. Ecoutes officielles, sauvages, fuites organisées, coups bas : les dagues sont tirées. Une odeur pestilentielle se répand.

Le cocktail lutte des classes-crise ouverte de l'institution judiciaire est proprement détonnant. Surtout, et nous en resterons là, lorsqu'en Corse, délits, désordres et meurtres impunis se multiplient.

C'est à la lumière de ce panorama politique qu'il faut apprécier le combat des «sans papiers». Lorsque quelque 300 travailleurs africains occupent le 18 mars une église pour exiger leurs «papiers», c'est-à-dire le droit de survivre, personne ne dit mot. A l'exception de SUD, de la C.N.T., de la L.C.R. et de quelques petits groupes (7), aucune organisation du mouvement ouvrier ne les soutient. Ils sont seuls.

Expulsés de l'église (à la demande de l'évêché), ils trouvent provisoirement accueil dans les locaux de SUD, puis de la L.C.R., et enfin à la Cartoucherie de Vincennes.

Seuls, ils continuent leur combat.

Le P.S., le P.C., les organisations syndicales détournent les yeux, espérant que le gouvernement réglera «vite» le problème. Quelques centaines de militants, personnalités, tentent (c'est leur honneur) de rompre le silence : les premières manifestations de rue ne rassemblent qu'une poignée de participants. Ces Africains sont les parias de la société. Mais les «sans papiers», comme les «sans travail», les «sans toit», les «sans avenir» commencent à se regrouper. Leur combat rencontre un écho dans la population ouvrière, surtout dans la jeunesse. La C.G.T., le P.C.F., sont contraints, du bout des lèvres, de les soutenir lorsqu'ils

s'engagent dans une grève de la faim. En quelques jours, la situation bascule : des milliers de parisiens viennent les soutenir à l'église Saint-Bernard. Toute honte bue, les dirigeants du P.S. «conseillent» au gouvernement «de ne pas céder» (Robert Badinter) mais de régler le problème avec «humanité», «cas par cas» ; en somme, de sélectionner les «bons juifs» des «mauvais»... puisque toute «la misère du monde» ne peut être accueillie par la France ! C'est que la politique de Jean-Louis Debré a été inaugurée par les gouvernements «d'union de la gauche» qui ont multiplié lois et mesures répressives contre les immigrés, les charters, les camps de rétention... Daniel Vaillant, député-maire du 18^e arrondissement de Paris, laisse percer son agacement lors d'un débat sur L.C.I. «Debré ne sait pas gouverner...».

La force des travailleurs africains, c'est de rester calmes, unis, de déjouer les manipulations, d'en appeler à la classe ouvrière, à ses organisations, de relier leur combat à toute la politique d'Alain Juppé. Et cette attitude aboutit à des premiers reculs du gouvernement, à la mise en cause des lois Pasqua-Méhaignerie que Jospin veut «peigner» sans les abroger, obligeant le P.S. en tant que tel à appeler (discrètement) à manifester, alors que la «majorité», fouaillée par le Front national, se divise et que le gouvernement hésite, tergiverse.

Malgré l'intervention policière, la violence, l'expulsion des occupants et des grévistes de la faim, le gouvernement régularise nombre d'immigrés, au point d'envisager, lui aussi, de modifier les lois Pasqua pour les rendre plus efficaces.

Cette «petite» affaire illustre à la fois l'extrême faiblesse du gouvernement, la pourriture des directions du

« LIBÉRAL ET DE GAUCHE »

La rentrée des dirigeants du P.C.F. et du P.S. est difficile. Les uns comme les autres disposent de suffisamment de relais pour apprécier la situation à sa juste mesure.

Lors du comité national du P.C.F. du 12 septembre, le rapporteur Jean-Paul Magnin note, après avoir brièvement analysé la politique du gouvernement Juppé : « *Un des éléments nouveaux de la période, c'est le nombre de luttes qui ont lieu durant l'été et se poursuivent aujourd'hui* ». Et plus loin : « *La contestation de la politique gouvernementale gagne de nouvelles couches* ».

Jusque-là, tout va, à peu près... C'est au moment de définir une alternative politique que les ennuis commencent. Après avoir relevé « *que le P.S. accentue son discours de gauche, mais ne remet pas en cause la domination des marchés financiers ni les choix européens capitalistes* », le rapporteur en vient aux propositions du P.C.F., à discuter lors de la préparation du congrès national. Et là, il nous sert un brouet prétendument réformiste, avec notamment la proposition « *sécurité-emploi-formation pour tous* », soit une nouvelle version de la précarité : des stages et des jobs. Suivent ensuite des formules terriblement révolutionnaires : « *nous avons le courage (!) d'affirmer dans les faits la priorité absolue à*

toute l'activité sociale, non plus de la rentabilité financière, mais le progrès social et humain, le bonheur des hommes et des femmes ». En prime les militants ont maintenant droit à « l'humanisme » à toutes les sauces...

Ce pathos radical-socialiste, mêlé aux critiques contre « l'argent-roi » — non contre le capital — prêterait à rire s'il ne révélait tout simplement que le P.C.F. tente pour défendre la V^e République, Chirac, le capital, d'élaborer un programme de prétendues réformes, un ton (à peine) plus à gauche que le P.S.. Les temps sont difficiles pour le parti néo-stalinien.

Quant au P.S., pour faire court, disons que les « éléphants-énarques » sont pris d'effroi par ce qui s'annonce.

La presse a relevé le changement de « ton » des discours de Lionel Jospin contre Juppé et Chirac ; quant à ses propositions pour une « *autre politique* », les experts du C.N.P.F. les estiment « *raisonnables* ». Tout est dit.

Effroi lorsque Jospin fait allusion aux années 1930. Effroi lorsque Henri Emmanuelli propose, non pas de combattre le chômage, la déliquescence de la société, terreau de l'extrême droite, mais d'interdire (1) le Front National ! Effroi lorsque Martine Aubry ou Dominique Strauss-Kahn partent en guerre contre toute disposition qui aboutirait à restaurer peu ou prou l'autorisation administrative contre les licenciements...

Pour définir un avenir, un programme en phase avec l'électorat ouvrier, le P.S. se heurte à son passé. A 14 années mitterrandiennes de politique pro-capitaliste, anti-ouvrière, de restauration de la « communauté d'entreprise », à Maas-tricht, bref à son bilan.

En clair le P.S. hausse le ton (c'est bien le moins qu'il puisse faire) mais c'est pour proposer la même politique que Juppé (2), avec des amodiations de forme, de style, mais fondamentalement une politique qui s'inscrit « *dans l'économie de marché* ». D'une certaine manière, c'est Jacques Attali, « *homme d'influence* » au P.S. et ailleurs, qui donne (non sans naïveté) le contenu de la contradiction. Interrogé par *le Nouvel Observateur* du début septembre, il se définit comme « *Libéral et de gauche* ».

Le P.C. et le P.S. sont aux prises avec le même insupportable dilemme : capitalisme ou socialisme. Les chefs ont choisi le capitalisme (3), les militants devront eux aussi choisir...

1 Voir l'excellent article d'Yves Bonin dans le n° 1 de *Carré Rouge* sur le Front National.

2 Notre prochain numéro inclura l'analyse du « programme économique du Parti Socialiste ».

3 Chacun aura noté l'absence complète

P.S. et du P.C. (8). Or, malgré cette coalition, 300 « sans papiers » parviennent par leur mobilisation autonome à faire basculer les directions syndicales dans le combat et des dizaines de milliers manifestent cette fois en plein mois d'août à Paris et en province..

Le combat des travailleurs africains s'inscrit dans les luttes qui depuis 1993 rythment la vie politique et so-

ciale de ce pays : manifestations contre la loi Falloux, lutte contre le C.I.P., les grèves d'Alstom et d'Air France, jusqu'à l'éruption de novembre-décembre, qui fut, ne l'oublions pas, marquée notamment par le combat des mineurs de Merlebach. Face à la violence du patronat et de l'Etat, salariés et jeunes renouent avec l'autodéfense.

C'est cette continuité, cette chaîne,

qui se renforce. Les revendications du mouvement ouvrier, des chômeurs, des exclus, des travailleurs immigrés peuvent être satisfaites : par la lutte, le combat. Et seul ce combat d'abord spontané, autonome, permet d'imposer l'unité aux sommets qui s'y opposent.

Le moment politique que nous vivons est particulièrement intéressant : des secteurs entiers de salariés, de chô-

meurs, de jeunes, en sont à un stade où ils n'attendent plus l'autorisation des appareils pour se mettre en mouvement.

Le spontané ne peut être réduit à la formule célèbre «*d'embryon du conscient*».

Plus exactement, le processus vivant intègre, de plus en plus consciemment, l'idée que rien ne se fera d'efficace contre le gouvernement, l'Etat, pour satisfaire les revendications, qui ne procède de l'action d'abord et avant tout des salariés. C'est sur ce mouvement réel que les militants fidèles au combat pour le socialisme doivent faire fond.

D'une certaine manière, les salariés savent que si novembre-décembre n'a pas abouti sur toute la ligne, c'est que les confédérations n'ont pas voulu appeler à la grève générale, et qu'ils n'ont pas eu, par leurs propres forces, la capacité de la réaliser.

Mais les salariés se souviennent aussi que c'est la grève massive des cheminots, des agents de la R.A.T.P., d'autres secteurs de la fonction publique (imposée aux confédérations) qui a permis de remporter une victoire sur les retraites et le contrat de plan de la S.N.C.F.

Cette contradiction ne peut se résoudre positivement que par l'action directe des salariés et des jeunes eux-mêmes.

C'est ainsi qu'ils contraindront les appareils «*à aller plus loin*», à casser provisoirement le fil (ou la corde) de la collaboration avec le gouvernement.

Et d'ailleurs, les dirigeants syndicaux, comme ceux du P.C. et du P.S., apprécient parfaitement cette maturation politique (9).

«**COMPRENDRE,**

C'EST AGIR» (HÉGEL)

Voilà un an, un petit groupe de militants entreprenait d'éditer cette re-

vue avec un *credo*, engager une réflexion théorique, politique, sur les problèmes que pose aujourd'hui l'alternative socialisme ou barbarie.

Comprendre les conséquences d'une mondialisation du capital qui menace de mort sociale les forces vives, le salariat et la jeunesse.

Comprendre les mutations du monde capitaliste après l'effondrement du mur de Berlin. Réfléchir à la situation sociale et politique dans l'ex-URSS réintégrée dans le marché mondial capitaliste.

La plupart des fondateurs de *Carré Rouge* ont milité dans des organisations trotskystes dans les années 60-80. L'échec de la IV^e Internationale nous a conduits, pour mener à bien cette nécessaire réflexion, à privilégier la forme d'une revue, par opposition à la constitution d'un énième groupe s'autoproclamant évidemment... «*d'avant-garde*».

Le lancement d'une revue est en soi un acte ambitieux et modeste. Avec ce troisième numéro, il est temps de faire le point. Depuis plus d'un an, un comité de rédaction se réunit régulièrement, s'élargissant à tous ceux qui souhaitent y participer.

Chaque mois le comité de rédaction organise une Assemblée générale des rédacteurs, diffuseurs, sympathisants, soumettant en particulier l'éditorial à la discussion avant publication, étant entendu que le principe que nous appliquons est simple : les articles signés n'engagent que leurs auteurs. La libre discussion est notre *credo*. Nous commençons à réfléchir à l'organisation de Rencontres sur des thèmes précis.

Naturellement, bien des progrès doivent encore être réalisés, mais *Carré Rouge* paraît régulièrement. Et c'est évidemment un résultat très positif.

Ce numéro 3 témoigne donc de la modestie de l'entreprise, mais également de son sérieux.

La diffusion se développe régulièrement et les échos qui nous parviennent de la province comme de l'étranger attestent d'un intérêt réel pour *Carré Rouge*, entièrement autofinancé par les ventes et les abonnements.

Le sommaire de ce numéro illustre ce processus : les contributions venues d'Argentine, d'Italie, comme la discussion engagée par Claude Serfati sur un article de François Chesnais, ou le débat qui se mène au sein de la rédaction sur l'émergence de syndicats SUD et les problèmes de recomposition en cours dans le mouvement ouvrier en témoignent. *Carré Rouge* devient une véritable tribune de discussion, ouverte à tous les courants combattant pour le socialisme. Discussions sans concessions, mais fraternelles. Ce n'est pas rien. Il est donc temps d'élargir la diffusion de *Carré Rouge*, notamment en province, d'affermir notre base financière.

Nous avons décidé de lancer une campagne d'abonnements durant toute l'année 1997. A chaque lecteur, s'il le souhaite, d'y prendre sa part en s'abonnant, en soutenant financièrement *Carré Rouge*, en abonnant d'autres amis, en faisant circuler la revue, en constituant en province des groupes de lecteurs, de diffuseurs.

La pérennité de l'entreprise est à ce prix. C'est évidemment un effort militant : nous en rendrons compte dans chaque numéro. D'autant que nous souhaitons conserver à *Carré Rouge* sa facture éditoriale, sa présentation, et de surcroît, l'enrichir dans la forme comme dans le fond. Malgré les difficultés, nous avançons.

Dans la plupart des luttes que nous avons évoquées, dans celles qui s'annoncent, ce sont les militants (souvent peu nombreux) qui sont à l'origine. Ils aident les salariés par

leur expérience, leur compréhension des problèmes d'ensemble, à prendre pleinement leurs luttes en main, à les contrôler ; furent alors les initiatives. La spontanéité est synonyme, actuellement, d'auto-organisation. L'heure est donc aux militants.

Les mois qui viennent verront cette revanche des militants sur les appa-

reils s'intensifier.

Carré Rouge s'inscrit dans ce mouvement avec modestie, mais passionnément. Comprendre, c'est agir. L'association nationale des D.R.H. (Directeurs des ressources humaines, ceux que l'on appelait autrefois les chefs du personnel) a conclu ses travaux en notant : «*La grève de décembre n'est pas finie : à notre*

avis, cela ne fait que commencer». C'est également l'avis de *Carré Rouge*.

26 septembre 1996
Charles Jérémie

1 Plus de 25.000 manifestants dans les rues de Brest.

2 Nicole Notat est surnommée par le Cabinet de Juppé la «*trentième ministre du gouvernement*».

3 Notons pour la petite histoire que François Bayrou pronostique la mort rapide du gouvernement dont il est membre...

4 Voir encadré : «Retenez moi ou...»

5 Le 7 septembre, 250.000 manifestants se rassemblent dans six villes contre le plan Kohl. Les syndicats en attendaient 100.000.

6 Voir l'article de François Chesnais sur les États-Unis d'Europe dans le n° 2 de *Carré Rouge*.

7 Naturellement, les militants de *Carré Rou-*

ge étaient de ce combat démocratique et internationaliste.

8 A Montreuil, c'est un maire «communiste rénovateur» qui détruit un foyer de travailleurs africains, les jette à la rue, fait appel à la police.

9 Voir encadré : «Libéral et de gauche».

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :

Prénom :

Adresse et code postal

Eventuellement, pays :

Je désire m'abonner à *Carré Rouge* à partir du numéro : (inclus)

Je verse 120 F pour un an (4 numéros)- Pour l'étranger, nous consulter.

Je souscris un abonnement de soutien de 200 F (ou plus)

Chèque à l'ordre de Christiane Fourgeaud

Envoyer ce bulletin (ou une feuille libre reprenant ces indications) à
Carré Rouge, 83 rue Léopold Rechossière, 93300 AUBERVILLIERS

Pour la première fois en France à cette échelle naissent depuis quelques mois des organisations qui échappent aux syndicats confédérés nés de l'histoire du mouvement ouvrier français (CGT, CGT-FO, CFDT, FEN).

La recomposition du mouvement ouvrier est en marche

Ces organisations nouvelles apparaissent dans le cadre des gigantesques bouleversements dont la chute du Mur de Berlin est le symbole, événements que *Carré rouge* se propose d'analyser dans ses prochaines livraisons.

Elles naissent aussi dans le cours ou à la suite de grands mouvements de classe : SUD dans les PTT à la suite de la grève de 1986 ; SUD-éducation et SUD-Rail dans le sillage de la grève de la Fonction publique de novembre-décembre 1995.

UN PHÉNOMÈNE NOUVEAU EN FRANCE À CETTE ÉCHELLE

Le phénomène est nouveau en France. Dans d'autres pays, comme l'Italie, ce processus est plus ancien et plus développé. Cela tient, dans le cas de l'Italie, à l'implication directe et institutionnelle des centrales syndicales dans la reconstruction de l'Etat italien, confronté au vide que laissait l'effondrement de l'Etat fasciste de Mussolini. Cette cogestion quasi-directe a suscité, dès les années 70, l'apparition de structures syndicales alternatives cherchant à organiser les luttes ouvrières, face à l'Etat et à la collaboration souvent

brutalement directe des confédérations syndicales avec lui.

Des organisations de type « syndicat démocratique » ont bien émergé en France. Leur existence a été éphémère. C'est le cas par exemple du Syndicat démocratique Renault. On peut se poser la question de savoir pourquoi ces expériences n'ont pas tenu. Notre camarade Claude Bernard, dit Raoul, en analysait ainsi les raisons dans un texte de 1954 (1) : « Il aurait été parfaitement réalisable et maintenable de faire l'« opération Bois » [du nom de l'initiateur de ce syndicat, membre de l'Union communiste, NDR] en construisant un foyer ouvrier autonome lourd de possibilités ultérieures. Au lieu de cela, les trotskystes trimbalant une idéologie administrative (« bureaucratique ») ont nécessairement valorisé les grandes administrations des PS, PCF, FO, CGT, et ont toujours, même quand ils ont joué et jouent la carte « débordement », mené la lutte dans une perspective d'administrations concurrentes, cherchant à capitaliser au compte de leur politique — au sein des grandes bureaucraties. » L'analyse tient la route : que cette tentative se soit heurtée aux bureaucraties de l'époque, cela n'a rien d'étonnant ; elle émergeait d'un mouvement de classe, celui de la grève

Renault de 1947, qui s'était lui-même durement affronté à ces mêmes bureaucraties. Il est plus singulier qu'elle n'ait pas été reprise à leur compte par les révolutionnaires, qui ont choisi le giron des « grandes » organisations, réputées « organiser historiquement le mouvement ouvrier français ».

Ce point mérite que l'on s'y attarde, car la formule sacro-sainte, y compris (et peut-être surtout) dans le mouvement trotskyste, qui l'a théorisée, selon laquelle ces « grandes » organisations sont constitutives historiquement du mouvement ouvrier, relève en bonne partie du mythe. Tout d'abord parce que, si ces organisations ont bien exprimé les grands mouvements ouvriers de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e, si elles en sont nées, il est audacieux de prétendre qu'elles étaient, après la Seconde Guerre mondiale, identiques à ce qu'elles avaient été à leur naissance : leur bureaucratisation les avait profondément modifiées. Nées de ces mouvements, elles n'étaient pas pour autant la forme enfin trouvée de l'organisation de classe. Ensuite, parce que tout mouvement de grande ampleur, lié à des circonstances historiques exceptionnelles (et la fin de la Seconde Guerre mondiale en fait partie), est toujours un moment de recomposition. Le syndicat Renault participait de cela. Et en choisissant de faire rentrer dans les rangs des grandes confédérations bureaucratisées, les trotskystes manifestaient une tendance « lourde » dans notre pays, celle que Raoul qualifie d'« idéologie administrative ». En un mot, ils choisissaient les grandes institutions ouvrières, dirigées par des bureaucrates contre-révolutionnaires, contre le mouvement vivant de la recomposition du mouvement ouvrier sur ses propres

bases (où le mouvement ouvrier, soit dit en passant, retrouvait là l'impulsion qui avait donné naissance, un demi-siècle plus tôt, à la CGT).

POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES, AIDER AU MOUVEMENT DE RECOMPOSITION

Toutes les situations de grands mouvements de classe, menaçant la domination de classe de la bourgeoisie, posent le problème de la recomposition de la classe ouvrière, qui se débarrasse des liens contre-révolutionnaires qui se sont noués en temps de « paix » entre les bureaucraties qui ont confisqué ses organisations de classe et la bourgeoisie. Le rôle des révolutionnaires n'est pas de « sauver » à tout prix ces grandes organisations, et les bureaucraties qui les dirigent, mais de participer et d'aider le mouvement vivant, qui est le mouvement même de la révolution, par lequel la classe tente de se réorganiser pour réaliser sa tâche émancipatrice.

C'est cette attitude que prônait Rosa Luxembourgeois (2) : « L'histoire se moque des bureaucrates amoureux des schémas préfabriqués, gardiens jaloux du bonheur des syndicats. Les organisations solides conçues comme des forteresses inexpugnables, et dont il faut assurer l'existence avant de songer éventuellement à entreprendre une hypothétique grève de masse en Allemagne, — ces organisations au contraire sont issues de la grève de masse elle-même. Et tandis que les gardiens jaloux des syndicats allemands craignent avant tout de voir briser en mille morceaux ces organisations, comme de la porcelaine précieuse au milieu du tourbillon révolutionnaire, la révolu-

tion russe [celle de 1905] nous présente un tableau tout différent : ce qui émerge des tourbillons et de la tempête, des flammes et du brasier des grèves de masse, telle Aphrodite surgissant de l'écume des mers, ce sont... des syndicats neufs et jeunes, vigoureux et ardents. »

NOUS SOMMES ENTRÉS DANS UNE PÉRIODE DE RECOMPOSITION DU MOUVEMENT OUVRIER EN FRANCE

La citation de Rosa Luxembourgeois n'a pas valeur d'argument d'autorité ni de comparaison historique. Cette dernière serait d'ailleurs mal venue : aucun mouvement n'a agité notre pays ces dernières années qui puisse être comparé à la Révolution russe de 1905. Et cependant, toutes les cartes ont inexorablement commencé à être redistribuées dans le mouvement ouvrier. C'est le début d'un processus. Mais il est irréversible. De quel « mouvement » naissent donc ces nouvelles organisations, ce sourd tremblement de terre ? D'un cataclysme historique dont on est encore loin d'avoir éprouvé toutes les conséquences.

La chute du Mur de Berlin, en 1989, est la date symbole de cet événement. Avec l'effondrement de l'appareil stalinien du Kremlin, son implosion sous le poids de sa propre pourriture conjuguée aux assauts répétés des masses à l'Est de l'Europe (1953, 56, 68, Pologne de Solidarnosc, mouvement démocratique en Allemagne de l'Est après la chute du Mur pour ne citer que quelques-uns de ces combats), c'est la chape de plomb qui pesait sur tout le mouvement ouvrier international qui dispa-

raît. On ne se réveille pas un beau matin en se disant « chouette, enfin libres », avant d'aller joyeusement construire de nouvelles organisations libérées de ce joug historique. Il faut un temps de digestion. Il faut le temps de réaliser. Mais l'histoire de ces dernières années est l'histoire de milliers de vérifications faites par les travailleurs, par l'ensemble des couches opprimées devrait-on dire, de cette heureuse disparition. Personne n'y a échappé. Il faudrait avoir le temps et la place de retracer cette histoire. Mais on peut en retenir qu'elle se caractérise par un bouleversement de toutes les relations, celles entre grandes puissances, celles entre nations, celles qui régnaient entre les masses et les partis de « gauche » traditionnels, ou entre les masses et les organisations syndicales bureaucratismes traditionnelles. Conjuguée en France à l'expérience délétère de quatorze années de mitterrandisme, cette histoire se traduit aujourd'hui par un paysage politique, syndical et social où plus rien n'est profondément comme « avant ». Aucune organisation n'y échappe, ni le PS, ni le PCF, ni les confédérations syndicales, ni même les organisations dites d'« extrême-gauche » (3). Le tableau d'ensemble est celui d'une absence totale de représentation de la classe ouvrière et des couches opprimées, même si des centaines de milliers adhèrent encore aux grandes confédérations (qui ont pourtant perdu la moitié de leurs adhérents depuis 1980...), ou si, faute de mieux, des millions votent encore PS ou PCF aux élections (encore que les voix qui se sont portées sur Arlette Laguillier en 1995 montrent que cela aussi peut changer. Et pourtant...). Le tableau d'ensemble, c'est aussi une sorte de vide, mais un vide qui autorise à faire autre chose.

Là encore, la comparaison historique n'est pas totalement pertinente. Tant de choses diffèrent. Mais comment ne pas penser à l'émergence de Solidarnosc, à sa constitution impétueuse, à la lame de fond qu'elle a constituée, dans le cadre de la crise du stalinisme, de l'effondrement des organisations syndicales inféodées à l'Etat polonais. Il serait ridicule de prétendre que les organisations alternatives qui naissent aujourd'hui en France sont une réplique de Solidarnosc. Mais le mouvement qui les pousse à naître, les conditions qui les **autorisent** à tenter de se mettre en place sont de même nature profonde : il s'agit bien d'un mouvement global (bien que naissant) de recomposition de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Encore faut-il s'entendre sur cette affirmation : nous avons trop tendance, éduqués comme nous l'avons été (et Raoul donne quelques lumières là-dessus), à réduire la portée de cette recomposition, à n'y voir qu'un mouvement de recomposition **syndicale**. Rien n'est plus faux : il s'agit d'une réorganisation **d'ensemble** du mouvement ouvrier sur ses propres bases de classe, contre la bourgeoisie et l'impérialisme, et **donc** contre la bureaucratie. Il s'agit d'un mouvement qui touche **tous** les aspects de la composition de classe, politiques et syndicaux, brisant ou tentant de briser d'un même élan la barrière artificielle qui sépare depuis si longtemps le domaine du politique du domaine syndical. Ce qui cherche à se constituer, c'est une unité de classe qui rompt avec la vieille dichotomie salarié-citoyen, produit du parlementarisme bourgeois auquel se sont soumises les vieilles directions contre-révolutionnaires. Et là encore, on ne peut qu'évoquer Solidarnosc, son premier Congrès, où toutes les questions ont été abordées, sans

distinction entre ce qui relèverait du syndicalisme et ce qui procéderait du politique. Il faudrait d'ailleurs se demander si, ce faisant, Solidarnosc et le mouvement qui émerge en ce moment en France ne retrouvent pas tout simplement les racines de la Charte d'Amiens, qui envisageait, en 1906, que « *Le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.* » Amer constat pour certains d'entre nous, à *Carré rouge*, qui ont si longtemps accepté de ne voir dans la Charte d'Amiens que « *l'indépendance réciproque des syndicats et des partis* »...

C'est sans aucun doute à cette dimension qu'il faut apprécier l'apparition de SUD-PTT en 1986, puis celle de SUD-éducation et de SUD-Rail en 95-96, après la grève de novembre-décembre 1995, ainsi que celle de la myriade de SUD qui jaillissent un peu partout depuis quelques mois. Cela ne signifie pas que SUD est la forme enfin trouvée de la recomposition. Ne recommençons pas encore une fois les mêmes erreurs. Mais SUD exprime et porte en ce moment ce mouvement de fond.

TOUT LE PAYSAGE

SE RECOMPOSE

La recomposition est en marche et tout le monde le sait. Les bureaucraties, qui sont tout aussi irrémédiablement contre-révolutionnaires qu'avant, Mur de Berlin ou pas, le savent mieux que personne. Et les grandes manœuvres ont commencé. La direction de la CGT a nécessairement compris ce qui s'est passé dans son propre congrès, en pleine grève des fonctionnaires (voir *Carré rouge* n° 2). Nicole Notat, qui se retrouve aujourd'hui à la droite même de Juppé (l'affaire des tarifs de nuit

decins en est une illustration), se souvient d'avoir dû se replier en hâte vers ses gardes du corps et sa Safrane de fonction pendant la grève de décembre. Et les forces centrifuges qui disloquent sa centrale n'ont pas échappé à Blondel, dont la place spécifique sur le marché de la trahison tend à être contestée (comme le disait en substance récemment un dirigeant anonyme de FO, « *s'il s'agit de faire la politique de la CGT, autant aller vers le modèle plutôt que vers l'imitation* »).

L'extrême débilite du gouvernement Juppé exige que ces grandes manœuvres se développent rapidement. Le PS peut être appelé à venir très vite à la rescousse, assumant un certain nombre de sales besognes que ce gouvernement ne parvient pas à assumer. Le PCF et toute une série d'autres courants se disposent également par rapport à cette échéance trop proche à leur goût : de Chevènement à Krivine, on s'agite beaucoup pour s'y préparer. Tous savent qu'il faudra « monter au créneau » pour sauver un ordre bourgeois mis à nu par sa propre faiblesse. Un récent dossier du Point (4) trace un tableau assez pertinent de ce qui se trame en ce moment.

On pourrait dire qu'à ces manœuvres sur le plan politique correspond la mise en place d'un dispositif sur le plan syndical où tous mettent la main à la pâte, de Jospin à Krivine, en passant par Hue et les autres. Ce qui se joue en ce moment, dans une certaine fébrilité d'ailleurs étant donné ce qui se prépare, c'est la mise en œuvre d'une sorte de fédération réformiste de gauche. Sa mission : épouser, sembler répondre à la tendance à la recomposition, pour la contenir dans des limites admissibles par la mission suprême : sauver le capital.

Dans ce dispositif, un rôle tout parti-

culier est dévolu à la Fédération syndicale unitaire (la FSU), dont la fonction avait déjà été si importante pour empêcher que la grève de novembre-décembre ne se transforme en grève générale de la Fonction publique. Fort de sa logique bureaucratique de construction, la direction de la FSU tente l'impossible pari de faire revivre le dinosaure que fut la FEN, tout en cherchant à se placer à l'intersection des vieilles centrales et des organisations récemment constituées, avec pour mission d'amener ces jeunes organisations dans le giron de cette nouvelle configuration de sauvetage du capital. Mais tout pas en avant dans cette direction ne pourra qu'accentuer ses contradictions internes. C'est ainsi par exemple que la politique du très vieux SNES-Unité et Action et les aspirations réellement démocratiques de secteurs importants du SNUIPP sont incompatibles.

LA PLACE PARTICULIERE DE SUD-EDUCATION

C'est en partie pour cette raison que SUD-Education joue un rôle aussi important. Née pour l'essentiel d'une scission dans le SGEN-CFDT, animée au départ par des militants qui, pour beaucoup, en sortent mais ont un passé militant qui va bien au-delà de cette ancienne appartenance, désormais rejoints par des militants qui ont suivi un tout autre parcours, cette jeune organisation est le chien dans le jeu de quilles, le trouble-fête de ce plan. Sa place sur l'échiquier, le fait qu'elle intervienne sur le terrain professionnel que la FSU aimerait parvenir à contrôler complètement après l'explosion de la FEN et son effondrement, sa naissance au cœur même de ce qu'a été le mouvement de novembre-décembre 1995 (aussi bien parce qu'elle est née de l'affron-

tement direct contre Nicole Notat, principale alliée de Juppé contre le mouvement, que parce qu'elle se veut porteuse de la nature profondément anti-capitaliste de ce mouvement), tout cela lui confère une importance particulière. Elle est aujourd'hui, qu'elle en ait conscience ou pas, l'une des expressions les plus avancées du mouvement de recomposition fondamentale du mouvement ouvrier français.

Son engagement dans la bataille des « sans-papiers » le dit clairement. Il ne s'agit pas d'un simple mouvement de solidarité avec les immigrés, même si la sensibilité à cet aspect est évidente (et de bon augure). Cet engagement est en fait profondément dans la continuité de ce qu'a dit le mouvement de novembre-décembre : la lutte contre les effets de la mondialisation du capital, dont les sans-papiers sont la préfiguration presque absolue, au même titre que la destruction engagée des services publics. Les sans-papiers sont ce que promet le capital à toute la population laborieuse du monde entier. Le sans-papiers, c'est le prototype du futur travailleur d'une planète dominée par le capital mondialisé, c'est la réponse à la question qui a traversé tout novembre-décembre : « *Que vont devenir nos enfants dans le monde que prépare Juppé ?* ».

En somme, SUD-Education est une réponse clairement ajustée au mouvement qui, d'un seul tenant, tente à la fois de combattre radicalement le monde qui nous est ainsi promis (et où la question de la Fonction publique est centrale) et de trouver les formes d'auto-organisation permanente, démocratique, anti-bureaucratique, du mouvement ouvrier qui se recompose.

N'idéalisons pas : les tâtonnements sont nécessairement innombrables. Les difficultés sont immenses. Per-

sonne ne laissera SUD-Education jouer tranquillement cette partition. Tout sera mis en œuvre pour la faire trébucher, pour l'isoler en réalisant un grand conglomérat à la gauche de l'Union de la gauche. On ne peut écarter même le recours à la violence : le Mur de Berlin est tombé, mais en tombant il n'a pas écrasé tous les bureaucrates. Tout cela a commencé. Ce n'est pas terminé. Mais ne rééditons pas l'erreur fondamentale que Raoul analysait en 1954. Et pour cela, comportons-nous

en révolutionnaires : cessons de répondre à la force d'attraction qui nous a attirés alors vers les grandes « administrations » de FO, de la CGT ou de la FSU, et qui nous a livrés pieds et poings liés à leurs manœuvres contre-révolutionnaires, a fait dégénérer irrémédiablement les organisations pourtant théoriquement les mieux armées contre le stalinisme et la social-démocratie. Tour-nous-nous vers ce qui surgit, vers ce qui vit ; aidons de toutes nos forces notre classe qui cherche à se réorga-

niser pour combattre enfin efficacement. SUD-Education, c'est cela. Seul le mouvement de classe lui donnera complètement vie. Mais nous sommes de ce combat. Sans conditions.

Michel Charpentier

1 *Cahiers Léon Trotsky*, numéro spécial consacré à Raoul, n° 56, juillet 1995, p. 72.
 2 Rosa Luxembourg, *Œuvres 1*, Petite collection Maspéro, 1969, p. 119.
 3 Que ce soit Lutte ouvrière, repliée sur elle-même, comme une secte glacée, même après avoir réuni sur son nom quelque 5 %

des voix à la présidentielle de 95 ; l'ex-PCI, devenu « tendance » d'un Parti des Travailleurs fictif et auto-proclamé, qui adhère totalement à l'appareil de Force ouvrière ; ou la myriade de groupuscules, sectes d'emblée, qui se regroupent la plupart du temps autour d'un gourou, d'un « chef de

guerre » généralement issu de l'une des minuscules bureaucraties d'extrême-gauche.
 4 *Le Point*, n° 1255, pages 56 à 59, article de François Bazin et Joseph Macé-Scaron.

«Discussions et débats»

Voilà plusieurs mois que Claude Serfati nous a envoyé son article. Il engage la discussion avec celui de François Chesnais qui est paru dans le n° 1 de *Carré Rouge*, sous le titre «Notes en vue d'une caractérisation du capitalisme à la fin du XX^e siècle».

Les événements de novembre-décembre nous ont conduits à consacrer le n°2 entièrement à une réflexion militante sur leur signification et leurs conséquences. La publication de l'article de Claude a donc été retardée. Nous nous en excusons auprès de lui, comme de nos lecteurs.

Cette fraternelle discussion illustre notre conception du débat. *Carré Rouge* est une revue militante. Les problèmes théoriques sont donc naturellement au cœur de notre combat. Mais seule la réflexion collective que Claude Serfati vient nourrir par son article, permettra de progresser vers leur clarification.

Quelques remarques sur l'article de François Chesnais dans le n° 1 de CR

Les remarques qui suivent ont pour objectif de participer à la réflexion sur les caractéristiques du capitalisme contemporain ouverte par l'article de François Chesnais dans le n° 1 de *Carré Rouge*.

1) L'absence de toute reprise véritable de l'accumulation du capital, non seulement à l'échelle planétaire, mais même dans les pays capitalistes dominants, indique que la crise économique n'est pas terminée, plus de vingt ans après son apparition. Des périodes de dépression aussi longues ne sont pas nouvelles, elles

témoignent en fin de compte des limites du mode de production fondé sur la propriété privée des moyens de production et les rapports capital/travail. Mais l'histoire montre également qu'aucune crise n'est «fatale» pour le capitalisme : il lui faut «simplement» trouver les moyens d'en faire payer la facture. Cette facture, c'est celle qui, moyennant une destruction considérable de capital et de forces productives et une augmentation considérable du taux d'exploitation de la classe ouvrière, permet au capital de se mettre en mou-

vement dans des conditions de valorisation satisfaisantes. Les limites du capitalisme, qui se manifestèrent dans les crises des années 1870, furent repoussées par une période de conquête impérialiste, de pillage des ressources naturelles et de surexploitation des peuples coloniaux. Ni la guerre de 1914-18, qui témoigna de nouveau des limites du capitalisme, ni la crise de 1929 n'ont permis une nouvelle phase durable d'accumulation. Après 1945, une nouvelle phase d'accumulation longue ne fut à nouveau rendue possible que par la conjugaison de destructions colossales de forces productives au cours de la Seconde Guerre mondiale et par un taux d'exploitation de la force de travail adéquat aux besoins du capital. Mais cette période de croissance forte d'une vingtaine d'années et essentiellement concentrée sur les pays capitalistes dominants a également intégré des facteurs qui, pour certains, sont aujourd'hui de sérieux obstacles à une reprise durable de l'accumulation. Avant de développer ce point, ce préambule, qui rappelle sans doute des évidences, a pour objet de montrer que, dans une perspective marxiste, les «issues» aux crises majeures demeurent la destruction massive de capital et le rétablissement de rapports d'exploitation qui produisent suffisamment de carburant (de plus-value) pour alimenter durablement le moteur de l'accumulation. C'est pourquoi il est peut-être excessif de nier, ainsi que le fait l'article de François Chesnais (page 20, 1^{ère} colonne), «l'hypothèse qu'il redeviendra rentable (pour le capital) d'exploiter les travailleurs qu'il n'exploite plus ou qu'il n'a jamais exploités».

2) La crise actuelle du capitalisme, qui a pris une forme spectaculaire à partir de 1971-73, n'a pu seulement

surprendre, outre les défenseurs spontanés de ce système, que ceux qui pensaient, quoiqu'en se référant à Marx, que ce système avait surmonté ses contradictions fondamentales, et que son problème essentiel était d'arriver à écouler la masse de marchandises que les gains de productivité réalisés grâce aux méthodes de production fordistes apportaient de façon croissante sur les marchés. Or, loin d'être une crise de «réalisation» ou d'écoulement du «surplus», l'irruption de la crise à l'aube des années 70 a témoigné de la dégradation des conditions de rentabilité du capital. Le coût global de la force de travail, qui inclut bien entendu, au-delà des coûts liés au versement du salaire direct, les coûts socialisés de formation, de santé et de retraite considérablement élargis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, s'est rapidement révélé exorbitant pour le capital. De même, l'essor des dépenses militaires et de la bureaucratie d'État, d'autant plus nécessaires à la reproduction des rapports sociaux dans une phase impérialiste (ordre, sécurité, répression, etc.), la croissance souvent démesurée des dépenses de commercialisation, de publicité, etc., au sein des grands groupes industriels — dépenses dont une partie est pompeusement qualifiée d'activités de recherche et développement — ont pesé sur le taux de profit et amplifié sa baisse. Enfin, il s'avère aujourd'hui que le type d'accumulation des décennies d'après-guerre a dégradé dans des proportions inouïes l'environnement et pillé sans vergogne les ressources naturelles, confirmant avec une vigueur inquiétante que «le premier parasite de la nature, c'est l'homme» (Marx).

Autrement dit, pendant les trois décennies d'après-guerre, la forte ac-

cumulation du capital ne s'est pas seulement traduite par des gains de productivité considérables permis d'abord par l'abaissement du coût de la force de travail et ensuite par les transformations de l'organisation de la production et l'utilisation de nouvelles technologies au sein des entreprises, c'est-à-dire au niveau des «conditions immédiates de production». Elle a également profilé un type de croissance économique qui a provoqué une hausse des coûts de reproduction du capital à l'échelle sociale. L'accélération de la «socialisation des forces productives», dont parle François Chesnais dans l'article du premier numéro de *Carré Rouge*, permet certes de favoriser l'extraction de la plus-value relative, mais sur la base des rapports sociaux de production contemporains, elle est également porteuse de coûts bureaucratiques élevés qui vont bien au-delà de ce que Marx qualifiait de «gaspillage des forces productives». Il y a donc dans le développement des technologies (la science devenant, selon la formule de Marx, «une force productive directe») et la socialisation des forces productives un processus contradictoire de dévalorisation de la force de travail, dont le chômage est partie constituante, et d'augmentation des activités improductives du point de vue du capital, c'est-à-dire non productrices de plus-value. La montée des activités parasitaires, intimement liée au type d'accumulation et de reproduction des rapports sociaux des cinq dernières décennies, se nourrit certes de la plus-value créée, et provoque donc de ce fait un rétrécissement de (ou en tout cas dresse de sérieuses limites à) l'accumulation du capital. Les outils conceptuels et empiriques élaborés par les organisations statistiques et de comptabilité nationale ne

permettent évidemment pas de vérifier aisément ce fait, puisque, pour ces dernières, toute activité est immédiatement productive, même celles qui attendent à terme à la production de valeurs (et donc de plus-value).

3) La phase de dépression durable dans laquelle le capitalisme est aujourd'hui engagé plonge donc ses racines dans les conditions de croissance très particulières de la période 1945/73. Bien sûr, les solutions envisagées par les bourgeoisies ne se tournent pas du côté de la compression des dépenses parasitaires, dont elles sont bénéficiaires en tant que «*personnification*» du capital, car elles constituent des revenus pour ses agents, mais mènent des offensives appuyées par les gouvernements contre le niveau de vie des masses, jugé exorbitant.

Renforcer l'exploitation de la classe ouvrière a naturellement pour effet de diminuer la demande de celle-ci en biens de consommation, et la baisse de celle-ci accentue l'écart avec l'offre. Cependant, ce déséquilibre offre/demande n'est pas la cause, mais la conséquence d'un système fondé sur la recherche incessante de plus-value. L'affirmation contenue dans l'article que nous serions dans une phase d'«*accroissement de la masse de plus-value telle qu'elle se traduit par une pléthore de capital*» me paraît hautement discutable. S'il y a pléthore de capital, ce n'est pas par rapport à un état donné de la demande, mais par rapport aux niveaux de plus-value et de profits qu'il peut faire jaillir. Ces niveaux sont jugés trop bas par le capital : a) parce que les résistances ouvrières ont jusqu'à maintenant empêché le capital de revenir dans les pays capitalistes développés à des niveaux de rémunération de la force de travail suffi-

samment bas ; b) par les immenses ponctions de valeur provoquées par le type d'accumulation du capitalisme contemporain.

Pourtant, en dépit des offensives systématiquement menées dans tous les pays capitalistes dominants pour faire baisser dramatiquement le coût de la force de travail, l'absence de reprise durable de l'accumulation signifie que ces offensives ne sont pas encore suffisantes. Il suffit de constater à quel niveau la crise de 1929 et la Seconde Guerre mondiale ont dû réduire le niveau de vie de la classe ouvrière afin de permettre une phase d'expansion, pour se rendre compte, du point de vue du capital, du long chemin qui reste à couvrir. Or, en même temps qu'elles réalisaient cet objectif, la crise et la Guerre détruisaient également et en masse capital productif et argent. Cette exigence-ci est également aujourd'hui loin d'être atteinte, en dépit des restructurations industrielles considérables des années 80. Quant au capital-argent, son développement démesuré (et en partie fictif grâce aux «*innovations financières*») traduit assez nettement sa suprématie. C'est une caractéristique majeure du capitalisme contemporain.

4) L'hypertrophie et la suprématie du capital financier dans une période de faiblesse de l'accumulation du capital productif constituent un fait très particulier comparé aux phases antérieures où la dévalorisation massive du capital-argent de prêt constituait une des conditions d'une reprise de l'accumulation. Avant de revenir sur ce point, il faut rappeler, à ce propos, que le capital n'est pas une chose (par exemple une machine) mais un rapport social fondé sur la production de plus-value. Être propriétaire d'un capital, c'est être en mesure de réclamer son droit à la plus-value pro-

duite. La tendance «*rentière*» du capitaliste est donc inhérente au système, puisque le «*capitaliste à une double existence : juridique et économique*» (Marx). Contre Proudhon, Marx explique que le reflux du capital-argent vers son point de départ est une caractéristique propre à tout capital mis en valeur (et d'abord celui investi dans la production) et pas seulement une spécificité du capital-argent prêté. Tout capitaliste est donc un rentier «*en puissance*». Lénine a insisté sur cette tendance «*rentière*» du capital. Son triomphe actuel renvoie, à nouveau, aux conditions particulières de la croissance d'après-guerre, fondée sur l'utilisation du dollar comme base du système financier et monétaire international. L'impérialisme américain, grâce à ce système, avait dès le début des années 60 dessiné les contours du capitalisme rentier (faire financer ses déficits par ses concurrents, acquérir des actifs productifs sur toute la planète en émettant des dollars, etc.). La dévalorisation massive du capital-argent (le «*dégonflement*» de la sphère financière) s'attaquerait directement à la dette publique américaine qui en constitue le cœur et minerait les rapports socio-économiques du pays qui assure aujourd'hui l'ordre dans les relations économiques, mais surtout sociales, à l'échelle mondiale.

La suprématie actuelle du capital-argent s'appuie sur la constitution de réseaux organisés (banques, institutions financières, groupes multinationaux) abusivement appelés «*marchés financiers internationaux*». Relayés, sinon soutenus par les gouvernements des pays capitalistes développés, il impose sa ponction sur la valeur créée, au même titre que les activités parasitaires (voir plus haut) et représente donc une cause

de la faible accumulation du capital productif. Mais son développement autonome et hypertrophié est également un produit de la faiblesse de l'accumulation, celle-ci résultant des conditions insuffisantes de rentabilité du capital. Celle-ci exigerait une offensive contre les conditions de vie et de travail dans les pays où la main-d'œuvre a un coût élevé (c'est-à-dire dans les pays capitalistes développés) pour laquelle les conditions politiques et sociales ne sont pas encore réunies. La guerre du Golfe a permis de terroriser les peuples des pays en voie de développement et tenté de les convaincre qu'il n'y a d'autre issue que l'acceptation de l'actuel «ordre mondial». L'immensité des budgets militaires et la course aux technologies de destruction dans les pays dominants s'expliquent ainsi. Ils alimentent les forces militaristes tout entières tournées contre les peuples des pays du tiers-monde qui n'accepteraient pas leur sort. La mobilisation des populations des pays développés sous la bannière de la «civilisation occidentale» contre les peuples jugés «dangereux» pourrait, comme dans le passé, être un moyen de réaliser

Quelques éléments de réponse aux remarques de Claude Serfati

Puisque je suis d'accord avec beaucoup des choses que Claude écrit, je vais centrer mes remarques sur les points où il exprime un désaccord explicite avec moi, comme sur ceux où je m'interroge sur la justesse de sa propre approche. Si ma réponse est beaucoup plus longue que la sienne, c'est parce que d'autres lecteurs m'ont rappelé que j'avais annoncé une suite à l'article paru en décembre. L'emploi de la première personne souligne simplement que beaucoup des positions que je défends me sont propres et ont pour but de susciter un débat aussi large que possible.

Pour l'essentiel l'approche de Claude est formulée dès le début de son texte : *«Des périodes de dépression aussi longues (que celle qui a débuté dans les années 1970) ne sont pas nouvelles ; elles témoignent en fin de compte des limites du mode de production fondé sur la propriété privée des moyens de production et les rapports capital/travail. Mais l'histoire montre également qu'aucune crise n'est « fatale » pour le capitalisme, il lui faut « simplement » trouver les moyens d'en faire payer la facture. Cette facture, c'est celle qui, moyennant une destruction considérable de capital et de forces productives et une augmentation considérable du*

taux d'exploitation de la classe ouvrière, permet au capital de se mettre en mouvement dans des conditions de valorisation satisfaisantes».

Ces lignes commandent les critiques que Claude me fait. La plus centrale est de défendre l'hypothèse, ainsi que je l'ai fait dans le premier numéro de *Carré Rouge*, que l'armée industrielle de réserve qui s'est reconstituée à une très grande échelle dans les pays capitalistes situés au cœur des rapports impérialistes mondiaux, pourrait avoir un caractère de permanence inédit dans l'histoire du capitalisme, annonçant de ce fait le début d'une phase tout à fait nouvelle de l'histoire de la lutte des classes. En conclusion de son point 1, Claude pense qu'il est «excessif de nier», ainsi que je l'ai fait en décembre, *«l'hypothèse qu'il redeviendra rentable (pour le capital) d'exploiter tous les travailleurs que celui-ci n'exploite plus ou qu'il n'a jamais exploité».*

Claude reste donc sceptique face à l'hypothèse que nous soyons entrés dans une période marquée par la reconstitution d'une armée industrielle de réserve immense (1), dont certaines composantes (notamment une partie des jeunes qui n'ont jamais trouvé d'emploi) seraient réduites par le capital au «statut» de chômeurs à vie, et de ce fait à la pau-

périsation. Et d'offrir sa propre interprétation. Il y aurait aujourd'hui, selon Claude, absence de «*reprise durable de l'accumulation*», du fait que «*les niveaux (de plus-value et de profits qu'il peut faire jaillir) sont jugés trop bas par le capital : a) parce que les résistances ouvrières ont jusqu'à maintenant empêché le capital de revenir dans les pays capitalistes développés à des niveaux de rémunération de la force de travail suffisamment bas ; b) par les immenses ponctions de valeur provoquées par le type d'accumulation du capitalisme contemporain*». Claude fait donc reposer son argumentation, d'un côté sur le «*coût excessif*» (pour le capital) du prix de la force de travail ; et de l'autre, sur le montant des ponctions sur la valeur qui sont faites au détriment du profit industriel et qui contribuent à déterminer son niveau insuffisant. Mais on peut, je crois sans commettre de contresens de lecture, considérer que, pour Claude, c'est le premier facteur qui prime. Il y a selon lui, «*absence de reprise durable de l'accumulation*», principalement parce que «*en dépit des offensives systématiquement menées dans tous les pays capitalistes dominants pour faire baisser dramatiquement le coût de la force de travail, ces offensives ne sont pas encore suffisantes*».

« REPRISE DURABLE
DE L'ACCUMULATION »
OU AGONIE
IRRÉVERSIBLE
ENTRAINANT L'HUMANITÉ
DANS LA BARBARIE ?

A bien des égards le désaccord actuel entre Claude et moi se concentre dans l'expression, «*reprise*

se durable de l'accumulation». Le titre que j'ai donné à l'article de décembre, «*Notes en vue d'une caractérisation du capitalisme à la fin du XX^e siècle*», exprime bien la nature de mes interrogations à cet égard. L'expression choisie par Claude est conforme avec son l'hypothèse de départ, à savoir que nous serions dans une phase de dépression longue, comprise comme épisode prolongé et pénible de récupération des conditions de la rentabilité du capital après une crise de première magnitude. Une dépression — même très profonde et très longue — est par définition transitoire et doit se terminer, tôt ou tard, par ce que les économistes universitaires désignent du terme de «*sortie de crise*».

L'expression «*reprise durable de l'accumulation*» employée par Claude, me paraît avoir un sens un peu semblable. Or ce qui sous-tendait l'article de décembre, c'est bien l'idée qu'après plus de vingt ans de «*crise*» (si on prend comme point de départ 1974), on est contraint de se demander si celle-ci ne s'est pas mue au fil des années en quelque chose de plus ou de différent qu'une dépression de longue ou de très longue durée.

On serait sortis de la période pour laquelle les termes de dépression ou de stagnation longues conviendraient, pour entrer dans quelque chose ressemblant de plus en plus à une nouvelle phase «*chronique*» de l'interminable agonie du capitalisme, porteuse des formes multiples de barbarie et de régression économique, politique, sociale et culturelle dont les expressions infinies forment le contenu essentiel de l'information que la presse nous livre quotidiennement.

Comme l'indique un article du *Financial Times* qui est commenté dans le

grand encart ci-joint, cette situation peut aussi déboucher, pratiquement à tout moment, sur un krach financier majeur, prélude à une crise dépassant en ampleur tout ce nous avons connu depuis vingt ans.

« POUR
LA BOURGEOISIE,
IL N'Y A PAS
DE CRISE SANS ISSUE »

Revenons sur l'une des formules du premier paragraphe du texte de Claude : «*l'histoire montre également qu'aucune crise n'est "fatale" pour le capitalisme, il lui faut "simplement" trouver les moyens d'en faire payer la facture*». L'expression est proche de celle de Lénine, mais en diffère en fait sensiblement. Sans avoir recherché la référence exacte, je crois me souvenir que Lénine disait que «*pour la bourgeoisie, il n'y a pas de crise sans issue*». Le type de crise auquel Lénine se réfère est une crise de domination politique de la bourgeoisie (dont une crise économique peut être une composante, mais sans jamais se réduire à cet aspect). Ce qui est en jeu alors pour la bourgeoisie, ce n'est pas la relance de l'accumulation, mais la sauvegarde de son pouvoir, seul garant de sa capacité à défendre la propriété privée des moyens de production ainsi que ses privilèges de classe. Comme la politique du New Deal l'a montré dans les années 1930, cet objectif peut passer par des concessions importantes à la classe ouvrière, même de la part d'une bourgeoisie qui a la trajectoire historique de celle des États-Unis.

Tout indique que, dans un certain nombre de pays, à commencer par la France, on s'achemine vers une cri-

WALL STREET : LE SCÉNARIO NOIR QUI «EXIGE UNE PRIERE»

Au cours des trois derniers mois, la politique monétaire des États-Unis a été gérée de façon à permettre à Clinton, qui a adopté par «petits pas» une bonne partie du programme républicain, de gagner les élections de novembre contre Dole. Les marchés financiers ont joué eux aussi la stabilité politique et ont participé à l'euphorie générale. A Wall Street le fameux indice Dow Jones a donc dépassé début octobre la cote 6000. Tout a été fait pour oublier et faire oublier le vent de panique qui a soufflé cet été au moment où le Dow Jones a perdu le 17 juillet 3 % en une seule séance, pour se retrouver à la cote 5350, ce qui portait à 6 % une chute commencée un mois et demi auparavant.

Une série d'articles du *Financial Times*, à commencer par un commentaire particulièrement acide paru en page 16 le 19 septembre, sont venus rappeler à quel point les bases de cette euphorie sont fragiles. Certes, à coup de restructurations, de «dégraissage des effectifs» et d'austérité salariale, le rendement des actions s'est accru au rythme de 13 % par an au cours des dernières années. Même si les performances américaines sont supérieures à celles de l'Europe et du Japon («au royaume des aveugles les borgnes sont roi», rappelle l'auteur de l'article), on ne saurait pourtant oublier que la croissance si vantée des États-Unis n'a été que de 1,9 % en moyenne depuis 1991. Or il faudrait qu'elle soit supérieure à 3 % pour justifier une telle hausse des rendements. Un tel écart est «intenable», tout comme l'est le niveau de la «capitalisation boursière», c'est-à-dire de la valeur nominale des portefeuilles de titres qui résultent

des prix auxquels les actions s'échangent en bourse et sont cotées à Wall Street.

Car la valeur des titres est fictive. Elle ne vaut qu'aussi longtemps que les marchés peuvent maintenir en existence les «conventions», largement faites de fictions, qui soutiennent le cours des cotations. C'est ici qu'on retrouve l'une des applications principales de la notion si importante de capital fictif à laquelle seul Marx fait une place dans son explication de l'accumulation du capital et de ses contradictions. Les actions représentent des titres de propriété qui «établissent, dit Marx, des droits sur une fraction de la plus-value» que leur propriétaire va s'approprier sous forme de dividendes. Mais les marchés boursiers donnent à ces titres une seconde vie. Ils leur permettent de «se transformer en *duplicata* du capital réel» et d'acquérir une existence propre comme tels : «comme si un certificat de chargement pouvait avoir une valeur à côté du chargement, et en même temps que lui». Et de poursuivre, «dans la mesure où l'accumulation de ces titres traduit l'accumulation de chemins de fer, mines, bateaux à vapeur, etc., c'est l'expansion du procès de reproduction réel qu'elle exprime [...]. Mais en tant que *duplicata*, négociables eux-mêmes comme marchandises et circulant donc comme valeurs-capital, leur valeur est fictive : elle peut augmenter ou diminuer tout à fait indépendamment du mouvement de valeur du capital réel, sur lesquels leurs détenteurs ont un droit» (*Capital*, III, chap. XXX).

Tôt ou tard les bases de la fiction s'érodent et le temps des «corrections» arrive. C'est alors qu'on entre dans la «zone des tempêtes», celle où la panique peut s'emparer des propriétaires d'actions et des gestionnaires de portefeuille, lorsqu'ils voient que la chute dépasse un certain seuil, lequel est fortement «sub-

jectif» et indéterminable à l'avance.

C'est de cette façon qu'on peut déboucher en quelques heures sur des krachs boursiers véritables. Ce fut le cas le 19 octobre 1987, lorsque l'indice Dow Jones a perdu 22,6 % en une seule journée. Le marché allait couler à pic le 20 octobre avant que l'intervention massive de la Fed n'ait lieu pour injecter de «l'argent frais» et permettre aux maisons de titres d'acheter, sans avoir les fonds propres pour le faire, tous les titres mis en vente, de sorte qu'un «prix plancher» a pu être établi et l'effondrement évité. L'article du *Financial Times* du 19 septembre insiste, tout comme les articles les plus sérieux publiés au mois de juillet (par exemple celui de E. Leser dans *Le Monde* du 18 juillet, page 13) sur le fait qu'aujourd'hui la «correction» est «nécessaire», même «inévitable». L'auteur demande simplement à ses lecteurs de «faire une prière» pour que la correction ne soit pas trop forte et qu'il n'y ait pas une répétition de 1987, ou pire encore... Car «la prochaine fois», même si la Fed parvient à éviter de nouveau un effondrement, les conséquences d'une chute de l'ampleur de celle de 1987 seront qualitativement plus sérieuses qu'elles ne l'ont été alors. Pour deux raisons essentielles.

La première, c'est que par le biais des fonds de pension privés et des fonds de placements financiers collectifs (les Mutual Funds) dont les rendements dépendent de la capitalisation financière et notamment de la capitalisation boursière, les revenus des ménages américains incluent désormais une très importante composante fictive, puisque la valeur de leurs actifs et donc le montant des revenus procurés par ceux-ci, reposent sur le mécanisme de formation de capital fictif dont nous venons de parler. Depuis mars 1991, précise l'article, la valeur nominale (fictive) des actifs financiers déte-

nus par des particuliers (qui incluent les anciens ouvriers, employés ou fonctionnaires «bénéficiaires» des systèmes privés), s'est accrue de 5,5 milliards de dollars, soit l'équivalent du montant total de l'épargne personnelle au cours des 25 années précédentes ! Une «correction» sérieuse aura pour effet de détruire en quelques jours une fraction de cette richesse et elle se répercutera immédiatement sur la consommation privée et donc sur la production et l'emploi. Un krach tant soit peu important aurait, quant à lui, pour effet de priver en quelques jours des dizaines de millions de retraités de l'essentiel, sinon de la totalité de leurs revenus de vieillesse (selon les dispositions exactes du système de pension privé auquel ils appartiennent) et de les jeter dans la pauvreté sinon la misère. Un tel krach aurait des effets irréversibles, aussi bien sur les retraités plongés du jour au lendemain dans la misère sans aucun moyen de défendre leur niveau de vie, mais même sur les membres de la classe moyenne ayant ou approchant la cinquantaine. A dix ou quinze ans de la retraite (s'ils conservaient leur emploi), ils ne seraient plus en mesure de reconstituer une épargne suffisante pour alimenter de nouveau des systèmes privés.

La seconde raison, c'est qu'il y a eu depuis le krach de 1987 et les mesures prises par la Fed pour le contenir, un déclin très important à l'échelle internationale de la confiance à l'égard du dollar. Il s'est manifesté au grand jour entre la mi-janvier et début avril 1995, après la crise

mexicaine lorsque les opérateurs financiers ont mesuré l'ampleur du sauvetage financier nécessaire pour stabiliser la situation, plus de 40 milliards de dollars restant à la charge des seuls États-Unis. En quelques semaines le dollar a perdu jusqu'à 10 % à l'égard du yen et du mark, sur l'arrière-fond d'une érosion dont l'ampleur ressort de la figure ci-jointe (voir page suivante). Cette chute a aggravé les tensions déjà sérieuses dans les échanges commerciaux mondiaux, accentué la récession au Japon et touché de plein fouet l'économie allemande avec des répercussions sur toute l'Europe. Les États-Unis ont subi des effets récessionnistes en provenance du Mexique, mais grâce à leur position dans le système mondial ils ont pu en décharger le poids sur les autres pays. En 1995 ces effets récessionnistes ont été modérés. Dans un scénario de destruction de la «richesse» des dizaines de millions d'américains et de chute peut-être brutale de la consommation, la production et l'emploi, les effets de contagion internationale de la récession seraient qualitativement supérieurs. Conjugués avec les effets de transmission d'une «correction» ou d'un krach sur toutes les autres places boursières, notamment celle de Londres où les actifs des fonds de pension britanniques sont placés, ainsi qu'avec les contrecoups qu'une chute du dollar aurait en tout état de cause sur les échanges mondiaux, ce scénario mettrait en présence d'une «vraie crise mondiale», antichambre de convulsions politiques aux conséquences im-

politiques ainsi que de la magistrature et de la haute fonction publique. Car il existe aujourd'hui au sein de ces instances diverses qui organisent la bourgeoisie française comme classe, certains secteurs totalement acquis aux positions du capital financier conduit par les anglo-saxons,

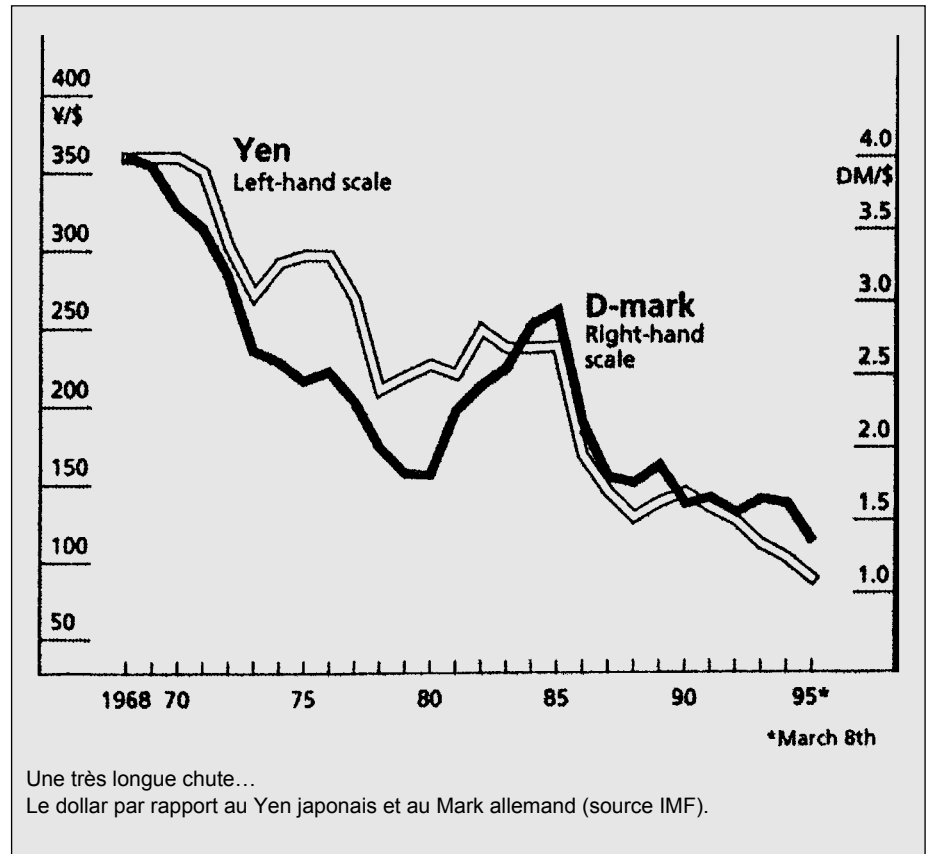
mais d'autres qui manifestent de sérieux doutes quant au résultat des affrontements avec les salariés et la jeunesse, mais aussi dans ce qu'ils ont à gagner à appliquer toutes les mesures de déréglementation et de privatisation qui sont exigées du capitalisme français et dont le gouvernement Chirac-Juppé tente d'assurer la mise en œuvre. Ces secteurs pensent qu'ils sont déjà allés aussi loin dans les concessions et mêmes les capitulations face aux exigences de l'impérialisme américain, du capital financier se valorisant exclusivement sous la forme argent, et leurs diverses représentations européennes. Ils pensent qu'il faut lâcher du lest, y compris sous la forme de hausses des salaires, éviter l'affrontement et se ménager un espace pour réfléchir aux enjeux et ce qu'ils ont à gagner ou... à perdre, à satisfaire le long catalogue d'exigences d'un type absolument nouveau qui leur est présenté par la Commission européenne à Bruxelles, mais dont tous savent qu'il vient de Wall Street et des grands fonds de pension privés et des sociétés de placements financiers collectifs anglo-saxons qui font et qui sont «les marchés» (voir l'encart ci-joint sur la répartition des actifs financiers américains, page 22).

Avec la généralisation de «situations à la française», les secteurs des différentes bourgeoisies nationales rangées peu ou prou derrière la bourgeoisie financière américaine (ce qu'on peut désigner sous ce terme aux contours flous qu'est la «bourgeoisie mondiale») feront preuve de toute l'énergie, de toute la ruse et, à un moment donné, de toute la sauvagerie nécessaires pour conserver coûte que coûte leur pouvoir, leurs privilèges et leur mode de vie. L'issue des combats à venir, dont le

centre sera les pays capitalistes industriels du centre du système impérialistes plus ceux d'industrialisation ancienne (l'Argentine, le Mexique), ne peut pas être prédite. Mais la victoire de la «*bourgeoisie mondiale*», si elle devait avoir lieu, ne garantirait en aucun cas la «*reprise durable de l'accumulation*». Le niveau de parasitisme atteint par le mode de production fondé sur la propriété privée, ainsi que le degré de domination financière et politique de la part de ses composantes purement rentières (voir plus bas) sont trop élevés pour que le maintien au pouvoir de la bourgeoisie au pouvoir ait comme seul résultat d'accélérer le cours de l'humanité vers une régression colossale de la civilisation sur tous les plans. La «*facture*» dont parle Claude inclurait par définition la multiplication et l'intensification des attaques contre le «*coût excessif du travail*». Mais celles-ci ne suffiraient plus à garantir une «*reprise durable de l'accumulation*».

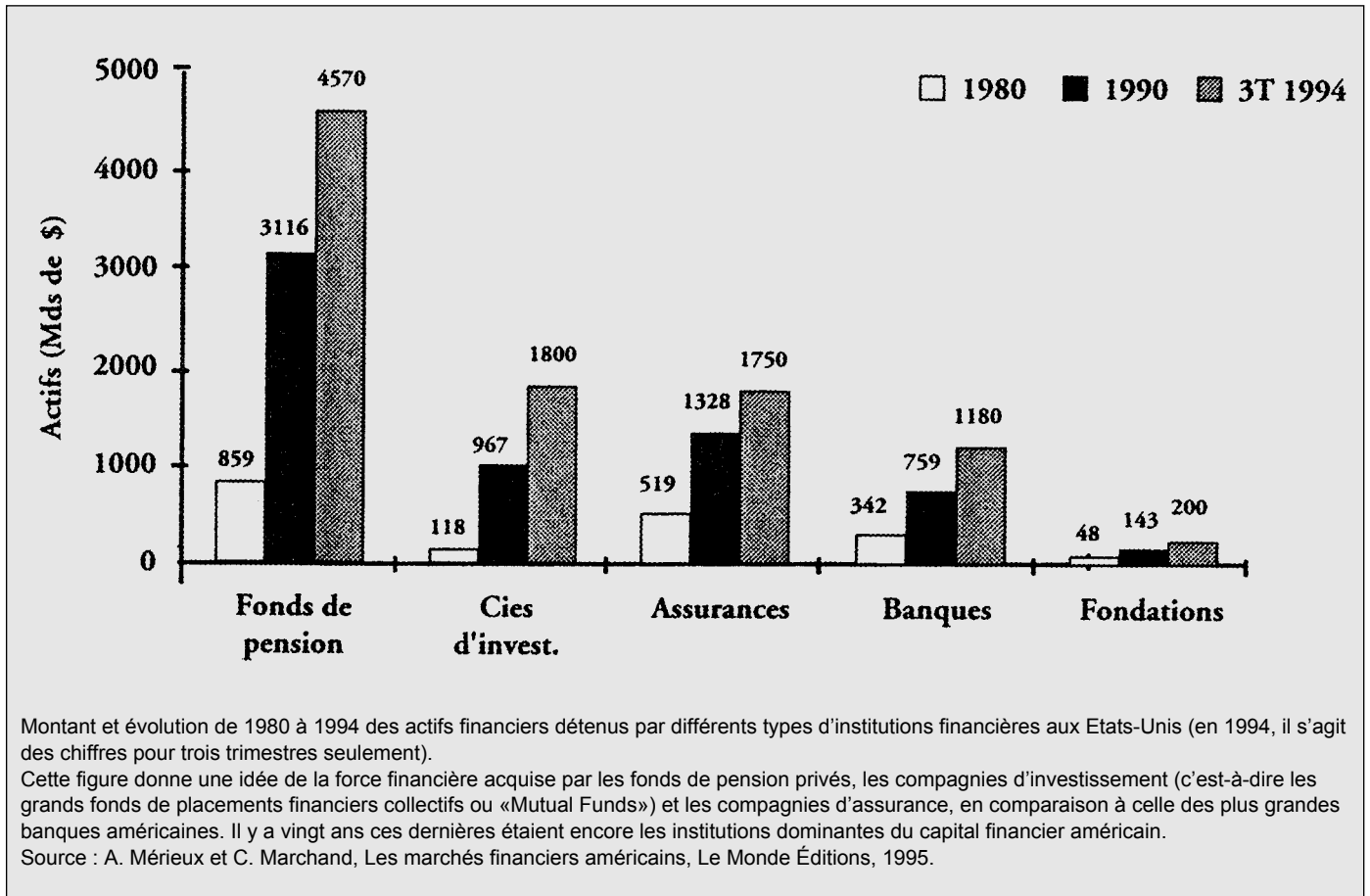
LE RÔLE DE L'ÉTAT PAR RAPPORT AUX TRAITS DES CRISES

L'examen des deux séries de facteurs qui contribuent, selon Claude, à ce que les niveaux (de plus-value et de profits) soient «*jugés trop bas par le capital*» suppose un rappel du contexte historique plus large que Claude et moi-même caractérisons de façon semblable, en partant d'un postulat commun à propos des crises. Dans le cas du capitalisme, on est en présence d'un système en évolution constante, et dont l'évolution affecte la forme de certains événements majeurs — en premier lieu les crises — aussi bien que l'ordre des catégories théoriques qui per-



mettent de les analyser. C'est de là qu'il faut partir pour tenter de comprendre les traits particuliers de la crise ouverte voici plus de vingt ans. Dans son étude «*Crises et théories des crises*», Paul Mattick cite un long commentaire que Engels a inséré dans son édition du volume III, à propos des facteurs qui avaient déjà modifié — depuis le moment de la rédaction de Marx, donc dès le milieu des années 1880 — la périodicité des crises, les conditions de leur déclenchement et certains aspects de leur déroulement (2). Mattick commente ce texte à son tour : «*Ce qui revient à dire que la périodicité des crises a elle aussi une histoire et qu'elle dépend de circonstances historiques. Si la crise trouve sa raison*

dernière dans le capitalisme lui-même, chaque crise particulière se distingue de celle qui l'a précédée, précisément à cause des transformations permanentes qui affectent à l'échelle mondiale les relations de marché et la structure du capital» (p. 113). Pour Claude comme pour moi, ce ne sont évidemment pas seulement la périodicité, mais aussi les formes (ouvertes ou contenues et larvées) ainsi que la durée des crises qui changent. De même, aux facteurs énumérés par Mattick pour expliquer ces modifications, il faut en ajouter d'autres sur lesquels nous sommes l'un et l'autre d'accord, en premier lieu le rôle joué depuis l'époque de Roosevelt par l'État fédéral américain et depuis 1945 par



l'État dans les autres pays capitalistes, où « l'intervention de l'État » dans l'économie est née, parallèlement à toutes les institutions qui ont matérialisé les rapports politiques entre les classes d'une phase où la révolution n'a pu être contenue qu'avec l'aide du stalinisme.

Le rôle de l'État (et d'abord celui du pays qui se targue le plus de son « libéralisme ») permet de comprendre pourquoi, à trois reprises au moins depuis 1974-75, l'économie capitaliste mondiale n'a connu sur le fond d'une courbe descendante que des récessions plus ou moins sérieuses, alors que l'ensemble des conditions nécessaires au déclenchement d'un

krach financier et d'un effondrement de la production et des échanges sur une échelle correspondante à ceux de 1929 étaient pourtant réunies. Le rôle joué par les dépenses publiques ne pourra jamais être minimisé dans la compréhension des caractères pris par la crise. Même dans le cas des États-Unis, où elles sont demeurées plus faibles qu'ailleurs et dominées aussi par les dépenses militaires, c'est 25 % du produit intérieur brut qui est contrôlé par l'État fédéral, alors qu'en 1929 le pourcentage n'était que de 3 %. On ne saurait sous-estimer en particulier la capacité des États capitalistes d'injecter des liquidités monétaires massives

chaque fois qu'il a fallu sauver une partie du système financier de la banqueroute. Au cours des derniers dix ans, l'État fédéral américain et la Federal Reserve Bank, qui a en charge la surveillance du système financier, sont intervenus à plusieurs reprises sur une échelle massive, soit pour stopper une dévalorisation massive de capital fictif (cas de l'intervention à Wall Street en octobre 1987), soit pour sauver de la banqueroute une institution financière importante, bancaire ou non-bancaire (les caisses d'épargne privées en 1989-91), ou encore un État étranger dépendant dont la faillite imminente pouvait avoir des effets en chaîne

sur l'ensemble du système financier (le Mexique en 1982 et surtout en 1994-95). L'article du Financial Times donne les raisons pour lesquelles le succès de cette intervention devient chaque fois plus difficile à assurer.

La crise, dont les éléments constitutifs sont réunis depuis bientôt vingt-cinq ans, a été contenue. En attendant de se transformer peut-être un jour en crise ouverte, gigantesque, elle a pris la forme d'un processus rampant, larvé, constitué simultanément de licenciements de plus en plus massifs, d'une précarisation du travail et de taux d'investissement très bas. Mais cette contention de la crise ouverte s'est également faite au prix d'une consolidation structurelle des nombreuses formes de parasitisme qui accompagnent ce que Claude nomme «*le type d'accumulation du capitalisme contemporain*», et dont il donne plusieurs exemples importants. C'est le cas, en particulier, de la croissance à des rythmes très élevés de formes de capital fictif qui permettent à un capital purement rentier de bénéficier, tant que la dévalorisation des actifs fictifs n'est pas survenue (et tout est fait pour l'empêcher), de ponctions gigantesques sur la valeur créée.

LES PONCTIONS PARASITAIRES SUR LA VALEUR

Claude fait une liste déjà impressionnante des ponctions sur la valeur découlant de différents aspects du parasitisme du capitalisme. Il faut les intégrer tout de suite dans l'analyse. Quelle que soit l'importance qu'on est prêt à attribuer aux effets d'une réduction du coût du travail sur une relance de l'accumulation, ces autres

ponctions contribuent à dessiner le cadre dans lequel les différentes bourgeoisies doivent tenter de régler, chacune pour elle-même, leurs rapports avec la classe ouvrière et la jeunesse. L'énumération faite par Claude donne la mesure des tâches «herculéennes» que suppose l'assainissement de la situation pour que la «reprise de l'accumulation» devienne une réalité (en deçà de l'hypothèse du déclenchement d'une nouvelle guerre inter-impérialiste mondiale qu'il évoque en fin de commentaire, mais dont aucune des conditions n'est réunie aujourd'hui). Il désigne en particulier quatre ponctions qui sont autant de problèmes gigantesques qui opposent différentes fractions de la bourgeoisie quant à la manière de les «régler» : 1) les dépenses liées de façon directe aux activités parasitaires exigées par la défense des rapports de propriété capitalistes («*dépenses militaires et de la bureaucratie d'État, d'autant plus nécessaires à la reproduction des rapports sociaux dans une phase impérialiste : ordre, sécurité, répression, etc.*») ; 2) les «*dépenses de commercialisation, de publicité, etc., au sein des grands groupes industriels*», dont la croissance est allée de pair avec celle «*des coûts bureaucratiques élevés qui vont bien au-delà de ce que Marx qualifiait de «gaspillage des forces productives*»; 3) les conséquences du «*type d'accumulation des décennies d'après-guerre [qui] a dégradé dans des proportions inouïes l'environnement et pillé sans vergogne les ressources naturelles, confirmant avec une vigueur inquiétante, que «le premier parasite de la nature, c'est l'homme» (Marx)*» ; enfin, et de façon particulièrement lourde, «*l'hypertrophie et la suprématie du capital financier*», ensemble avec les très

fortes «*ponctions sur la valeur créée*» que celles-ci supposent.

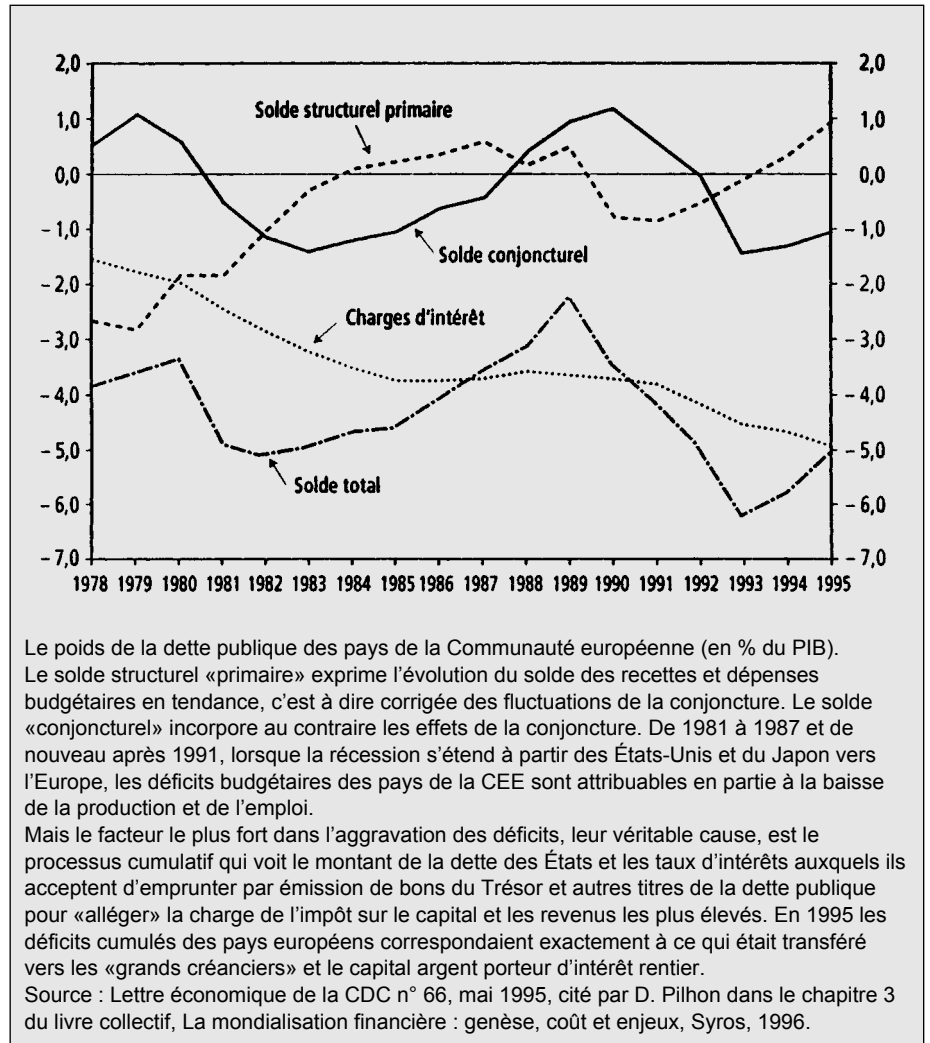
Si ces multiples ponctions parasitaires sur la valeur sont bien l'un des aiguillons qui poussent les bourgeoisies à multiplier leurs offensives contre la classe ouvrière et la jeunesse, leur nombre ainsi que la puissance de certains des groupes économiques et politiques spécifiques bourgeois qui leur sont associés (les «lobbies»), sont tels que leur existence pèse sur les conditions dans lesquelles ces bourgeoisies doivent tenter de mener ces offensives à bien. Les multiples problèmes touchant aux rapports entre différentes fractions du capital — entre les différentes composantes nationales de l'impérialisme (États-Unis, Japon, Allemagne, autres pays européens), entre le capital qui produit la valeur et le capital purement rentier, entre fractions représentées au cœur de l'appareil d'État dans chaque pays, auxquels les bourgeoisies doivent s'atteler, ne leur laissent pas les mains libres pour frapper la classe ouvrière et la jeunesse comme il faudrait qu'elles les frappent. C'est déjà une raison majeure pour s'interroger sur la justesse de se situer dans une perspective de «*reprise de l'accumulation*» même lointaine.

LA NATURE DU CAPITAL PORTEUR D'INTÉRÊT ET SES PRÉTENTIONS

Claude et moi avons travaillé tous deux aussi bien sur le capital argent porteur d'intérêt que sur le capital financier au sens où Hilferding a été le premier à utiliser le terme. Les prémisses dont nous partons sont donc les mêmes. Son texte laisse pourtant poindre une certaine réserve quant à l'importance que j'accorde aux ponc-

tions spécifiques dont le capital porteur d'intérêt bénéficie aujourd'hui. Je pense que dans un texte ultérieur Claude pourrait peut-être pousser ses arguments plus loin. Dans son texte, il fait au point 4 des rappels de caractère méthodologique qui sont tout à fait justes, mais dont je ne comprends pas exactement la portée qu'il leur donne. Il écrit : «*La tendance "rentière" du capitaliste est donc inhérente au système, puisque le "capitaliste à une double existence : juridique et économique" (Marx). Contre Proudhon, Marx explique que le reflux du capital-argent vers son point de départ est une caractéristique propre à tout capital mis en valeur (et d'abord celui investi dans la production) et pas seulement une spécificité du capital-argent prêté. Tout capitaliste est donc un rentier "en puissance"*».

Je suis évidemment d'accord là-dessus. L'une des expressions les plus poussées des traits rentiers du capital en général est l'existence des grands groupes industriels avec la multiplicité des modes de valorisation que leur grande taille et leur internationalisation leur ouvrent. Cet aspect «classique» a retrouvé toute son actualité et connaît un épanouissement égal sinon supérieur à celui des périodes antérieures de l'impérialisme. Les traits rentiers apparaissent dans les formes d'appropriation de la valeur auxquelles ces groupes se livrent parallèlement à l'appropriation de la plus value dans leurs propres sites de production (3). Ils se manifestent aussi de façon de plus en plus forte dans l'intense activité à laquelle les groupes industriels se livrent depuis dix à quinze ans sur les marchés financiers (voir le chapitre de Claude Serfati dans le livre collectif sur *La mondialisation financière : genèse, coût et enjeux*, qui est paru



ce mois-ci chez Syros). Il me paraît pourtant erroné de minimiser les conséquences économiques, sociales et politiques de la dimension atteinte par la fraction précise du capital mondial qui se met en valeur sous la forme de capital porteur d'intérêt. On est en présence je crois d'un changement de quantité en qualité. Ce capital octroie des prêts aux entreprises, mais surtout aux États, lesquels à leur tour ne sont plus aujourd'hui seulement les

États des pays dépendants situés dans le Tiers Monde, mais d'abord les États impérialistes eux-mêmes. Au moment où il préparait le livre III du *Capital* (dont Frédéric Engels a assuré la publication après sa mort), Marx notait ceci : «*L'accumulation du capital de la dette publique ne signifie rien d'autre, que le développement d'une classe de créanciers de l'État, qui sont autorisés à prélever pour eux certaines sommes sur le montant des impôts. Dans ces faits*

qui montrent que même une accumulation de dettes arrive à passer pour accumulation de capital, on mesure à quel degré de perfection atteint la dénaturation des choses qui se produit dans le système du crédit. Ces créances établies pour le capital prêté à l'origine et dépensé depuis longtemps, ces duplicata de papier, images d'un capital détruit, font pour leurs possesseurs office de capital, dans la mesure où ce sont des marchandises vendables et qui peuvent donc être reconverties en capital» (III, début du chapitre XXX). Aujourd'hui, cette «classe de créanciers de l'État» s'est développée à un point que Marx aurait eu du mal à imaginer. Elle s'est également fortement diversifiée. Elle inclut aussi bien les cotisants des fonds de pension privés (la catégorie la plus importante des «petits épargnants» contemporains), que les grandes banques, mais également les groupes industriels comme tels, qui détiennent une partie de leurs «liquidités» (c'est à dire le capital qu'ils ne trouvent pas rentable d'investir dans la production). Enfin, comme le montre la figure sur la répartition des actifs financiers, la «classe de créanciers de l'État» est dominée et commandée aujourd'hui surtout par ces nouveaux venus sur la scène du capitalisme mondial que sont les gestionnaires des grands fonds de pension et les sociétés de placements collectifs (les Mutual Funds), dont Richard Farnetti a analysé le rôle dans un autre chapitre du nouveau livre cité plus haut.

CE SONT LES SALARIÉS

QUI SUPPORTENT

LE POIDS ESSENTIEL

DE LA CHARGE

DE LA DETTE PUBLIQUE

Ces catégories diverses de créanciers, dont certains auteurs dénoncent la «dictature» (le terme est de J.P. Fitoussi, le gourou actuel des économistes qui font mine de se dresser tant soit peu contre la «pensée unique»), voient le transfert en leur faveur d'une fraction élevée de la valeur et de la plus value. Elle est collectée par la voie des impôts directs, indirects et autre «contributions spéciales», et acheminée vers le secteur financier par le canal de la fraction des «déficits publics» qui est dirigée vers le «service de la dette» (le graphique p. 24 sur la composition des déficits budgétaires européens en montre l'évolution et le montant). Cette fraction se calcule désormais, (tout comme pour les dépenses militaires autrefois), en pourcentage des budgets — dans ce cas le transfert en faveur des «créanciers» atteint ou dépasse 20 % pour la plupart des pays, Etats-Unis en tête —, ou encore en pourcentage du produit intérieur brut, qui est une approximation de la valeur créée et réalisée — ici le transfert se situant entre 2 et 5 % du produit intérieur brut selon les pays. La puissance politique et sociale de ces «créanciers de l'État», notamment celle des grands fonds, ainsi que la nature des placements qui ont leur préférence (les titres de la dette publique sont en tête, suivis des actions détenues de façon spéculative) sont antithétiques, bien sûr, à l'accumulation industrielle. Mais c'est aux dépens des salariés et de ce qui reste d'artisans et de cultivateurs indépendants que ce gigantesque transfert s'opère.

Les capitaux qui sont transférés vers le secteur financier sont le fondement du processus de formation de multiples variétés (en plus des ac-

tions). Mais les bulles spéculatives qui se développent sur tel ou tel «produit» ou dans tel ou tel compartiment du marché supposent que préalablement des ponctions et des transferts réels de valeur et de plus value aient eu lieu, mais aussi qu'elles continuent à s'effectuer avec autant de régularité que possible. C'est là la préoccupation principale des «marchés», lire des grands opérateurs financiers. L'existence de taux d'intérêt réels positifs en la condition, de même que la capacité et la volonté des entités endettées — en premier lieu les États et les collectivités publiques régionales ou municipales — «d'honorer leurs engagements». Garantir l'existence de taux réels positifs en menant des politiques placées sous le signe de la lutte contre l'inflation (dont l'existence est décrétée dès que l'indice des prix a gagné un demi point deux mois de suite), est devenu l'objectif politique prioritaire de la plupart des gouvernements importants, de sorte que même dans la situation de crise contenue que nous vivons, la conjoncture mondiale a acquis une tonalité congénitalement déflationniste.

Tout en jouissant d'opérations qui relèvent du capital fictif, le capital porteur d'intérêt vit sur des transferts de valeur et de plus value tout à fait concrets. Lorsque des industriels doivent céder au capital de prêt une fraction de leurs profits, c'est sur leurs salariés qu'ils cherchent à en faire reporter la charge sous forme de gel ou de baisse des salaires. Dans le cas de la dette publique, le processus est plus clair encore. Comme les journalistes les plus honnêtes l'ont rappelé, il y a un mois lors de la «baisse» des impôts directs annoncée par Juppé à grand renfort de propagande, c'est sur les salaires et

LA MÉTAPHORE DU POIRIER ET DE LA POIRE

Il faut chercher à mesurer toutes les implications de l'arrivée aux commandes des grands pays impérialistes, non pas des figures «classiques» du capital financier que nous connaissons depuis un siècle (grands groupes industriels et grandes banques), mais de ces masses de capitaux concentrés dans les fonds de pension privés et les fonds de placements financiers collectifs (les Mutual Funds) se valorisant principalement, sinon exclusivement, dans une des nombreuses variantes de la figure du «capital porteur d'intérêt». Nous en apprécions tous encore très mal les caractéristiques, qui ont pourtant déjà été esquissées par Marx.

Dans le chapitre XXIV du livre III, celui-ci utilise des expressions dont il faut peser le sens. Le «*capital porteur d'intérêt*» ne se salit pas les mains dans la production de valeur et de plus value. Il est «*valeur qui se met en valeur elle-même, argent engendrant de l'argent ; sous cette forme le capital ne porte plus les marques de son origine. Le rapport social est achevé sous la forme d'un objet, l'argent, à lui-même. Au lieu de la véritable conversion d'argent en capital, c'est seulement sa forme vide de contenu que nous voyons ici. [...] L'argent en tant que*

tel est déjà potentiellement de la valeur ; c'est en tant que tel qu'il est prêté [...]. L'argent acquiert ainsi la propriété de créer de la valeur, de rapporter de l'intérêt, tout aussi naturellement que le poirier porte des poires. C'est sous cette forme d'objet rapportant de l'intérêt que le prêteur vend l'usage de son argent». Se référant au cas particulier où le prêt est fait à des capitalistes industriels, Marx souligne quelques lignes plus loin la portée du renversement qui s'opère : «*Alors que l'intérêt n'est qu'une partie du profit, c'est-à-dire de la plus-value que le capitaliste actif extorque à l'ouvrier, l'intérêt se présente maintenant [...] comme le fruit proprement dit du capital, comme la chose première ; le profit, par contre, qui prend alors la forme de profit d'entreprise, apparaît comme un simple accessoire et additif qui s'ajoute au cours du procès de reproduction. Ici la forme fétichisée du capital et la représentation du fétiche capitaliste atteignent leur achèvement*» Ailleurs dans le chapitre XXIII, Marx parle de «*partage qualitatif entre les deux parties du profit brut*». Il oppose «*le profit d'entreprise [...] résultat exclusif des fonctions qu'il (le capitaliste industriel) accomplit avec le capital*» (c'est-à-dire l'organisation dans l'usine de la force de travail dont l'usage a été acheté afin d'en maximiser le rendement, l'achat d'équipement et de matières premières, mais aussi la réalisation sur le marché de la valeur et la

capital a mis en place cet instrument de siphonnage d'une fraction des salaires qui fait tant envie à la bourgeoisie financière française. Je me réfère bien sûr aux multiples modalités de fonds de pension privés. Les cotisations vieillesse (et aussi souvent santé) que les ouvriers, employés et fonctionnaires américains, anglais et japonais (pour ne citer que les pays les plus en «avance») sont contraints par leur contrat d'embauche à laisser dans les fonds de retraite «maison», naissent comme une fraction des salaires. Leur nature se modifie dès qu'elles pénètrent dans la sphère financière. Centralisés dans les grands fonds ces salaires deviennent les composantes centrales du capital financier, aux côtés desquelles même les plus grandes banques sont naines. Sous la houlette de gestionnaires presque anonymes, ce ne sont plus que des masses de capital-argent cherchant la rentabilité maximale, de la façon la plus parasitaire et la plus oppressive. L'adhésion obligatoire des salariés aux systèmes de retraite privés les soumet doublement à ce nouvel avatar du capital financier. Même lorsqu'il n'y a pas fraude ouverte comme dans le cas de Maxwell, la capitalisation de leur épargne forcée place le niveau et l'existence de leurs retraites dans la dépendance de la «santé» des marchés boursiers (voir de nouveau le commentaire de l'article du *Financial Times*). Mais les salariés subissent le «talon de fer» du capital financier concentré dans les fonds également comme patrons. Ainsi que les salariés de tant de groupes industriels en ont fait l'expérience, d'abord aux États-Unis, mais maintenant en Europe, l'entrée des fonds de pension dans le capital et le directoire d'un groupe est tout de suite suivi de charrettes de licencié-

les revenus des paysans et des artisans que pèse la fraction de loin la plus forte des impôts directs et indirects. Passé un seuil qui n'est pas celui du petit épargnant, les revenus du capital argent échappent à l'impôt presque complètement et ceux sur le profit des entreprises et les revenus élevés ont baissé d'année en année pour «inciter l'investissement».

LES FONDS DE PENSION

PRIVÉS : UN CAPITAL

PARASITAIRE

ET OPPRESSEUR BATI

SUR LES APPORTS

FORCÉS DES SALARIÉS

Enfin, depuis 40 ans, dans les pays anglo-saxons ainsi qu'au Japon, le

ments et «d'austérité salariale». Mais c'est à distance et de la façon la plus fétichisée que ce capital entend se «valoriser».

En encart, je cite la métaphore du poirier et de la poire faite par Marx. Je pense que nous avons intérêt à distinguer des degrés dans le niveau auquel l'aspect rentier du capital a pu parvenir. Même s'il lui était constitutif, ou «générique», il n'avait jamais atteint les degrés actuels. Je pense que nous devons chercher à saisir l'ensemble des conséquences que peut avoir la présence au cœur du système capitaliste comme tel — et pas seulement aux commandes des appareils d'État dont nous connaissons le caractère parasitaire depuis longtemps — de couches financières qui commandent l'accumulation, mais qui le font en étant adonnées à «la non-activité», à la «tonte des coupons». Vers quel degré nouveau de barbarie peut mener la domination d'institutions très puissantes auxquelles la métaphore du poirier et de la poire s'applique pleinement ?

Toujours au point 4, Claude écrit que «le développement autonome et hypertrophié» du capital conservant la forme argent, n'est pas seulement «une cause de la faible accumulation du capital productif», mais qu'il «est également un produit de la faiblesse de l'accumulation, celle-ci résultant des conditions insuffisantes de rentabilité du capital. Celle-ci exigerait une offensive contre les conditions de vie et de travail dans les pays où la main-d'œuvre a un coût élevé (c'est-à-dire dans les pays capitalistes développés) pour laquelle les conditions politiques et sociales ne sont pas encore réunies». Cela appelle deux remarques de ma part. A l'origine de l'hypertrophie du capital de prêt, il n'y a pas seulement «la faiblesse de l'accumulation», mais aus-

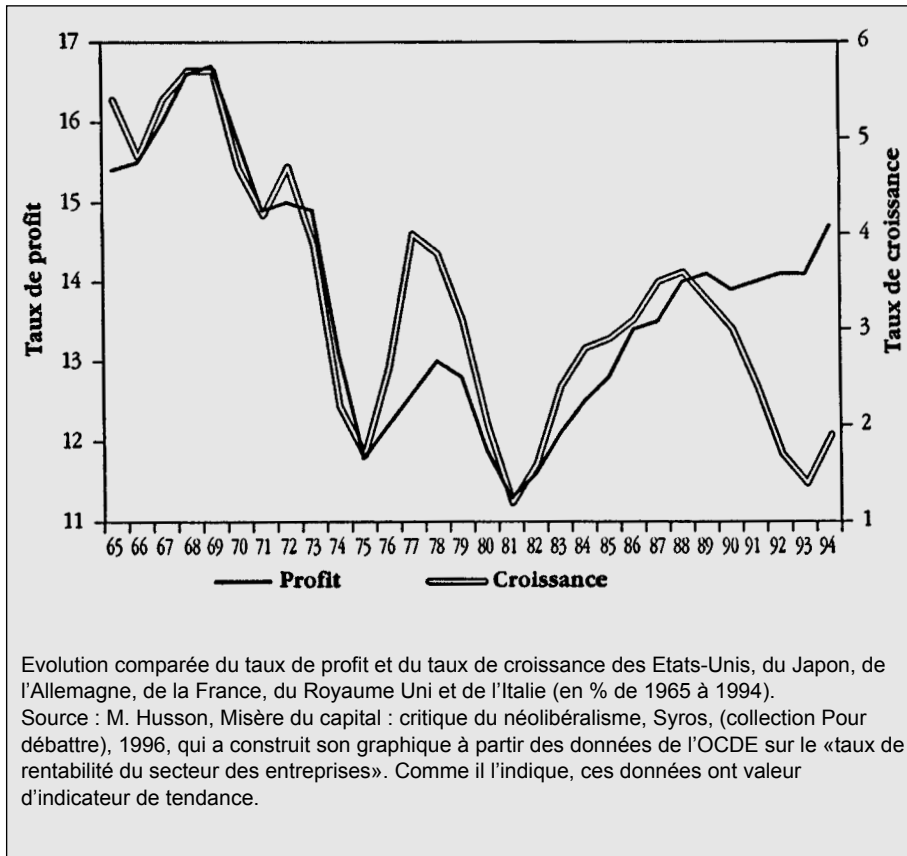
si, et au moins autant, tout ce dont Claude parle fort bien dans la seconde partie du paragraphe de son texte qui précède. Le soutien indéfectible apporté aux marchés financiers par l'État américain — la «Fed» et les institutions spécialisées de politique financière à compétence interne aussi bien qu'internationale (le FMI)— fournit l'explication essentielle du fait, déjà souligné plus haut, que l'hypertrophie financière a pu atteindre depuis vingt ans des dimensions sans précédent historique, sans avoir pour autant débouché sur un krach de première amplitude. Nous n'avons pas intérêt à «saucissonner» les éléments d'explication. Si le développement autonome et hypertrophié du capital conservant la forme argent avait été simplement la conséquence de la faiblesse de l'accumulation, il n'aurait eu ni l'ampleur, ni la durée que nous avons connues.

OU EN EST LE TAUX DE PROFIT ?

La seconde remarque, c'est bien sûr que Claude nous ramène vers le fil d'Ariane de sa propre thèse, à savoir le coût élevé de la force de travail, même «exorbitant pour le capital» (point 2). Or l'hypothèse que j'ai commencé à défendre dans le n°1 de *Carré Rouge* et que je vais maintenant tenter de formuler plus clairement que je ne l'ai fait alors, c'est qu'il y a déjà eu au cours des dernières quinze à vingt années, un accroissement considérable du taux d'exploitation, dont les effets se cumulent avec ceux d'origine encore plus lointaine du processus de dévalorisation du prix de la force de travail. Si l'augmentation du taux d'exploitation n'a pas conduit à une reprise de l'accumulation, ce n'est pas comme le soutient Claude parce

qu'en dépit de leur sévérité les offensives menées systématiquement dans tous les pays capitalistes n'ont «pas encore été suffisantes» (troisième paragraphe de son point 3). C'est pour des raisons tout autres. Les unes découlent des effets sur les choix des groupes industriels de cette montée en puissance du capital argent porteur d'intérêt dont on vient de parler. Les autres relèvent de l'un des aphorismes de Marx dont la valeur reste intacte, à savoir que «la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même» (livre III, chapitre XV).

Pour apprécier le taux de profit des groupes industriels, on ne dispose que de statistiques établies selon des catégories qui ne sont pas celles de la théorie marxiste. Mais en tant que reflet déformé de celles-ci et surtout comme indicateurs de tendances, on peut y avoir recours. Or ces chiffres montrent qu'il y a eu rétablissement de la rentabilité globale des groupes, qui incluent les résultats de leur placements financiers et des opérations spéculatives sur les marchés financiers. La masse de valeur engendrée par la hausse du taux d'exploitation (ou taux de plus value) n'a pas servi à l'investissement pour la bonne raison qu'elle est allée nourrir le capital rentier logé au sein du secteur financier (selon les mécanismes de transfert dont il vient d'être question). Le rétablissement des niveaux de profit des grands groupes industriels des six principaux pays capitalistes, qui commence dès 1981 et qui s'est poursuivi au-delà de la date où se termine le graphique ci-joint (sur les courbes comparées des taux de profits et des taux de croissance des pays du G5), repose à la fois sur la hausse du taux de plus value dont les mécanismes sont étudiés plus loin, et sur le pro-



cessus dit de «financiarisation» dont Claude a étudié les mécanismes et les effets dans son chapitre du livre collectif dont j'ai parlé plus haut. Les groupes industriels sont par essence une forme de capital financier (celle dite «à dominante industrielle»). Il reste que leur degré de «financiarisation» s'est accru de façon qualitative au cours des vingt dernières années, de sorte qu'ils ont pleinement bénéficié de la montée du parasitisme financier. Les motifs pour un groupe industriel de ne pas «immobiliser» ses capitaux dans la production, sous la forme d'une accumulation du capital authentique, sont nombreux et importants : il peut placer ses capitaux sous forme de

titres publics à des taux souvent supérieurs et toujours moins risqués que les investissements productifs ; il peut spéculer sur les marchés des changes et les marchés dits de «produits dérivés», quitte à risquer de grosses pertes en cas d'erreur, mais en engrangeant le plus souvent des «profits financiers» colossaux ; il est contraint de conserver en permanence les fonds liquides nécessaires pour racheter s'il le faut des gros paquets de ses propres actions pour combattre des OPA «hostiles».

LES FACTEURS QUI DÉTERMINENT LE TAUX DE PLUS VALUE

Les arguments de Claude par rapport aux «niveaux de plus-value et de profits» qui seraient nécessaires au capital pour que celui-ci s'oriente vers une «reprise durable de l'accumulation», reposent, me semble-t-il, presque exclusivement sur le coût de la force de travail. Ce coût «inclut bien entendu, au-delà des coûts liés au versement du salaire direct, les coûts socialisés de formation, de santé et de retraite». Il reste que le prix d'achat et de vente de la force de travail n'est pas le seul facteur intervenant dans la détermination du taux de plus value. Celui-ci dépend aussi tant de la durée de l'usage de la force de travail par le capitaliste que de l'intensité de cet usage, c'est-à-dire l'organisation du travail dans l'atelier ou le bureau, les méthodes tayloristes ou aujourd'hui «toyotistes», la surveillance, la chasse aux temps mort, etc. (4). La valeur d'échange de la force de travail subit d'autre part un processus de dévalorisation, dont l'ampleur va compenser et peut-être être même beaucoup plus forte que les hausses dans le prix d'achat et de vente de la force de travail (le coût du travail), que traduit le niveau des salaires (directs et indirects). La durée du travail (par jour, par semaine et par an — la durée des congés payés), ainsi que les limites qui viennent border (ou comme aujourd'hui au Royaume Uni ne plus border) la «liberté» du capital d'utiliser comme il l'entend la force de travail qu'il achète (travail de nuit, conditions de travail des femmes et des enfants, continuité ou «flexibilité» de cette utilisation), ont toutes deux eu une double incidence sur le taux de plus value. La durée du travail et les conditions de son «utilisation» représentent des freins à l'appropriation de la plus value absolue. Elles ont aussi eu pendant trente ans

un effet sur les niveaux des salaires, au travers de la réduction de l'armée industrielle de réserve qu'elles ont permises. Ce qui va être dit pour la composante «morale et historique» de la détermination des salaires, vaut mot pour mot pour les conditions dans lesquelles la force de travail, une fois qu'elle a été achetée par le contrat de travail, va être exploitée sur les lieux de travail. On comprend l'acharnement du patronat à s'opposer à la réduction de la durée du travail (les 35 heures sans pertes de salaires), mais aussi à obtenir le démantèlement de la législation du travail. Les patrons veulent abattre ce qui représente pour eux autant de freins à l'appropriation d'une plus value absolue.

Le prix d'achat et de vente de la force de travail est déterminé par le prix des marchandises (tant celles qui ont la forme de «biens» que celles qui ont la forme de services), qui sont nécessaires à la reconstitution — quotidienne, hebdomadaire, annuelle — de la force de travail et à sa reproduction de génération en génération. Ni la définition de ces «nécessités élémentaires : nourriture, vêtements, chauffage, habitation, etc.», *Capital I*, chap. VI), ni par conséquent la composition de l'ensemble de marchandises qui les matérialisent, ne sont fixées une fois pour toutes (c'est pourquoi Marx marque un désaccord total avec les différents avatars de la «loi d'airain des salaires»). Elles varient d'une période à l'autre et, à une même période, d'un pays à l'autre : «*Les origines de la classe salariée dans chaque pays, le milieu historique où elle s'est formée, continuent longtemps — dit Marx — à exercer la plus grande influence sur ses habitudes, ses exigences et donc ses besoins [...]. La force de travail renferme donc, du point de*

vue de sa valeur, un élément historique et moral : ce qui la distingue des autres marchandises» (toujours le même chapitre). L'expression «*continuent longtemps*» peut même être changée dans le sens d'un renforcement de ce que Marx écrivait. On pourrait dire «plus que jamais». Car c'est dans cet élément «moral et historique» que sont venus se cristalliser les effets des moments où, dans tel ou tel pays, les rapports de force entre les classes (autant politiques qu'économiques) ont été momentanément favorables à la classe ouvrière et aux salariés. Ce sont les moments où face à la montée révolutionnaire de la classe ouvrière (la grève générale de 1936, les maquis armés et les comités d'usine qui se formés au moment de la Libération, prêts les uns et les autres à déborder le PCF), ou à sa radicalisation, le patronat et l'État ont été contraints à reculer et à satisfaire des revendications matérialisées dans des institutions. C'est cet élément qui est venu accentuer plutôt qu'atténuer les différences dans le niveau de salaires et les conditions d'existence des classes ouvrières de différents pays. C'est de là que provient, par exemple, le fait qu'en termes de protection contre la maladie, de retraite, etc., le prix de vente de leur force de travail des ouvriers américains est tombé, en particulier depuis les années 1960, à des niveaux bien inférieurs à celui des salariés des pays européens. La même chose vaut pour la durée du travail : semaine plus longue et congés payés beaucoup plus courts (aucun la première année d'embauche, quinze jours après vingt ou trente ans «d'ancienneté»)

C'est pour ces raisons que le terrain des salaires directs et indirects reste celui où la classe ouvrière peut enco-

re le mieux se défendre. Le niveau des salaires ne résulte pas seulement de «l'état du marché du travail» à un moment donné de la conjoncture, même si la dimension de l'armée industrielle de réserve pèse d'un poids toujours plus lourd. Dans chaque pays ils sont le résultat de l'histoire des rapports économiques, mais aussi politiques entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, sur la longue période. Ils incorporent le résultat des luttes de classe passées, dont le résultat est «cristallisé» dans l'ensemble des lois (par exemple le code du travail) et des institutions (la Sécurité sociale, le système des retraites, etc.) qui contribuent toutes à donner effectivement aux «coûts du travail» ce niveau et surtout cette «rigidité» contre laquelle les gouvernements capitalistes ont centré leurs attaques depuis le début des années 1980, sans avoir encore atteint dans la majorité des pays les objectifs qu'ils s'étaient fixés.

Par contre, les salariés ont des moyens de défense bien moins efficaces sur les deux autres plans qui déterminent le niveau du taux de plus value.

TECHNOLOGIE,
INTENSITÉ DU TRAVAIL
ET DÉVALORISATION
DE LA VALEUR
D'ÉCHANGE DE LA FORCE
DE TRAVAIL

En période de changement technologique profond, les moyens que les ouvriers ou les employés de bureau et de banque ont pu précédemment mettre au point collectivement et individuellement pour contrer les mesures prises par les patrons et la maîtrise pour accroître le rendement

du travail deviennent soit caduques, soit beaucoup moins opérants. C'est alors qu'on assiste à un accroissement de l'intensité du travail. Celle-ci est la forme «moderne» pour accroître la plus value absolue tout en respectant formellement la législation sur la durée de la journée de travail (qui est elle-même aujourd'hui battue en brèche par un ensemble de modifications du code du travail et d'infractions non-sanctionnées à celui-ci). Or toutes les études de terrain sérieuses et honnêtes (5) faites au sujet des nouvelles formes «d'organisation du travail» qui ont accompagné l'introduction de la micro-électronique et des robots depuis le début des années 1980, indiquent que les transformations ont abouti à un accroissement important de la plus value obtenue par l'intensification du travail. Même si les moyens mis en œuvre par le capital pour s'approprier ce que Marx désigne comme «la puissance collective du travail naissant de la coopération», sont source de «coûts bureaucratiques», qui viennent diminuer le montant effectif des profits obtenus par cette voie, les gains nets n'en restent pas moins importants.

Dans les pays où le mouvement ouvrier s'est formé et enraciné le plus profondément, la classe ouvrière a pu, comme on a vu plus haut, améliorer considérablement le prix d'achat et de vente de la force de travail. Mais le mode de production capitaliste, pris comme un tout, possède une puissante parade pour contrer ce mouvement. Celle-ci a des liens étroits avec les transformations des techniques, puisqu'elle repose sur la recherche par chaque firme individuelle, tant des moyens d'accroître la plus value absolue en intensifiant l'usage de la force de travail achetée dont on vient de parler

que des façons «d'économiser du travail» et d'abaisser son prix en substituant des machines au travail vivant (voir le livre I, chapitre XXV). La parade dont il est question à ce point de l'exposé doit pourtant en être différenciée. Pour la comprendre, il faut partir d'une remarque faite par Marx un peu plus loin dans le chapitre VI du livre 1 déjà cité. Il y spécifie que puisque la valeur (prix d'achat et de vente) de la force de travail équivaut à la somme déterminée de marchandises entrant dans sa reconstitution et sa reproduction, «sa valeur change donc avec la valeur de celles-ci, proportionnellement au temps de travail nécessaire à leur production». C'est ici que se situent les mécanismes de «dévalorisation de la valeur d'échange de la force de travail». L'expression désigne la baisse de la valeur d'échange des marchandises entrant dans la reproduction de la force de travail. C'est ce processus de dévalorisation que Marx désigne sous le terme d'obtention de la plus value relative. La formation et l'accroissement de cette forme de plus value reposent sur ce qu'il nomme le mouvement d'ensemble de «développement de la productivité sociale».

Partons de l'exemple du capitaliste qui met en valeur son capital en fabriquant des chemises. Bien que j'aie déjà utilisé cet exemple dans l'article de décembre (voir *Carré Rouge*, n° 1, page 22), je me permets de la reprendre ici.

«L'ÉLEVATION DU TAUX GÉNÉRAL DE LA PLUS-VALUE»

L'industriel de la confection engagé dans la fabrication de chemises a, comme tout capitaliste, «un but dé-

terminant, la plus grande extraction possible de la plus-value». Il s'acharne donc à intensifier le travail et à en accroître le rendement par l'usage de nouveaux équipements et de techniques plus «perfectionnées» d'organisation et de surveillance du travail. Mais en accroissant la productivité du travail dans son usine et en contribuant aussi par la concurrence à faire adopter par les autres capitalistes de la branche, à faire baisser le prix des chemises, il contribue à réduire le coût de la reproduction de la force de travail et à accroître la plus value relative — pour lui-même de façon infinitésimale, mais pour la classe capitaliste dans son ensemble déjà de façon plus significative. «Il n'a pas nécessairement l'intention de faire diminuer la valeur de la force de travail (...) mais au bout du compte, ce n'est qu'en contribuant à ce résultat qu'il contribue à l'élévation du taux général de la plus-value. Les tendances générales et nécessaires du capital sont à distinguer des formes sous lesquelles elles apparaissent» (*Capital*, I, XII).

Le terme «élévation du taux général de la plus-value» n'est donc pas de moi, mais de Marx, qui la présente, dans le livre I, puis de nouveau dans le livre III, comme une propriété générale du système capitaliste pris comme tel. Cette hausse du taux de plus value repose sur le processus de socialisation des forces productives que le mode de production capitaliste développe à son seul bénéfice. Tout ce que je fais, c'est de donner à ce processus toute la place qu'il mérite, là où beaucoup, sinon la majorité de commentateurs de Marx, le négligent ou commettent des contresens à son sujet (6) ; ensuite, de défendre deux hypothèses connexes qui ont aussi leur origine

chez Marx.

Au moment où il écrit le livre I du *Capital*, Marx avance, dans le chapitre XVII, l'hypothèse suivante : « Avec un accroissement continu dans la productivité du travail, le prix de la force de travail pourrait tomber de plus en plus bas, en même temps que les subsistances à la disposition de l'ouvrier continueraient à augmenter. Mais même dans ce cas, la baisse continue dans le prix de la force de travail, en amenant une hausse continue de la plus-value, élargirait l'abîme entre les conditions de vie du travailleur et du capitaliste ». Je défends l'hypothèse qu'il y a eu une progression régulière en longue période de ce processus, même si ses effets ont été temporairement masqués par la capacité que les salariés ont eue pour les raisons expliquées plus haut — donc de façon inégale de pays à pays — la capacité d'arracher le droit d'acquiescer effectivement « une masse supérieure de subsistance ». Je pense que même à l'époque (en France en gros de 1968 à 1978) où l'état des rapports politiques entre les classes a rendu ceci possible (et permis aussi aux appareils syndicaux de « théoriser » les conventions collectives associant les travailleurs au « partage des gains de la productivité », on assistait en fait déjà à une accélération du rythme de « l'élévation du taux général de la plus-value » par dévalorisation de la valeur d'échange de la force de travail. Elle était contenue dans le fait même qu'il y a eu une phase d'accumulation du capital presque ininterrompue sur plus de vingt ans.

« L'élévation du taux général de la plus-value » par dévalorisation de la valeur d'échange de la force de travail, s'est sans doute même poursuivie à un rythme élevé depuis le début de la « crise ». Elle se trouve en arriè-

re-plan du rétablissement de la rentabilité du capital illustré par la figure 3. En effet, c'est des années 1978-80 que date la poussée de la micro-informatique et de la robotique dans l'industrie. C'est de cette période que date également l'arrivée sur le marché des « matériaux nouveaux » produits par l'industrie chimique, qui ont signifié l'arrêt de mort d'une partie des industries traditionnelles de matières premières et de demi-produits lourds. Il n'y a pas lieu d'exagérer, mais pas non plus de nier cette poussée technologique, qui inclut aussi les biotechnologies, et de reconnaître qu'elle a été également accompagnée d'une étape nouvelle d'un processus déjà analysé en son temps par Marx dans son travail sur les différences entre « la division du travail dans la manufacture et dans la société » (entendue ici comme synonyme du système productif) du chapitre XIV du livre I. Il y a eu une densification des interrelations au sein du système industriel, d'une division du travail accrue entre les entreprises de différentes branches, ainsi qu'une multiplication des coopérations entre entreprises. Elles sont sans aucun doute une source de coûts bureaucratiques, mais aussi une occasion pour chaque entreprise participante d'accroître sa propre productivité, c'est-à-dire d'accroître le taux d'exploitation de la force de travail qu'elle achète directement.

MARX

ET LA « SURPRODUCTION ABSOLUE DE CAPITAL »

La seconde hypothèse que j'avance, c'est qu'il me paraît parfaitement concevable que lorsque cette élévation du taux général de la plus-value

atteint un certain seuil et se trouve continuellement accentuée par la concurrence que les groupes et pays capitalistes se livrent (la « Sainte Litanie » de la compétitivité, pour utiliser l'expression de Riccardo Petrella), on puisse entrer non plus de façon cyclique (même de longue durée), mais de façon structurelle dans une situation de « surproduction absolue de capital ». Ici encore tout ce que je fais, c'est plaider pour la nécessité de relire Marx sérieusement, à la lumière des faits propres à la situation actuelle. Ces faits sont inédits historiquement. Loin de faire du *Capital* un texte « périmé », ils nous obligent néanmoins à en retravailler certaines parties, en nous attardant sur des analyses auxquelles nous avions peut-être porté une attention moindre (ou aucune attention du tout !) autrefois.

C'est le cas pour la longue section, d'un abord plutôt difficile, du chapitre XV du livre III, qui est intitulée « Excédent de capital accompagné d'une population excédentaire ». Son analyse complète supposerait un travail collectif, dépassant le cercle des rédacteurs et lecteurs de *Carré Rouge*, dont j'espère qu'il se fera un jour pas trop éloigné. Dans ce chapitre, Marx soulève de très nombreuses hypothèses, souvent sans conclusion. L'une, peu discutée par les commentateurs du *Capital*, concerne « la surproduction absolue de capital ». C'est, dit-il, celle qui interviendrait « dès que le capital additionnel destiné à la production capitaliste égalerait zéro ». Et de poursuivre : « Or la fin de la production capitaliste, c'est la mise en valeur du capital, c'est-à-dire l'appropriation de surtravail, production de plus-value, de profit. Donc, dès que le capital aurait augmenté par rapport à la population ouvrière dans des proportions telles

que ni le temps de travail absolu que fournit cette population ne pourrait être prolongée, ni le temps de surtravail relatif étendu [...] alors il y aurait surproduction absolue de capital ; c'est à dire que le capital augmenté $C + C$ ne produirait pas plus de profit [...]» (Capital, III, chap. XV).

Il est évident qu'il faut raisonner en tendance. Mais il me semble qu'il faut porter quelque attention à l'hypothèse que lorsque certains seuils sont atteints dans l'extension du surtravail relatif ou dans l'accroissement de l'intensité du temps de travail dans les industries placées au cœur du système industriel, cela pourrait commencer à peser réellement sur la capacité des investissements nouveaux, additionnels ($C + C$) à générer un niveau des profits qui rende cet investissement « attractif pour le capital ». On entrerait dans une situation où le capital pris comme un tout commencerait à réellement ne plus avoir intérêt à exploiter l'ensemble de ceux qui se présentent sur le marché du travail comme vendeurs de leur force de travail. C'est un des cas de figure esquissés par Marx lorsqu'il soulève l'hypothèse de « l'excédent de capital accompagné d'une population excédentaire ». Très exactement celle où « les mêmes circonstances qui ont augmenté la force productive du travail, multiplié la masse des produits-marchandises, accéléré l'accumulation du capital en masse et en valeur, et abaissé le profit, ont donné naissance à une surpopulation relative et l'engendrent en permanence ; les ouvriers en surnombre ne sont pas employés par le capital en excédent en raison du faible degré d'exploitation auquel on pourrait seulement les employer, ou du moins en raison du faible taux de profit qu'ils fourniraient pour un degré d'exploitation donné ». Ce que je

soutiens, c'est qu'il y a eu, en toute vraisemblance, une « extension du surtravail relatif » très importante, de même qu'un accroissement dans l'intensité du temps de travail peut-être plus forte que jamais auparavant et que c'est là que pourrait se situer l'une des principales causes, aussi bien du très faible taux d'accumulation actuel, que de la situation que nous connaissons de constitution d'une gigantesque armée industrielle de réserve à caractère permanent.

POUR LE CAPITAL

LE «COUT DU TRAVAIL»

SERA TOUJOURS

«TROP ÉLEVÉ»

Afin d'éviter tout malentendu, insistons encore une fois sur le fait qu'il s'agit d'une tendance et peut-être pas encore une limite atteinte de façon définitive. Même comme tendance, la « surproduction absolue de capital » ne peut être comprise que comme un processus qui affecte le mouvement de l'accumulation prise comme un tout. Aucun groupe capitaliste pris isolément n'établira jamais de lien entre la faible incitation à entreprendre des investissements nouveaux qu'il ressent au degré de productivité sociale du travail et de dévalorisation de la valeur d'échange de la force de travail dont il bénéficie. Il ne comprendra jamais que la source « du faible taux de profit que (ces investissements) lui fourniraient » pourrait se trouver là et nulle part ailleurs. L'élévation du taux général de la plus-value au moyen de l'accroissement de la plus-value relative, est une sorte « d'externalité systémique » (pour emprunter l'une des expressions du jargon propre aux économistes professionnels), à la création de laquelle de très nom-

breuses entreprises contribuent et dont toutes sont les bénéficiaires, sans qu'elles aient la moindre conscience que ce processus soit à l'œuvre.

Les groupes capitalistes continueront donc à crier plus fort que jamais que les coûts du travail sont trop élevés, qu'ils sont « pris à la gorge ». Le groupe capitaliste pris individuellement a trois préoccupations et trois seulement. En temps de récession et de crise des rapports politiques et économiques entre les différentes bourgeoisies à l'échelle internationale, elles deviennent de véritables obsessions. Ce sont l'état général du marché et les prévisions de la demande, les mouvements stratégiques et les performances de ses concurrents directs et enfin les coûts de production, dont le groupe capitaliste dira toujours qu'ils sont commandés par le « coût du travail », y compris si les salaires ne représentent plus que 20 % (cas de l'automobile) ou même 15 % (cas de certaines branches de la chimie) des coûts totaux.

Même lorsqu'ils savent pertinemment que d'autres ponctions pèsent beaucoup lourdement sur le profit final, les groupes capitalistes expliqueront toujours que les salaires et les coûts sociaux sont « trop élevés ». Ils ont de nombreuses raisons de le faire qui relèvent aussi bien des rapports de classe tous nus, que de la concurrence sur le marché mondial. Pour des oligopoles ou monopoles fortement protégés par l'État (c'est typiquement le cas des groupes français) la libéralisation et la déréglementation néo-libérale ont indéniablement accru la force de la concurrence capitaliste en tant que « contrainte externe » sur laquelle ils ont peu ou beaucoup moins de prise qu'avant. C'est encore plus vrai pour

les PME souvent désarmées face à la «mondialisation de la concurrence» consécutive à la libéralisation et à la déréglementation. Le premier réflexe des «chefs d'entreprises» va être de reporter sur les salariés la responsabilité de la situation difficile ou critique dans laquelle ils se trouvent. Ils règlent ainsi de vieux comptes avec leurs salariés et les syndicats. Ils croient «mieux asseoir leur autorité». Ils espèrent obtenir du gouvernement en place — quelle que soit sa «couleur politique» — des aides, des subventions et des dégrèvements. Ils espèrent surtout en obtenir des changements dans les pans (encore assez grands) de la législation du travail qui gênent encore leur liberté totale d'exploiter la force de travail achetée (même cher) à leur guise en termes de flexibilité et d'horaires.

Les gouvernements des pays capitalistes, qui ont accepté de se subordonner totalement aux diktats des «marchés», c'est-à-dire aux exigences du capital porteur d'intérêt, seront encore plus prompts à désigner le niveau «trop élevé» des salaires et la «rigidité de l'emploi», comme principal obstacle à la reprise. La «théorie macro-économique standard» (nouvel avatar de cette «économie politique du rentier» dont Boukharine avait montré les fondements méthodologiques et sociaux) est là pour leur permettre de dire que c'est là que se trouverait la racine de tous les problèmes et pour justifier un semblant de politique qui peut satisfaire un temps leur électorat.

EN CONCLUSION :
VERS UN PROGRAMME
DE DÉFENSE ET
D'ACTION

DU «MOUVEMENT
SOCIAL»

Les questions soulevées par la contribution de Claude Serfati et les réponses que ce texte a cherché à lui apporter, ne relèvent pas d'une discussion académique. Elles ne peuvent pas se résoudre non plus par l'appel à une autorité, à un «dirigeant», à un «bureau politique» pour dire qui, sur quel point, a raison ou a tort, qui est «orthodoxe» et qui «hétérodoxe».

La discussion que nos textes ont engagée représente le début de la contribution que les militants, rédacteurs et lecteurs de *Carré Rouge*, veulent apporter à l'élaboration du programme d'action de la classe ouvrière et de la jeunesse, dont le besoin urgent a commencé à s'exprimer dans les assemblées générales et réunions diverses lors des grèves de novembre-décembre 1995. C'est pourquoi il serait si important que d'autres lecteurs interviennent à leur tour dans cette discussion écrite, qui s'ajoute à celle que nous avons toujours en réunion. La discussion écrite publique se poursuivra aussi par l'examen critique de livres écrits récemment, dont l'objet explicite des auteurs est de donner leur caractérisation du capitalisme en cette fin de siècle, ainsi que du sort qu'il fait à une fraction de plus en plus importante de la population dans chaque pays comme à l'échelle mondiale. C'est le cas du livre de M. Husson, *Misère du capital : critique du néolibéralisme*, Syros, (collection «Pour débattre»), 1996, ainsi que de celui de V. Forrestier, *L'horreur économique*, Fayard, 1996.

La «barbarie ordinaire» dont souffrent des millions de personnes en France et des milliards à l'échelle de la planète, résulte du cours d'un ca-

pitalisme mondial dominé plus que jamais par le capital financier, mais marqué aussi par l'arrivée à des situations de commandement de groupements capitalistes possédant des traits rentiers plus forts qu'à aucun moment dans le passé. Dans le cas des pays d'Europe, qui sont situés au centre du système, mais qui sont aussi et surtout les berceaux du mouvement ouvrier, la situation quotidienne des chômeurs et des jeunes en voie de paupérisation n'est pas «inévitabile», pas plus que la domination des «marchés» n'est «irréversible». Par contre, ce qui est certain, c'est qu'en France comme dans les pays voisins d'Europe (pour se limiter à eux), la plongée dans la barbarie peut seulement être stoppée par l'effet de la lutte des classes. Il ne peut que s'agir d'un combat dont les différentes composantes des salariés et fonctionnaires organisées (la classe ouvrière en un mot) prendront la tête. Il s'agit de tirer les leçons du mouvement de novembre-décembre, en particulier la façon dont la grève s'est terminée, sans que les comités de grève aient imposé leur «souveraineté», et sans que les directions syndicales aient été finalement contraintes à se subordonner aux objectifs des grévistes et donc sans que le gouvernement Juppé ait été chassé. Il faut que la «prochaine fois», les capacités d'auto-organisation et d'autonomie politique — dont les salariés, la jeunesse et les chômeurs, sans papiers et sans logis qui ont commencé à s'organiser et s'exprimer sont les porteurs — parviennent à déjouer les obstacles qui vont, obligatoirement, être dressés sur leur chemin de nouveau par la fraction des forces politiques et syndicales qui continueront à avoir partie liée avec le capitalisme, quelle que soit «l'horreur économique» dont ce-

lui-ci est désormais définitivement porteur.

Beaucoup des mesures qui sont indispensables pour répondre à l'aggravation de l'exploitation comme à la misère quotidienne de ceux qui sont relégués dans «*l'armée industrielle de réserve*», sans perspective d'en sortir tant qu'il n'y aura pas eu un saut qualitatif dans les objectifs et

les méthodes du combat des salariés et de la jeunesse, sont claires. Carré Rouge a déjà parlé de certaines dans le n° 2, en les liant aux tâches que des États-Unis d'Europe véritables accompliraient. On peut les rappeler :

▫ rétablissement et extension d'une pleine protection-santé, avec la gratuité des soins pour les chômeurs ;

▫ interdiction de tout nouveau licenciement ;

▫ réduction immédiate de la durée du travail à 32 heures, sans diminution de salaires ;

▫ transformation des contrats de travail à durée déterminée en postes stables ;

▫ rétablissement de toute la législation sur le travail de nuit et le travail

(1). Il faut lire les sections III et IV du chapitre XXV du livre I du *Capital*, où l'on constatera l'extraordinaire actualité de beaucoup des observations faites par Marx voici un siècle et demi ou presque.

(2). Il s'agit de la note 11 écrite par F. Engels au chapitre XXX du livre III.

(3) Voir les chapitres 3, 4 et 5 de *La mondialisation du capital*.

(4) Marx parle aussi dans certains passages de «la plus value extra», obtenue par le ca-

pitaliste en améliorant la productivité du travail. Il s'agit d'un avantage passager qui disparaîtra dès que les concurrents auront imité le procédé ou la nouvelle méthode d'organiser le travail.

(5). Voir par exemple le dernier numéro de la revue dirigée par Pierre Bourdieu, *Actes de la recherche en sciences sociales*. Ce numéro (114, septembre 1996) a été coordonné par Michel Pialoux. Il porte sur «Les nouvelles formes de domination dans le tra-

vail», en particulier chez Peugeot à Sochaux.

(6) Le livre de Pierre Salama et Tran Hai Hac, *Introduction à l'économie de Marx*, Collection «Repères», La Découverte, 1992, est une exception notable, même si je pense qu'ils exagèrent l'importance de l'opposition entre la productivité du travail et son intensité, opposition qui s'estompe de plus en plus avec les technologies actuelles.

L'étude présentée ci-dessous est la première d'une série de deux articles portant sur le problème des banlieues.

Elle vise, on le verra, à rétablir quelques évidences pourtant trop souvent négligées. Quoi qu'on en dise, c'est principalement la classe ouvrière, du moins sa fraction la plus exploitée et une bonne partie de la jeunesse ouvrière, qui vivent dans les grands ensembles. La crise sociale qui y sévit est celle que subit la classe ouvrière. Et elle est grosse de dangers. Certains se manifestent d'ores et déjà. Toute une fraction de la jeunesse ouvrière est menacée par la marginalisation, la délinquance, la violence, d'autant que les militants du mouvement ouvrier ont bien souvent perdu le contact avec les quartiers difficiles.

Le second article traitera des risques politiques majeurs qui peuvent être engendrés par cette crise sociale. Du fait de ses possibles prolongements politiques, de son exploitation par les démagogues d'extrême-droite et/ou islamistes, elle est peut-être de celles sur lesquelles se jouera l'avenir de la classe ouvrière et celui de toute la population. Dans les «quartiers difficiles» sont en train de se former de véritables abcès, susceptibles d'empoisonner tout le corps social si l'extrême-gauche s'avère incapable de rompre avec l'assourdissant silence qu'elle observe sur le sujet et ne fait rien pour reprendre pied dans ces quartiers et renouer avec la jeunesse ouvrière. Se voiler la face ou baisser les bras relève de l'irresponsabilité ou de la pleutrierie politiques.

Crise des banlieues, ou crise sociale

Engels constatait en 1872 qu'il avait été «le premier écrivain de langue allemande» à dénoncer «l'état déshonorant des habitations ouvrières»(1). Les taudis décrits dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* ont certes disparu, du moins dans les pays développés. Mais la «question du logement» s'y pose toujours. Baptisée «crise des banlieues», elle est au-

jourd'hui profonde et durable. Elle frappe d'abord la classe ouvrière car c'est principalement elle qui vit dans ces quartiers. Elle menace une fraction de la jeunesse ouvrière de toutes les dérives.

«Une société» écrivait Engels il y a 125 ans, «ne peut exister sans crise du logement lorsque la grande masse des travailleurs ne dispose exclu-

sivement que de son salaire, c'est-à-dire de la somme des moyens indispensables à sa subsistance et à sa reproduction ; lorsque sans cesse de nouvelles améliorations mécaniques retirent leur travail à des masses d'ouvriers. [...] Dans une telle société, la crise du logement n'est pas un hasard, c'est une institution nécessaire ; elle ne peut être éliminée ainsi que ses répercussions sur la santé, etc, que si l'ordre social tout entier dont elle découle est transformé de fond en comble»(2).

Le diagnostic demeure convenablement posé et le traitement approprié mais, depuis Engels, «la question du logement» a changé d'échelle. En 1850, il y avait en France moins de dix millions de citadins (25 % des 38 millions de Français). Ils sont aujourd'hui plus de 45 millions (trois-quarts des 58 millions d'habitants).

A l'échelle de la planète, la croissance urbaine est plus vertigineuse encore. En 1900, 240 millions d'habitants vivaient dans les villes (15 % des 1,6 milliard d'hommes), 28 % en 1950 et 43 % en 1995. En l'an 2000, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, les citadins seront majoritaires sur le globe : plus de trois milliards sur les 6 milliards d'habitants que comptera la planète.

Bien entendu, les problèmes de la ville ne se posent pas dans tous les pays de la même façon. L'antagonisme pays développés/pays sous-développés s'y manifeste de façon criante. Quelles que soient les similitudes, pour l'heure, la distance demeure immense des favellas de Rio, des townships sud-africaines ou des bidonvilles de Kinshasa aux plus «pourries» des cités des pays développés.

En outre, même parmi les pays développés, les traditions nationales marquent l'urbanisme de leur em-

preinte : aux Etats-Unis, la misère se concentre dans les ghettos des centre-villes alors qu'elle est souvent rejetée à leur périphérie en Europe.

Enfin, en France, tous les citadins ne sont pas banlieusards et tous les habitants de la périphérie des villes ne vivent pas dans des quartiers difficiles, tant s'en faut. Les privilégiés de Neuilly, Sceaux ou Saint-Cloud ne connaissent guère la question que par ouï-dire, ou par Le Figaro. Nombre de municipalités de banlieue accueillant des grands ensembles comportent aussi des quartiers où les problèmes se posent avec une acuité moindre, ou comme retombées du voisinage de cités difficiles. Appartenant à la ville, les quartiers nord de Marseille ou les courées de Roubaix connaissent le sort des banlieues. Du strict point de vue du vocabulaire,

l'assimilation banlieue/quartiers difficiles est donc abusive. Mais, sous l'effet de la crise de ces quartiers, le terme tend à changer de sens et à ne plus désigner un lieu de résidence mais un statut : celui de prolétaire assigné à résidence dans les quartiers déshérités. Et la vie et les mille et une difficultés qui vont avec.

Les difficultés des banlieues sont celles de la classe ouvrière. C'est pour elle qu'ont été construits les grands ensembles au temps de la croissance. C'est sa fraction la plus exploitée qui y est aujourd'hui engluée dans des problèmes inextricables.

De ce point de vue, la localisation des cités est éloquent. Concentrées autour des grandes agglomérations industrielles, certaines ont été par commodité (?) bâties autour de l'entreprise qu'elles pouvoient en bras. La ZUP de Grande-Synthe compte 75 % d'ouvriers à qui elle offre la vue sur les hauts-fourneaux d'Usinor-

Dunkerque. Celle des Mureaux s'ouvre sur l'entrée des parkings de Renault-Flins. Le Val Fourré à Mantes-la-Jolie (70 % d'ouvriers), Chanteloup-les-Vignes sont investis à heures régulières par les autocars transportant les ouvriers chez Talbot à Poissy ou chez Renault à Flins, etc.

Les cités cristallisent nombre de maux, parfois sous une forme exacerbée : forme d'habitat aberrant et dégradé, pauvreté, chômage, affrontements avec la police, vandalisme, petite et grande délinquance, violence à l'école, agressions contre des agents de services publics (pompiers ou agents des transports en commun), bagarres entre bandes rivales. Elles sont en outre présentées comme des zones de non-droit, inaccessibles à la police, théâtre de violences permanentes et sanctuaires de la délinquance et de l'immigration clandestine. Relayant l'image des «classes dangereuses» du XIX^e siècle, elles réveillent les peurs et les fantasmes sociaux. Elles sont rendues responsables, pêle-mêle, du déficit de la Sécurité sociale et de l'assurance chômage (au demeurant maintenant bénéficiaire), de la drogue, du sida, du travail au noir, de l'intégrisme islamique, de la vague d'attentats de l'été et de l'automne 1995 et de quelques autres fléaux, imaginaires ou réels.

L'amalgame n'est pas innocent. Incapable d'imaginer des solutions qui ébranleraient ses fondements économiques et politiques mêmes, (Engels avait raison !), le capitalisme se réfugie, par la voix de sa presse et de ses politiciens, dans la recherche de remèdes partiels d'une efficacité douteuse, complétés de la dénonciation de «responsables» fantasmagoriques, spécialement l'immigration, dans le rôle du bouc émissaire.

La confusion a reçu une sorte de consécration officielle avec l'attribution aux duettistes Raoult et Gaudin d'un ministère amalgamant «la ville, l'intégration et la lutte contre l'exclusion».

Avant d'en venir aux dangers que recèle réellement la situation dans les banlieues, peut-être vaut-il de rappeler comment elles se sont constituées et ce que sont les problèmes qui s'y posent et, aussi, ceux qui ne s'y posent pas, du moins sous la forme sous laquelle ils sont habituellement présentés.

LES BANLIEUES, UN HABITAT OUVRIER

Les banlieues sont vieilles comme les villes. Ou presque. La croissance urbaine s'est, en effet, le plus souvent réalisée par l'absorption des faubourgs nés à leur périphérie. La révolution industrielle drainant la main d'œuvre vers les lieux de production a accéléré le phénomène au XIX^e siècle puis, davantage encore au XX^e. sous la forme de l'extension des zones pavillonnaires, maisons ouvrières, en lotissements ou pas, ou résidences des couches privilégiées, conformément à la tradition d'une population d'extraction paysanne récente. Cette tendance correspondait aussi au choix politique de la bourgeoisie française qui, comme elle avait freiné l'exode rural pour conserver un contrepoids à la classe ouvrière, tendait à encourager la propriété, fût-elle celle d'une bicoque de banlieue. En 1928, lors de la discussion de la loi Sarraut censée organiser le développement anarchique des banlieues, un sénateur proposait caricaturalement : «Combattons les communistes en faisant d'eux des propriétaires».

Aussi, même si des expériences

comme celles de la cité des «Gratteciel» de Villeurbanne (1931-1934) ou de la Butte-Rouge à Châtenay-Malabry (1932) avaient été menées entre les deux guerres, la construction de grands ensembles collectifs ne devint systématique qu'au début des années 1960.

«L'époque à laquelle un pays de vieille culture passe ainsi, avec une rapidité, encore accélérée par des circonstances si favorables, de la manufacture et de la petite entreprise à la grande industrie, est aussi par excellence celle de la "pénurie de logements". D'une part des masses de travailleurs ruraux sont brusquement attirés dans les grandes villes qui se transforment en centres industriels ; d'autre part, la construction de ces vieilles cités ne correspond plus aux conditions de la grande industrie nouvelle et du trafic qu'elle détermine.» (3) Bien que datant de 1877, ces lignes d'Engels résument assez fidèlement la situation de l'après-guerre.

En effet, l'expansion économique d'alors, les «Trente glorieuses» selon l'expression consacrée, supposait une main d'œuvre disponible abondante. L'exode rural accéléré et l'enrôlement massif des femmes dans la production ne couvraient pas les besoins. Le recours à l'immigration s'amplifia. De 1945 à 1977, l'ONI (rebaptisé ensuite OMI) introduisit ou régularisa 2,5 millions d'étrangers en plus des Algériens et des ressortissants des anciennes colonies d'Afrique noire qui bénéficiaient d'un statut particulier.

Pour être exploités, ces millions de salariés devaient être logés. De plus, le baby-boom d'après-guerre accroissait encore la demande.

Or, le parc immobilier français, stagnant depuis la crise de 1929, amputé des destructions de la guerre (460

000 logements détruits, 1,9 million endommagés, soit près du quart du total), n'en avait pas la capacité. Les familles s'entassaient dans de minuscules appartements d'une, deux, rarement trois petites pièces, surpeuplés, souvent insalubres, parfois dépourvus d'eau courante, presque toujours démunis de salles de bain, chauffés au charbon, privés de toute commodité. Les immigrés, alors souvent célibataires, étaient, eux, hébergés dans des baraquements baptisés foyers, des hôtels sordides et les bidonvilles qui ceinturaient nombre de villes.

En trente ans, l'habitat de la majorité de la population, y compris celui de la classe ouvrière, a connu une véritable révolution. Quels que soient les maux qu'ils ont engendrés (on en mesure aujourd'hui l'ampleur), les grands ensembles ont marqué un indiscutable progrès sur les taudis dans lesquels s'entassait jusqu'alors la population ouvrière. Nombre de ces logements insalubres ont été éliminés d'autant plus promptement que les terrains (situés en pleine ville) sur lesquels ils étaient édifiés suscitaient la convoitise des promoteurs immobiliers qui, sous couvert de rénovation urbaine, les remplaçaient par des appartements de luxe ou des bureaux. De même, le terrain des bidonvilles a souvent été récupéré par la spéculation pour y édifier des immeubles de standing. Les tours du quartier d'affaires de La Défense s'élèvent en partie sur les décombres du bidonville de Nanterre.

Mettant en œuvre les techniques industrielles de construction à grande échelle (recours aux éléments préfabriqués, standardisation), de gigantesques programmes furent lancés à la fin des années 1950 et au début des années 1960. Sarcelles (chantier ouvert en 1954) en fut le prototy-

pe. 200 grands ensembles de plus de 1000 logements furent réalisés de 1954 à 1964, parmi lesquels Massy-Antony, Choisy-Orly, Viry-Châtillon. Les zones à urbaniser en priorité (ZUP) créées en 1958 (devenues ZAC, zones d'aménagement concerté en 1969) donnèrent une nouvelle impulsion au phénomène qui gagna la province : la Villeneuve au sud de Grenoble, (13 000 logements, 40 000 habitants), Toulouse-Le Mirail (23 000 logements), la ZUP de rive-droite à Bordeaux (80 000 habitants prévus), Les Minguettes (10 000 logements, 40 000 habitants) et Vaulx-en-Velin (8 000 habitants en 1960, 45 000 15 ans plus tard) en périphérie lyonnaise, le Val Fourré à Mantes (8 300 logements dont 6 500 HLM), etc.

On dénombre aujourd'hui 800 000 logements (dont 600 000 HLM) dans les grands ensembles de plus de 1 000 appartements, pour la plupart construits de 1956 à 1973. Adil Jazouli, auteur du rapport Banlieuscopie, estimait en 1993 qu'«il y a à peu près 1 200 quartiers sur lesquels il devrait y avoir une intervention publique, la moitié, exactement 576, font l'objet d'une intervention spécifique. L'Etat intervient surtout sur les grands sites (à partir de 5 000 habitants). [...] Mais il y a énormément de petits sites problématiques, enclavés en province, de 2 à 3 000 habitants, qui sont de petites bombes sociales à retardement». Au total, rappelait-il, «il y a en France 10 millions d'habitants dans les banlieues, dont la moitié a des problèmes» (4).

Les terrains, déjà bon marché au départ, sur lesquels ont été édifiés les grands ensembles ont en outre été rentabilisés au maximum par l'augmentation de la hauteur et de la longueur des bâtiments, jusqu'à produire de véritables monstres comme la

barre de 15 étages et de 402 mètres de long, fleuron de la cité du Haut-du-Lièvre à Nancy ou celle du Luth à Gennevilliers qui, avec ses 420 mètres a longtemps détenu le record d'Europe.

La plupart des cités se trouvent éloignées des centre-villes, (de sept à huit kilomètres en moyenne en province, de dix à trente kilomètres ou plus en région parisienne) sans que les transports en commun et les équipements collectifs nécessaires aient été réalisés. En effet, les promoteurs (offices HLM, SCIC, promoteurs privés ou entreprises agissant dans le cadre du 1 % patronal pour loger leurs employés) avaient le logement pour souci exclusif. Leur rôle était de fournir un toit à la main d'œuvre indispensable aux entreprises, pas de lui procurer un cadre de vie convenable. L'urbanisme n'était pas de leur compétence. Les espaces verts, les équipements collectifs, les installations sportives et culturelles, les commerces de proximité que faisaient miroiter les esquisses de certains architectes sont restés dans les cartons. La localisation des grands ensembles était dictée par le faible prix du terrain, justifié par l'absence de moyens de communication. De fait, la plupart des cités, dont la localisation même et le sous-équipement imposent des transports fréquents et longs, en sont restées longtemps dépourvues. Cergy-Pontoise a attendu sa gare trois ans. Vénissieux s'est battu dix ans pour sa station de métro... sans que les Minguettes soient encore directement desservies, Vaulx-en-Velin n'a toujours pas la sienne. Encore aujourd'hui 40 % d'entre elles ne disposent pas de gare, certaines ne sont desservies que par une ou deux lignes de bus. Si aux moments de pointe les autobus (bondés !) passent as-

sez régulièrement, aux heures creuses, le soir et le week-end ils sont rares, voire inexistantes, emprisonnant ceux qui ne disposent pas d'un moyen de locomotion individuel. Le rapport Picard signalait en 1991 que 40 % des quartiers n'ont pas de poste, les deux tiers ni annexe de la Mairie ni poste de police, 80 % aucun service en matière d'emploi ou de formation.

Habiter le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie ou Mireuil à La Rochelle est une forme de relégation pour qui n'a pas la voiture souvent nécessaire à l'intérieur même des grands ensembles pour les gestes élémentaires de la vie quotidienne : faire ses courses, conduire les enfants à la crèche ou à la piscine, se rendre à la poste ou à la banque, etc. Conçus au temps du «tout automobile», ces bâtiments ont été livrés au moment où la crise sociale privait leurs habitants de la possibilité d'en posséder une, les emprisonnant dans les murs de la cité.

Constructions de béton vite menées, sur des plans quasi-identiques, avec des matériaux standardisés de médiocre qualité, sans souci d'isolation ni thermique ni phonique, nombre de cités ont dès leur livraison présenté des défauts gâchant la vie de leurs habitants : fuites, pannes d'ascenseurs, problèmes de chauffage et, pratiquement partout, nuisance du bruit qui impose aux occupants une cohabitation forcée avec toute la cage d'escalier, aboutissant à conjuguer les inconvénients de l'exil en banlieue et ceux de la promiscuité avec des voisins aux rythmes de vie différents.

Pour la plupart mal conçues et mal bâties, ces constructions ont mal vieilli : si l'effet d'annonce a pu inciter certains gouvernements ou certaines collectivités locales à lancer des programmes de construction, l'entretien

des cages d'escaliers, des espaces verts ou des conduits de vide-ordures se prête moins à la publicité. Faute de crédits, l'entretien de beaucoup de cités a été réduit au minimum. Et, quand au début des années 1980, face aux premières grandes manifestations du «mal des banlieues», en particulier les émeutes des Minguettes, les pouvoirs publics se sont décidés à intervenir et à mettre parfois beaucoup d'argent dans de coûteuses réhabilitations, ce fut trop tard et trop peu. Si, selon les experts, les multiples moutures des «plans pour la ville» et les quartiers déshérités ont freiné la dégradation, force est aujourd'hui de constater qu'ils ne l'ont pas enrayerée et que quinze ans après que le doigt ait été mis sur le mal, celui-ci continue à gagner.

Ces cités n'ont pourtant pas été maudites dès leur origine. Malgré les critiques dont elles ont rapidement été l'objet («casernes», «cabanes à lapins»), nombre de familles, et pas seulement des familles ouvrières, ont accueilli avec joie l'attribution d'un logement. Elles ont hébergé, à l'origine, des populations assez hétérogènes socialement. En 1964, les grands ensembles comptaient 44 % d'ouvriers, 14 % d'employés mais aussi 18 % de cadres moyens et 7 % de cadres supérieurs et de professions libérales. Les plus anciens du Val Fourré à Mantes ou des Tertres à Bagneux se souviennent y avoir côtoyé des cadres. Pourtant, au fil des années, de l'évolution des ressources des ménages les plus aisés, au fur et à mesure aussi que la réalité de la vie des cités se révélait, leur composition sociale a changé.

De véritables filtres sociaux se sont mis en place. Le jeu de l'attribution des logements, celui des déménagements et des expulsions, ont abouti à

répartir la population en véritables strates. Ceux qui le pouvaient ont quitté les cités. Les plus favorisés, pour les zones pavillonnaires, d'autres pour des logements mieux situés ou mieux équipés. Ne sont restés que ceux qui n'avaient pas le choix tandis que les partants étaient remplacés par des nouveaux venus, chassés des bidonvilles et des quartiers centraux en rénovation, entre autres des familles immigrées en cours de regroupement familial. D'une cité à l'autre, parfois au sein d'un même groupe d'immeubles, le lieu d'habitat dit le niveau social. Qu'un membre de la famille se retrouve au chômage ou qu'une séparation intervienne et ce peut être, à échéance de quelques mois, la migration forcée vers un immeuble «moins cher» mais aussi, souvent, «plus pourri». A l'inverse, qu'un salaire supplémentaire rentre régulièrement et on déménage, parfois de quelques centaines de mètres seulement, l'essentiel étant de quitter la barre, la tour, la cage d'escalier même, où ne demeurent que les laissés pour compte du logement social. De véritables kystes de pauvreté et de problèmes sociaux se constituent.

Il n'en demeure pas moins qu'au total, c'est bien la classe ouvrière qui vit dans ces cités. Pas toute la classe ouvrière. Nombre de techniciens, d'ouvriers professionnels des grandes entreprises, bénéficiant d'une relative stabilité d'emploi et de salaires suffisants, échappent à la zone. Mais les OS immigrés qu'ils côtoient, les intérimaires, les CDD et les «stagiaires» de plus en plus nombreux dans les grandes entreprises, eux y vivent fréquemment, avec les jeunes, les salariés de PME, les employés de supermarchés, les fonctionnaires aux échelons les plus bas, etc., toutes fractions qui représentent

finalement la majorité de la classe ouvrière.

Pendant des décennies, les grands ensembles ont été présentés comme la solution à la «crise du logement». Les gouvernements et les municipalités s'enorgueillissaient du nombre de constructions. Les partis d'opposition déploraient l'insuffisance des mises en chantier : le Programme commun de gouvernement du PC et du PS proposait la construction de 700 000 de ces logements par an. La transformation de nombre d'entre eux en «quartiers pourris» comme disent leurs habitants eux-mêmes montre aujourd'hui que la réponse au rabais apportée par la bourgeoisie et le patronat à «la question du logement» a conduit à l'impasse et, peut-être, demain aux explosions les plus dangereuses si elles demeurent sans direction et sans objectifs.

LA CRISE DES

RÉVÉLATEUR

DE LA CRISE SOCIALE

Cela étant, malgré les handicaps dont ils souffraient au départ, un certain équilibre aurait peut-être pu naître au sein des grands ensembles. Mais, dans bien des cas, leur date d'achèvement a coïncidé avec celle du déclin des industries pour lesquelles ils avaient été édifiés.

Le Val-Fourré à Mantes est achevé en 1977, au moment où l'industrie automobile entreprend sa restructuration et licencie. Même chose, par exemple, pour le quartier du Chemin-Vert à Boulogne-sur-Mer, sinistré par la crise de la pêche industrielle et celle de la sidérurgie ou encore Hérouville, près de Caen, frappée d'abord par la fermeture du chantier

naval puis par celle de l'usine sidérurgique et aujourd'hui par les suppressions d'emplois chez Moulinex. Grande-Synthe est victime de la crise de la sidérurgie et de la construction navale, Roubaix de la transformation du Nord en friche industrielle, etc.

Comme le signale Agnès Guy dans son article «Quartiers sensibles et violences urbaines d'aujourd'hui» (5) : «Autour de Paris, la zone la plus vulnérable correspond à la localisation, le long de la vallée de la Seine, de l'industrie automobile : nord des Yvelines (Mantes-la-Jolie, Les Mureaux, Chanteloup-les-Vignes entre autres) et sud-est du Val d'Oise (Argenteuil)». On pourrait dresser les cartes symétriques de la désindustrialisation et de l'apparition des quartiers en difficulté.

L'amoindrissement général des ressources provoqué par la marée du chômage, la généralisation de la précarité, la stagnation des salaires (moins 0,8 à 0,9 % de pouvoir d'achat par exemple pour les salaires ouvriers en 1993), l'acharnement des gouvernements successifs à revenir sur l'indemnisation à 90 % du chômage concédée en 1975 pour faire accepter la montée du chômage à la classe ouvrière, aboutissant à l'actuelle dégressivité des indemnités de chômage (moins 17 % tous les quatre mois), la légalisation de salaires et d'allocations bien inférieurs au SMIC (neuf millions de personnes dans le pays vivent avec moins du SMIC, selon Juppé lui-même [6]), bref tous les moyens employés par la bourgeoisie pour accroître ses revenus au détriment de la classe ouvrière, ont eu des effets dévastateurs.

Le nombre de chômeurs atteint des records dans certains quartiers. Bernard Perret, du Commissariat au Plan, estimait en 1993 que dans «les

400 quartiers les plus en difficulté, le taux de chômage varie entre 15 et 50 % pour une moyenne nationale de 10,5 %. Ce qui n'est pas surprenant quand on sait que, dans ces quartiers, la population active est constituée d'une forte proportion de jeunes» (7).

Le taux de chômage en France était officiellement, en mars 1994, de 12,4 %. Mais ce chiffre global (le seul largement commenté) masque de très fortes disparités. En réalité, le chômage frappe d'abord les catégories les plus représentées dans les banlieues : les ouvriers, les employés et les jeunes. En mars 1994, 5,2 % des cadres étaient sans emploi. Mais 15,1% des employés et 16,1% des ouvriers chômaient (8). Trois fois plus. A la même date, un garçon de moins de 25 ans sur quatre (24,2 %) était chômeur et presque une fille sur trois (31,7 %) (9) avec des pointes à 37 % chez les jeunes marocains de moins de 29 ans, à 39 % chez les algériens, à 47 % chez les africains (10).

L'emploi précaire a connu un essor dramatique. Les intérimaires étaient 287 000 en mars 1995 (+125,9 % par rapport à avril 1982), les CDD 752 000 (+145,6 %), les stagiaires et titulaires d'un emploi «aidé» (dont le patron est «aidé» !), 442 000 (+531,4 %). On comptait, en outre, toujours en mars 1995, 194 000 apprentis, 674 000 CES, 287 852 adultes en formation, 221 164 prétraités conversion (chiffre de mars 1994) et 386 000 non titulaires de la fonction publique (mars 1993). Additionnant l'ensemble des «situations d'emploi particulières», une récente étude officielle mentionne 5 650 000 emplois à statut particulier (11), pour l'essentiel ouvriers et employés, réduits à des emplois instables, souvent sous-payés, qui interdisent

quand bien même les salaires le permettraient, de présenter les garanties réclamées pour louer un appartement ou obtenir un crédit.

Sur 189 300 offres d'emploi recensées par les ANPE en octobre 1995, 49 600 étaient des missions d'intérim, 23 800 des emplois «occasionnels». 115 900 propositions étaient dites «durables» sans que les statistiques fassent la différence entre CDD (contrats à durée déterminés, précaires) et CDI (contrats à durée indéterminée, le contrat de travail normal). Selon les chiffres officiels (12), plus de la moitié des embauches se font sur des emplois précaires. Agir contre le chômage ! les estime à 80 %.

La précarité est enfin en voie d'institutionnalisation avec la mise en place des «zones franches» promises par le gouvernement aux quartiers les plus en difficulté.

Parallèlement à la paupérisation de ces populations, l'efficacité des services sociaux qui, en d'autres temps, prenaient en charge les situations les plus difficiles s'est dégradée, conséquence des politiques «d'économie» des gouvernements successifs et de la démultiplication du nombre de «cas» à traiter.

L'école elle-même, longtemps présentée comme l'une des voies d'accès au travail et à l'ascension sociale, ne joue plus qu'en partie ce rôle. Face à des enfants ou à des adolescents sans avenir et qui le savent, pour voir nombre de leurs aînés galérer, baccalauréat ou BTS en poche, l'institution scolaire est démunie.

L'étonnant, dans ces conditions, n'est pas qu'il existe des «quartiers difficiles». Il est qu'ils ne soient pas plus nombreux. Et que les explosions n'y soient pas plus fréquentes et plus violentes. Des millions de tra-

vailleurs et de jeunes sont prisonniers de cubes de béton gris, sans perspective, avec pour tout horizon, le rêve de décrocher quelques semaines d'un temps partiel à ranger des boîtes de conserve sur les rayons d'un centre commercial pour trois ou quatre mille francs. «On a la haine» disent les jeunes. Il y a de quoi !

Le chômage pourrait tout. Il réduit l'avenir à une hypothétique succession de petits boulots et le présent au business pour survivre. Dans les cités, les conséquences d'un habitat aberrant sont multipliées par les effets de la crise, de la pauvreté, voire de la misère.

L'IMMIGRATION :

FAUX PROBLEME

Situation dans les banlieues et immigration sont souvent associées. C'est fausser la question, pas de façon désintéressée. Le problème des banlieues n'est pas spécifiquement celui des immigrés. Il est celui de la classe ouvrière.

Si les «immigrés», de nationalité française ou pas, sont nombreux dans les cités c'est parce qu'ils appartiennent à la classe ouvrière et que la population des banlieues est l'image de ses catégories les plus récemment prolétarisées, les plus exploitées ou réduites à la condition d'armée industrielle de réserve.

A la différence de leurs camarades professionnels, ils y sont restés, englués. Leur manque de qualification a réduit leurs possibilités de reconversion et entravé leur mobilité géographique et sociale. Elle les a condamnés, eux et leurs enfants, à y demeurer. Si la population de Vaulx-en-Velin est à 27 % immigrée, c'est parce qu'elle est ouvrière à 41 %. Si celle de Grande-Synthe est immi-

grée à 33 %, c'est parce qu'elle est ouvrière à 75 %. Le Val-Fourré compte 46 % d'immigrés parce que 70 % de ses habitants sont ouvriers. Comme cela a été souligné par plusieurs rapports récents dont celui de Michèle Tribalat publié sous le titre de Faire France (13), la machine à intégrer les populations d'origine étrangère continue de fonctionner en France de façon encore satisfaisante, même si le processus n'est pas à son terme et si, du fait de l'enracinement du Front national et de la progression de l'intégrisme, tout danger n'est pas écarté.

En réalité, pour l'heure, l'intégration des étrangers se poursuit, y compris dans les «quartiers difficiles». Mais, dans ces cités, elle prend l'aspect de l'intégration, si l'on peut dire, au quart monde, à la fraction de la classe ouvrière exclue du travail.

Le véritable problème d'intégration n'est donc pas pour le moment celui des «immigrés» mais celui de la fraction de la classe ouvrière, mêlée quant à ses origines ethniques, nationales ou religieuses, que le chômage rejette dans une même précarité.

Pour autant, on ne peut pas considérer la question comme réglée. Il est vrai que la misère matérielle et morale, l'absence d'espoir, peuvent jeter ces populations dans les bras de démagogues spéculant sur de pseudo solidarités ethniques ou nationales et bloquer toute intégration en créant une situation politique nouvelle et dangereuse. On y reviendra.

LA JEUNESSE OUVRIERE

EN DANGER

Une fraction de la classe ouvrière, concentrée dans les cités de banlieues, se retrouve sans véritable travail et sans amarres, matériellement

et moralement et, parmi elle une importante partie de la jeunesse ouvrière : «la moitié des jeunes de moins de 25 ans, d'ici l'an 2 000, vont se retrouver dans ces quartiers» (14) estime Adil Jazouli.

Le chômage, particulièrement celui de longue durée, exerce des dégâts sur la personnalité et le comportement de tous ceux qui y sont confrontés (dépression, dévalorisation de soi, résignation à l'assistanat, marginalisation, risques accrus de ruptures familiales et d'alcoolisme), aggravant et envenimant les difficultés matérielles qu'il provoque. En outre, chez les plus jeunes, surtout s'ils n'ont jamais travaillé, ses ravages peuvent être irrémédiables. Les habitudes sociales d'assiduité, de ponctualité, d'acceptation d'une discipline, etc., risquent de n'être jamais prises si elles ne le sont pas jeune. Faute d'avoir travaillé assez tôt, une fraction importante de la jeunesse ouvrière est menacée d'installation durable dans la marginalité.

Le risque existe d'autant plus que leur concentration dans des quartiers où pratiquement un jeune sur deux est exclu de l'activité sociale conduit à la formation d'une sorte de contre-société où le chômage est la règle et le travail l'exception. S'y développe une culture spécifique avec ses règles de comportement, son langage (le verlan et ses variantes), sa culture, ses musiques (musique Techno, Hard rock, Rap), ses uniformes (baskets, jean, blouson, casquette, walkman) et ses Graff et ses Tag. Ces jeunes ne sont bien sûr pas la première classe d'âge à adopter des signes distinctifs. Les Blousons noirs des années 1960 ou les Beatniks des années 1970 ont eu, eux aussi, leurs «idoles», leurs musiques, leurs modes vestimentaires et leurs signes de reconnaissance, ce qui ne les a

pas empêchés de s'intégrer pour la plupart. Même la génération qui a contesté le plus radicalement la société capitaliste, celle de Mai 68, a fini par rentrer dans le rang, non sans avoir considérablement fait évoluer les choses. Mais la différence est de taille entre la jeunesse des générations antérieures et les jeunes de banlieues d'aujourd'hui. Ce ne sont pas eux qui rejettent la société, c'est la société qui les exclut, et pour longtemps, si ce n'est définitivement, en leur déniaient toute utilité sociale.

De ce point de vue, la situation de nombre d'entre eux touche à la détresse. Pas tant matériellement. Aussi démunis que puissent être certains, leur pauvreté n'est ni la misère des pays sous-développés, ni même celle endurée par les générations passées, avant et pendant la dernière guerre..

Le pire est leur démoralisation, le présent étrié et glauque et leur avenir confisqué. Sans ressources, méprisés, dans l'impossibilité de «consommer» alors que la richesse s'étale à la télévision et l'abondance dans les supermarchés et que la considération sociale va au fric quelle qu'en soit la provenance, confinés dans des cités maudites, réduits au chiche et pesant assistanat des parents ou à celui, humiliant, des institutions. Sans travail, sans espoir d'en avoir jamais un «vrai», de quelque côté qu'ils se tournent, la porte est close. «No future», disent-ils. Ce n'est pas un refus, c'est un constat désespéré et amer.

Les effets dévastateurs de cette condition sont connus : installation dans l'oisiveté, développement de la petite et moyenne délinquance, alcoolisme, toxicomanie, etc... Le comportement de certains jeunes échappe à toute rationalité (les sociologues parlent de «comportement

anémique», qui échappe à toute cohérence, à toute organisation). La rumeur des cités fourmille des illustrations de cette dérive individuelle et collective. Il est difficile de se repérer parmi toutes les formes qu'elle prend et impossible de dire précisément combien de jeunes elle touche. A titre indicatif, en mai 1996, appelés à estimer la proportion de jeunes de leur entourage qui «dérangent», une centaine de jeunes d'une banlieue parisienne citaient des chiffres de six à huit sur dix, souriant d'un air entendu devant l'air dubitatif de l'adulte qui les questionnait.

A la fois conséquence de la détresse morale dans laquelle végètent certains jeunes et cause de délits et de comportements aberrants, la drogue circule dans les cités, pour l'essentiel du haschisch. En effet, si les drogues dures s'y trafiquent aussi, leur consommation est le fait d'une petite minorité encore plus marginalisée. L'ampleur du phénomène est variable (dans l'espace et dans le temps) et, par définition, difficilement mesurable. La drogue y joue d'abord, avec la consommation d'alcool, le rôle classique du «paradis artificiel». Mais elle est, de surcroît, l'un des maillons essentiels de la chaîne économique souterraine, des petits boulots au «business», du vol au trafic et au deal. La presse signale parfois avec complaisance le cas de parents qui ferment les yeux quand un jeune rapporte de quoi compléter le loyer ou payer la note d'électricité. Cela arrive peut-être. Mais, là n'est pas, et de loin, la destination principale des revenus tirés du business. En réalité, tout comme d'une autre façon la consommation de drogue, le deal et le business donnent l'illusion d'échapper à son sort en permettant d'obtenir en partie ce que la société refuse, quelques-uns des signes ex-

térieurs qui valent à leur propriétaire la considération de son milieu : les chaussures (des Doc-Martens à 900 F la paire par exemple) et les vêtements à la mode (un authentique blouson Chevignon à 1 000 ou 1 500 francs), un scooter et, à une autre étape, une belle voiture (la mythique BMW), voire une arme à feu. C'est une impasse dangereuse et condamnable, bien sûr, qui mène parfois à prendre ou à donner un mauvais coup et bien plus souvent encore, conduit en prison. Mais c'est le fossé dans lequel le chômage et le culte de l'argent roi font plonger des enfants d'ouvriers qui n'ont souvent pas vingt ans.

A défaut d'en recueillir les dividendes, une fraction de la jeunesse a intégré la morale de la classe dominante. Beaucoup adaptent à leur usage le principe libéral «laisser faire, laisser agir» : chacun fait ce qu'il veut, du moment qu'il ne s'en prend ni à moi ni à mes proches avec, conséquence logique, un culte revendiqué du «pas vu, pas pris». Deux exemples de cette perte des repères, pas les plus graves, mais révélateurs du désarroi profond de ces jeunes littéralement privés de toute référence éthique : devant une Conseillère d'éducation médusée, un élève excuse ses absences répétées par les obligations de son business (il ne mentionne pas le deal, mais l'allusion est transparente). Un autre jeune explique posément et très sérieusement à son éducateur que, non, décidément, la formation qu'il lui propose ne l'intéresse pas et que, tout bien pesé, il «préfère faire délinquant».

Rien de surprenant, dans ces conditions, à ce que la violence gagne. D'abord une violence «cohérente», celle du voleur ou du racketteur à qui sa victime résiste. Mais aussi, à côté

de cette violence «intelligible», une violence gratuite, contre les biens ou contre les personnes : vandalisme, incendies de voitures, agressions sans mobile de conducteurs de bus, de pompiers, d'autres jeunes ou de passants. Avec lucidité, un jeune explique : «Subir sans arrêt, encaisser des reproches, être insulté tous les jours [...] vous énerve, vous travaille, vous transforme en quelqu'un que vous n'êtes pas forcément. Oui, vous-même, vous êtes étonné de ce que vous faites. Souvent les gens appellent les jeunes des sauvages. Ils n'ont pas entièrement tort. Tous leurs moyens d'expression ont été contrecarrés, donc ils s'expriment dans un art qui ne peut pas être ignoré. Celui de casser. Par exemple une très belle voiture de luxe qui aurait très bien pu être volée. Elle est toujours là, car le propriétaire sera dix fois plus enragé de son véhicule dans cet état. Mettre le feu pour rien, n'importe où, n'importe quand. Pourquoi ? Pour laisser sa haine et sa vengeance se libérer».

Même si la presse et les autorités s'alarment surtout des agressions dirigées contre l'extérieur, l'essentiel des violences s'exerce en réalité entre jeunes eux-mêmes. Des bagarres, d'une brutalité terrifiante, avec utilisation de plus en plus fréquente d'armes, y compris d'armes à feu, éclatent pour des motifs dérisoires. On se souvient de ces deux élèves qui, en février 1996, à la porte de leur collège de Garges-les-Gonnesse, en avaient poignardé un troisième pour une paire de moufles empruntée. Dans une terminale S d'un lycée de la banlieue parisienne, deux garçons s'assomment en plein cours parce que l'un a emprunté sans permission la gomme de l'autre. A Châtillon (92), deux jeunes (16 et 17 ans) descendent dans la cour de leur cité,

l'un avec un revolver, l'autre avec un fusil à pompe. Un troisième (18 ans), à qui un différend les opposait, se plante devant eux, à bout touchant : «Tire si tu oses». L'un des deux premiers a osé. Il a seulement baissé son canon et tiré dans la cuisse et non dans la poitrine. Deux arrêts cardiaques récupérés par le SAMU, une jambe fichue. Trois vies brisées.

Les affrontements prennent aussi des formes collectives. Des solidarités quasiment claniques se développent dans les cités, en cercles concentriques : la famille, la cage d'escalier, la cité, la ville, l'origine ethnique. Au départ, rien, parfois un pied écrasé en dansant. Insultes, bousculade, coups de poings, coups de boule. Les copains des uns et des autres interviennent, bagarre générale.

Et comme il n'y a rien à faire dans la cité, le soir, au pied des cages d'escalier, on se repasse le film... en rajoutant. La vie est vide. Pas de travail, pas de loisirs, pas d'espoir. On se donne l'impression d'exister en racontant cinq fois, dix fois «T'as vu comment je lui en ai mis une... c'était trop»

Pour la revanche, on rameute les copains. On débarque en force à la porte d'un lycée, dans une soirée, dans une cité. Coups de poings, de batte de base-ball, de couteau, c'est l'escalade. Et ça recommence. Ça devient une affaire de «respect», équivalent moderne de l'«honneur» du «milieu» traditionnel. Jusqu'à ce que le plus enragé, le plus paniqué ou le plus abruti sorte le fusil à pompe ou la .22 cachée dans une cave de la cité et tire pour montrer qu'il ne se dégonfle pas. Et qu'un jeune de 20 ans baigne dans son sang. Et un autre, un peu plus jeune ou un peu plus vieux, moisisse en prison pour des années.

Le phénomène gagne maintenant parmi les tout-jeunes, au point que leurs aînés de quelques années seulement s'en inquiètent : «La génération des 12-15 ans, c'est grave. Ils ne respectent rien. Moi, j'ai 20 ans, j'ai fait quelques conneries. Mon père m'a fichu une raclée, j'ai compris. Mais eux, ces jeunes, ils ne respectent rien. Si on ne fait rien, d'ici deux ou trois ans, ça va être très chaud» témoigne Ali. «Maintenant, les parents n'y peuvent rien. Les enfants ne respectent rien. Les mères sont dépassées ou ne savent pas, les pères travaillent. Leur foutre une volée ? Qu'est-ce que ça change ? Les pères rebeu (15), on les connaît. Ils sont stricts, ils gueulent, ils cognent. Mais qu'est-ce que ça fait ? Ces mômes, ils n'arrêtent pas de prendre des coups. Par le père, par les grands frères, au commissariat. Ils en prennent tellement qu'à la fin, un coup, c'est comme une caresse.»

Des contrôles d'identité à répétition à la descente en force pour procéder à des interpellations, en passant par les affrontements mobilisant des dizaines de jeunes, les incidents avec la police rythment la vie des cités et alimentent sa rumeur et... celle des commissariats. Là encore, le phénomène n'est pas nouveau. Les jeunes des générations précédentes ont eux aussi, pour des raisons différentes et sous des drapeaux variés, eu maille à partir avec elle. Mais, on est ici loin du traditionnel «Mort aux vaches» : la violence et le caractère répétitif des affrontements, inaugurés par les rodéos des Minguettes en 1981, en font un fait social et, d'ores et déjà, même si l'on n'en est pas suffisamment conscient, une donnée de la situation politique.

Le business, le deal, la violence font des jeunes des proies désignées des policiers. A l'inverse, le racisme de

certain d'entre eux (les syndicats d'extrême-droite FN-Police et FPIP ont recueilli respectivement 7,45 % et 5,8 % des voix aux élections professionnelles de 1996) transforme le contrôle le plus banal en humiliation pour les jeunes.

De véritables haines personnelles naissent dans des cités où jeunes et policiers se connaissent par leurs prénoms et se harcèlent mutuellement. Ainsi Ali raconte, les larmes aux yeux, comment Jean-Pierre, un flic du coin, lui a laissé le choix entre être embarqué pour une nième vérification d'identité et se déculotter entre deux camions sous prétexte de vérifier une fois de plus qu'il n'avait pas de drogue.

A la première occasion, à la suite de la mort d'un jeune, victime réelle ou supposée d'une bavure, c'est l'explosion. La litanie est longue des cités dont les noms reviennent, régulièrement ou occasionnellement, à la une de l'actualité, lors des émeutes dont elles sont le théâtre. Les violences urbaines (V.U.) sont l'objet d'une classification officielle, de VU1 (violence urbaine bénigne vol ou dépouille) à VU8 (émeute de plusieurs nuits consécutives mobilisant plusieurs centaines de jeunes avec attaque de bâtiments officiels). De 1990 à 1993, plus d'une trentaine d'incidents graves (niveaux 7 et 8) ont été enregistrés, à Vaulx-en-Velin, Pierre-Bénite, Vénissieux, Pont-de-Claix en Rhône-Alpes, Amiens (Somme), Tourcoing (Nord), Oissel (Seine-Maritime), Metz (Moselle), etc.

Au-delà de leur caractère répétitif et de leur extrême violence, ces émeutes frappent par leur caractère désordonné, leur absence d'objectif formulé. Elles apparaissent comme l'occasion d'exprimer sa rage tout en se livrant au pillage. C'est ainsi

qu'avaient été présentées les descentes sur Paris des jeunes de banlieues en 1993 lors des manifestations de la jeunesse contre le CIP (Contrat d'insertion professionnelle) de Balladur. La presse s'était alors attachée à faire la différence entre les «bons» manifestants, ceux qui exprimaient une revendication cohérente et les «hordes de casseurs» venues pour détruire et voler. Le distinguo est dans une certaine mesure abusif. Nombre des «casseurs» étaient des jeunes ordinaires des banlieues (comme en atteste la biographie de ceux qui ont été arrêtés). En réalité, ces manifestations de violence apparemment gratuites disent mieux que tout la dérive de ces jeunes. Leur condition les jette dans la rue à la première occasion sans qu'ils y trouvent suffisamment de raison d'espérer pour traduire leurs aspirations en revendications.

Bien sûr, toutes les cités, et tous les jeunes des cités n'en sont pas là. Animée parfois de bonnes intentions, et là encore désireuse sans doute de séparer le bon grain de l'ivraie, la presse rapporte des exemples nombreux de jeunes qui se battent pour réussir, pour poursuivre leurs études, pour créer des associations d'entraide, pour faire du sport, pour trouver du travail, voire créer des emplois. Cela correspond aussi à la vérité, heureusement. Mais cette image manichéenne renvoyée (d'un côté des voyous-dealers-violents et de l'autre de bons jeunes-travailleurs et entrepreneurs) ne reflète pas exactement la réalité. Celle-ci est beaucoup plus fluide et une continuité va du «pire» des voyous au «meilleur» des jeunes. Qu'on lui entrouvre une porte et le premier peut se récupérer. Qu'il rencontre un échec de trop et le second peut basculer. Oscillant entre ces extrêmes,

nombre de jeunes ont individuellement une attitude ambivalente. Certains, par ailleurs intelligents et sympathiques, deviennent capables, sous l'effet d'une pulsion ou parce qu'ils estiment qu'on leur a manqué de «respect», de la violence la plus débridée ou d'actes délirants.

En réalité, c'est l'ensemble de la jeunesse des banlieues qui est fragile et menacée. C'est toute une fraction de la classe ouvrière de demain qui flirte de près ou de loin avec la délinquance, la drogue, la violence. C'est elle aussi qui est guettée par les démagogues fascistes ou intégristes.

Les parents, immigrés parfois, ouvriers presque toujours, touchent le fond. Ils se sont épuisés à la tâche dans les usines et sur les chantiers dans l'espoir de conquérir une vie meilleure pour leurs enfants. Ils ont été payés d'un salaire de misère puis, souvent d'un licenciement sec. Et d'une HLM dans une cité de banlieue dont les rues portent des noms de fleurs ou de poètes mais qui démolit leurs enfants...

UN DÉSERT POLITIQUE

On ne le répétera jamais assez. C'est une partie de la jeunesse ouvrière qui est menacée de pourrir sur pied. Si le mouvement ouvrier ne parvient pas à renouer avec elle, à reprendre le travail d'éducation au sens large jadis assuré par les organisations ouvrières, à se donner les moyens de lui ouvrir une perspective, d'autres, ses pires ennemis, le feront, avec leurs méthodes et avec leurs objectifs. Et les travailleurs, tous les travailleurs, ceux des banlieues et les autres, le paieront. Cher. Or, du point de vue de la présence des militants ouvriers, les quartiers en difficulté sont paradoxalement aussi déserts qu'ils le sont en matiè-

re d'équipements sociaux ou d'emplois.

Cela n'a pas toujours été le cas. Un élu municipal de Bagneux se désolait récemment de ce que les électeurs communistes aient été «chassés» des cités populaires, dénonçant une manœuvre délibérée de la Préfecture qui a la haute main sur l'attribution des appartements. Pourtant, si le constat est exact et corroboré par la désagrégation de la ceinture rouge de la proche banlieue parisienne, l'analyse de ses causes ne l'est pas. L'érosion de l'électorat communiste dans les cités populaires a des origines autrement profondes que le machiavélisme supposé des préfets. Elle s'inscrit d'abord dans une évolution générale de l'électorat du PC qui, depuis ses scores records de l'immédiat après-guerre, est en déclin constant. A cette tendance de fond, amplifiée dans les années 1970 par la politique d'Union de la Gauche puis par les septennats de Mitterrand, se sont ajoutées, dans les cités, les évolutions intervenues dans la composition de la classe ouvrière et dans son habitat.

En effet, les ouvriers professionnels et les techniciens des grandes entreprises et de la fonction publique constituent traditionnellement en France l'essentiel de la base sociale des partis et des syndicats ouvriers. C'est parmi eux que se recrute leur armature militante. La montée du chômage et la perte de substance du PCF et, à un degré moindre, des syndicats, les ont affaiblis même dans les secteurs où ils restent influents. Or, on l'a vu, ces catégories qualifiées ont, quand elles l'ont pu, quitté les cités, emportant avec elles le tissu des militants politiques. Elles y ont été remplacées par les travailleurs les moins qualifiés mais aussi les moins organisés et les

moins influencés par les partis de gauche et les syndicats : les OS des grandes et moins grandes usines, les ouvriers et les employés des petites et moyennes entreprises et depuis des années maintenant, les chômeurs et les précaires.

De ce fait, à la régression sociale dans les cités s'est ajoutée la désertification militante et la perte d'influence des organisations ouvrières.

Il aurait été nécessaire, pour enrayer cette évolution, qu'une génération de militants ouvriers naisse des couches les plus exploitées du prolétariat. Les organisations ouvrières n'ont su la susciter ni dans les entreprises, ni dans les quartiers. D'abord en raison de ce qu'elles sont socialement. Recrutant essentiellement des travailleurs qualifiés, s'adressant en priorité à eux, reflétant leurs préoccupations, handicapées parfois aussi par la barrière de la langue et découragées devant la difficulté de s'implanter dans de petites entreprises où les syndicats ne sont pas tolérés, elles ont laissé des pans entiers de la classe ouvrière livrés à eux-mêmes. Mais il y a aussi des raisons politiques profondes à cette attitude. Par delà les multiples divergences qu'ils entretiennent entre eux, tous les partis de gauche et tous les syndicats inscrivent leur action dans les cadres du système économique et politique tel qu'il est. Or, la solution aux questions du chômage, de la précarisation et des banlieues (qui ne sont en réalité que des aspects particuliers d'un même problème) ne relève en aucun cas des accommodements et des demi-mesures compatibles avec la survie du système que proposent ces partis et ces syndicats. Pendant les Trente glorieuses, le capitalisme avait trouvé dans l'expansion économique forte et durable les ressources propres à assurer la croissance de

ses profits et un réel mieux-être à la classe ouvrière. Pour l'heure, cette période est révolue. La lutte de la classe ouvrière pour l'amélioration de son niveau de vie, et même celle pour le simple maintien de ses avantages acquis (dont ceux élémentaires du droit au travail et à un logement dans des conditions décentes), risquent de conduire à la remise en cause de l'ordre libéral. S'ajoutant à leur longue tradition réformiste et à leur installation dans la société, c'est probablement dans cet état de fait qu'il faut chercher les raisons de l'incapacité des principales organisations ouvrières à avoir même une idée des solutions à mettre en œuvre.

Toute forme d'activité militante n'a pourtant pas complètement disparu des cités. Le vide laissé par le départ ou le découragement des militants ouvriers a été comblé par des associations parfois dynamiques et souvent utiles dont les animateurs font preuve d'une énergie et d'un dévouement peu communs. Associations sportives multiples, groupes de musique ou de danse, aide aux devoirs, accueil des enfants ou des jeunes, prise en charge des toxicomanes, lutte contre la délinquance, clubs informatiques, associations de quartier, etc., y sont nombreuses et jouent un rôle sans lequel nombre de quartiers couleraient encore davantage.

Mais, pour la plupart, leurs animateurs n'ont pas la visée socialement transformatrice qui permettrait d'inscrire leur action dans une perspective plus large, de lui assigner des objectifs politiques, les seuls, en définitive, à la mesure des problèmes. Aussi indispensables qu'elles soient, l'entraide et la solidarité ne suffisent pas.

Nombre d'animateurs d'associations

de quartier ressentent d'ailleurs la nécessité d'élargir leur combat et de le placer sur le terrain politique pour ne pas être perpétuellement réduits à résoudre les questions au coup par coup. Dans son livre *Une Saison en banlieue*, Adil Jazouli rapporte maints exemples, souvent émouvants, de ces hommes et de ces femmes qui, après des années d'une activité épuisante, concluent au besoin d'agir sur le terrain politique... sans trouver, ni à gauche, ni à l'extrême-gauche, les appuis et les idées qui leur permettraient de continuer à servir leur classe (même s'ils ne l'expriment pas ainsi) et de conférer une plus grande efficacité à leur action. Un incontestable vide politique existe dans les banlieues que les partis classiques ne peuvent pas occuper faute d'avoir les moyens de répondre aux questions qui s'y posent. Ils en font quotidiennement la preuve en tant que gestionnaires de municipalités de banlieues. Les «alternances» au gouvernement ont été suffisamment nombreuses ces vingt dernières années et les échecs de toutes les «mobilisations pour l'emploi» et de tous les «plans pour les

banlieues» suffisamment patents pour que les habitants des quartiers ne croient plus à des promesses qu'on ne leur fait au demeurant même plus.

VERS UNE CRISE POLITIQUE ?

Pourtant, nécessairement, à un moment ou à un autre, ce vide politique sera comblé.

L'hypothèse d'une évolution vers un type de société proche de celle des Etats-Unis qui fait cohabiter des millions de miséreux confinés dans les ghettos des centre-villes et la fortune la plus insolente sans que, pour l'heure, la question prenne une dimension politique, est peu probable en Europe. Même aux Etats-Unis la situation est peut-être en cours d'évolution avec la croissance du mouvement intégriste de Farrakan. Quoi qu'il en soit, en France, la tradition de politisation des questions sociales est ancienne et bien ancrée. Il est difficile d'imaginer que des poches de misère matérielle et de désespoir puissent y exister des dizaines d'années durant sans que,

d'une façon ou d'une autre, la question ne devienne politique.

En réalité, des forces politiques sont déjà à l'œuvre pour tenter d'utiliser à leur profit la crise des banlieues et ses conséquences. L'intégrisme islamiste et l'extrême-droite travaillent activement, chacun pour leur compte, à l'exploiter et à la transformer en crise politique dont, chacun à leur façon, ces deux représentants de l'obscurantisme escomptent tirer profit.

Cela étant, rien n'est encore joué. Le profond mouvement de décembre 1995 ou, sur un autre terrain, l'émotion et la solidarité manifestées aux immigrés sans papiers de Saint-Bernard en août 1996 témoignent de ce qu'il reste des forces capables de s'opposer à la dégradation de la situation sociale et à ses conséquences. Ce sera l'objet de la suite de cet article.

Michel Ritter.

1- Engels, *La question du logement*, Editions sociales, Paris, 1969, p. 120
 2- Idem, pp. 56-57
 3- Engels, Préface de 1877 à la réédition de *La question du logement*, Editions sociales, Paris, 1969, pp. 11-12
 4- Adil Jazouli, interview dans *Panoramiques, Intégration ou explosion ? Banlieues*, février 1994, textes réunis par Catherine Withol de Weden et Zaky Daoud, p.

151.

5- Agnès Guy, *Les fruits de la désorganisation sociale, quartiers sensibles et violences urbaines d'aujourd'hui*, Panoramiques, *Intégration ou explosion ? Banlieues*, p. 18

6- Publicité gouvernementale dans la presse : *Connaissez-vous le plan Juppé ?*

7- Bernard Perret, Interview dans *Panoramique* (op. cité), p. 162

8- Tableaux de l'économie française (TEF)

1995_1996, INSEE, p. 73

9- Idem

10 Michèle Tribalat, *Faire France, une enquête sur les immigrés et leurs enfants*, La découverte/Essais, Paris, 1994, p. 175.

11- *Le travail à durée limitée*, Les dossiers thématiques, publication commune à l'INSEE, aux *Liaisons sociales* et à la DARES, p. 35.

12- Idem, p. 57.

Le premier numéro de Carré Rouge a suscité l'intérêt de nombreux lecteurs, mais aussi de quelques organisations qui partagent les préoccupations des rédacteurs du texte de fondation. C'est ainsi que les camarades italiens de Socialismo Rivoluzionario ont publié une traduction de ce texte dans leur revue, Socialismo o Barbarie. Certains d'entre nous ont participé à leur stage d'été, consacré cette année à la Révolution espagnole de 1936.

Des discussions se sont engagées, des initiatives communes, aux plans européen et international, sont envisagées. Les camarades de SR ont ainsi décidé de nous confier l'article suivant, paru dans SoB (n° de juin à septembre). Les auteurs en sont Dario Renzi, directeur de la revue et Claudio Olivieri, directeur de Altra Sinistra, leur journal.

La traduction est due à Aurélia Chartier. Elle a été révisée par la rédaction de Carré rouge afin de rendre au plus près des notions qui peuvent être étrangères à un public français.

Après les élections,

La portée des résultats du 21 avril dernier va bien au-delà de la simple compétition électorale, de plus en plus éphémère. Quelle que soit l'ambiguïté inhérente aux résultats électoraux, ces résultats reflètent des processus réels et profonds, dont certains sont à l'œuvre depuis de longues années dans la réalité italienne tandis que d'autres émergent pour la première fois au grand jour. Ils mettent en lumière le chaos social et la confusion dans les esprits tout en reflétant des tendances nouvelles. Ils sont à la fois un élément de clarification (ou, au moins, d'une clarification à venir) et un facteur de complication dans le jeu politique des palais gouvernementaux. En

même temps, ils impriment leur marque sur l'ensemble de la société, sans pour autant lever la confusion qui règne au niveau du peuple.

Cette confusion n'empêche pas de prendre en compte ce qui a changé au niveau national : les droites ont été battues au terme d'une réaction électorale, et la situation s'est modifiée, exigeant une nouvelle évaluation.

Le vote qui a battu Berlusconi et Fini montre également que certains secteurs populaires non négligeables continuent d'être englués dans les pièges de la droite. Ce sont les secteurs les plus arriérés, animés par l'espoir de conserver quelques vieux privilèges ou de bénéficier de pré-

bendes et d'aumônes, et qui auraient pu dériver de l'affirmation de ce bonapartisme voulu par le Pôle des Libertés, d'ailleurs fort mal en point. Animés par ces illusions, ces secteurs s'allient électoralement et idéologiquement aux classes moyennes les plus parasites, à la bureaucratie d'Etat la plus conservatrice et aux petits commerçants. Encore faut-il remarquer que cette jonction se fait mollement, sans conviction, sans enthousiasme. On a beaucoup monté en épingle les manifestations de droite. Le centre-gauche en a fait ses choux gras. Elles étaient pourtant bien peu de choses. Les troupes de Berlusconi et de Fini ne sont pas allées plus loin que quelques manifestations limitées de petits commerçants, quelques parades à caractère électoral. Il faut y ajouter une frange de néo-fascistes, sous les ordres de Rauti (1) : ses forces sont très limitées numériquement, mais elles peuvent parfois se révéler aguerries et dangereuses. Nous n'avons pas cessé de combattre contre ceux qui expliquaient que l'heure était au triomphe de la droite ; cela ne nous empêche pas de mettre en garde contre le danger (certes aujourd'hui limité) que représente cette canaille néo-fasciste.

Un autre secteur populaire significatif, très hétéroclite, mais où les ouvriers sont nombreux, s'est mobilisé pour défendre ses intérêts propres, des avantages réels ou supposés, fruits de l'économie opulente de la Lombardie-Vénétie, et à ce titre sans avenir. En s'alliant aux classes moyennes et à certains secteurs de la bourgeoisie «Padane», ces secteurs donnent chair à une sorte de petit bloc social régional qui s'est reconnu dans la Ligue du Nord, engagée dans une dynamique autonomiste-sécessionniste. Ce petit bloc ré-

gional possède des caractéristiques et des perspectives contradictoires : il est à la fois xénophobe et interclassiste, et en même temps anti-étatiste, mais toujours d'un point de vue petit-bourgeois ou bourgeois.

Un autre secteur s'est manifesté dans le vote et a déterminé le succès du centre-gauche. Il est à la fois plus homogène et plus largement représenté sur l'ensemble du territoire national. Il est l'héritier du vieux mouvement ouvrier dont il porte toutes les tares héréditaires, mais il est aussi le produit de sa crise et de sa transformation. C'est un secteur qui aspire de manière élémentaire au changement, et qui n'abandonne une illusion que pour se précipiter dans une autre, souvent tout aussi pernicieuse. On y voit réapparaître les vieilles lunes réformistes ou parlementaires, les attentes confusément exprimées dans la formule rudimentaire : «Nous attendons depuis quarante ans». Des situations sociales très diverses s'y réunissent, soudées par l'espoir d'un changement gouvernemental, quel qu'il soit. C'est le peuple qui lut- tait il y a un an et demi pour les retraites et contre Berlusconi, animé par un réformisme «honnête» mais essentiellement fragile, par des illusions sans grand espoir, sans grand enthousiasme. Il a participé à la campagne électorale, mais sans se mobiliser de manière spectaculaire. Il attend des changements, mais jusqu'à un certain point seulement ; sa confiance est partielle, hésitante. Au sein de ce groupe se situe une couche sociale plus radicale, plus combative, tout aussi réformiste mais d'une autre manière, dont certains croient fermement que l'issue est dans la combinaison mouvement-Parlement, qui véhicule les illusions avec plus d'ardeur et croit pouvoir influencer le gouvernement. Ce

sont pour l'essentiel ceux qui s'inscrivent dans la zone d'influence ou dans les rangs du Parti pour la Refondation Communiste (2). Honnêtes, de bonne foi, ils demeurent inféodés à la direction de cette organisation et en épousent toutes les mauvaises habitudes, exprimées par la combinaison Bertinotti-Cossuta. Le premier, Bertinotti, est un bureaucrate politicien ; le second, Armando Cossutta, tient solidement en main les rênes de l'appareil. Tous deux sont parvenus, bon an, mal an, à rendre une certaine cohésion — non sans quelques exceptions — à l'organisation néo-togliattienne. A l'intérieur de ce courant, on trouve un éventail très ouvert d'adhésions plus ou moins critiques aux illusions. Mais tous finissent par se reconnaître dans la gauche « dominée »*. On y trouve un internationalisme et une tendance révolutionnaire confus, ceux de la gauche anti-capitaliste ou de l'auto-organisation, où se combinent la défiance et l'aspiration vague et inculte à la révolution, mais dans un cadre d'organisation qui plonge ses racines dans l'humus culturel dans lequel survivent toutes les traces du vieux mouvement ouvrier, même si ces traces sont plus superficielles et ont un poids bien moins important que par le passé.

Un vaste secteur, enfin (25 % de l'électorat), s'est abstenu électoralement et s'est contenté d'observer. Très hétérogène, il réunit des gens de gauche, des révolutionnaires sans révolution, des anti-capitalistes sans débouchés, des rêveurs qui ont renoncé à rêver, des prolétaires sans travail. Il est composé de gens qui ont souvent lutté sans trouver de réponse sur le plan politique pas plus que sur le plan électoral. Nombre d'entre eux étaient dans la rue pour manifester durant l'automne 94. Ils

croient de moins en moins au vote et aux exigences de l'Etat. Beaucoup d'entre eux, avec des sentiments analogues et qui ont fait un choix à peine différent, ont voté réformiste. Ils ne sont plus seulement concentrés au Sud (même si c'est là qu'ils sont les plus nombreux) : on les trouve dans toutes les grandes métropoles. Ils confirment qu'un processus grandit, y compris sur le terrain électoral, qui consiste à se détourner des grandes échéances institutionnelles ; ils cherchent « quelque chose d'autre », de manière hésitante et confuse. Ils n'ont pas été effrayés des accusations qui leur ont été portées, celles d'être des résurgences des « qualunquistes » (3) ; ils sont souvent plus lucides politiquement et plus désenchantés par rapport aux « Palais »** que ne le sont les électeurs réformistes.

N'oublions pas, pour finir, un dernier secteur, minoritaire mais fondamental, qui n'a pas pu voter. Il s'agit des centaines de milliers d'immigrés ou de jeunes qui, bien souvent, vivent à l'écart et s'opposent aux « Palais », qui échappent aux appareils et aux secteurs du vieux mouvement ouvrier et sont combattus par eux. Une nouvelle réflexion, un engagement nouveau dans la politique et dans le domaine des idées cheminent apparemment parmi eux. Cet engagement s'est exprimé dans les mouvements d'autogestion étudiante qui surgissent périodiquement, mais aussi dans les activités sociales auxquelles se vouent de nombreux jeunes et dans la participation de plus en plus active de nombreux immigrés. C'est là, parmi ceux qui sont les moins liés aux institutions gouvernementales et qui manifestent un grand dynamisme dans leur prise de conscience, parmi ceux qui n'ont pas grand chose à perdre mais qui ont un

monde à gagner, que les idées socialistes révolutionnaires peuvent prendre pied le plus rapidement, fécondant et développant la maturation de nouvelles générations engagées dans la lutte des classes.

Ces secteurs sont souvent contigus les uns aux autres ; ils communiquent à travers les canaux souterrains de la société ou par les voies déformées des mass médias ; des comportements se superposent, des opinions de heurtent et se contredisent.

C'est là le résultat de la confusion et de la longue crise qui se prolonge et évolue. Cette crise s'est manifestée le 21 avril sur le terrain électoral, mais elle mûrit au plan de l'ensemble de la planète, elle plonge ses racines dans les profondeurs de la société, alimentée par les contradictions de plus en plus profondes et irréductibles de la nouvelle époque que nous vivons. Elle surgit des réalignements et des bouleversements qui frappent toutes les classes et tous les secteurs de la société. Elle s'alimente des blessures et des drames de conscience, de toutes les questions qui touchent aux idées, qui ne trouvent pour l'instant pas de réponses mais se posent sans cesse plus fort.

SOUS LA SURFACE

Cependant, si le chaos semble prévaloir en surface, dans les résultats électoraux comme dans la politique des « Palais », les racines de ce chaos sont à rechercher dans les processus propres à notre époque, tels que nous les analysons depuis plusieurs années dans les colonnes de *Socialismo o Barbarie*. Ce qui est nouveau, c'est l'intensité avec laquelle l'ensemble de ces facteurs commencent à se manifester en Ita-

lie, mais aussi le fait qu'ils interviennent tous en même temps. En surgissant ainsi en plein jour, ils dévoilent et aiguissent les contradictions fondamentales et en alimentent de nouvelles. L'Etat impérialiste est de plus en plus obsolète : il ne parvient plus à contenir, à combattre ni à représenter tout cela ; il n'est même plus capable de le gérer.

Les tentatives empiriques qui ont été menées pour restaurer ou changer l'architecture institutionnelle se sont révélées d'une infinie fragilité ; dans ce domaine, les choses ne sont pas en passe de s'arranger pour les cercles dirigeants. Le caractère oligarchique de l'Etat s'accroît, comme le montrent également les transformations de ses mécanismes. La composition du gouvernement Prodi montre que économie, politique et bureaucratie sont sans cesse plus profondément interpénétrées ; en même temps, l'Etat est de plus en plus profondément étranger et opposé à la société civile.

La « super-bourgeoisie » (4) est divisée, incertaine sur le chemin à suivre, prisonnière des mécanismes complexes de l'accumulation ; assurée de ses super-profits, elle n'est plus aussi sûre dès qu'il s'agit de son sort, de ses possibilités de domination sociale. Une partie d'entre elle, qui est pour l'instant majoritaire, a choisi d'appuyer le centre-gauche et la tentative de Prodi, après le naufrage de l'expérience Berlusconi.

La bourgeoisie, qui est pour l'essentiel représentée par les droites, se débat dans une crise en ce qui concerne ses perspectives ; elle avance sans avoir une idée bien claire de ses possibilités et de l'état de ses forces en tant que secteur des classes dominantes, même si ce constat peut être parfois masqué ou atténué aux regards des observa-

teurs par les appétits satisfaits ou par l'enrichissement individuel de certains.

La petite-bourgeoisie, elle, se fragmente et s'effiloche : une partie suit la bourgeoisie vers la droite, tandis qu'une autre se déplace vers la gauche, mue davantage par la dégradation de sa situation sociale que par un changement dans ses convictions politiques. Une fois passée l'illusion dans la reprise relative pour des secteurs limités, tout au long des années 80, cette situation sociale est en effet marquée par la décadence qui frappe toujours plus les classes moyennes. Dans le sud, celles-ci se rapprochent déjà d'une condition populaire, tandis qu'au nord, elles se sentent de plus en plus écrasées et désarmées face à l'hypertrophie de la concentration dans la distribution, face à la crise de l'agriculture, à la décadence de certaines catégories professionnelles, à la disparition de l'artisanat, ainsi qu'à l'obsolescence et au déclin de plus en plus marqué de très nombreuses petites industries.

Quant aux classes opprimées, les plus décisives, elles sont elles aussi fragmentées, et pas seulement socialement. Elles aussi sont traversées par une crise profonde, celle du vieux mouvement ouvrier, mais aussi par les blessures individuelles et par les drames matériels, par la crise de la solidarité et des institutions de classe, par les illusions et les déceptions politiques. Pourtant, ces classes sont plus nombreuses et complexes qu'elles ne l'ont jamais été.

Partant de ces constatations, on peut aller plus loin et réfléchir aux perspectives à court et moyen termes.

Le conflit entre le capital et le travail se complique ; il est sans cesse plus articulé et plus profond ; il devient

conflit direct, frontal, et oppose super-bourgeoisie et damnés de la terre. En premier lieu, des centaines de milliers d'immigrés, qui représentent aujourd'hui une fraction importante de la classe ouvrière ; leur nombre ne fera que croître, car aucune mesure policière ne pourra venir à bout des flux migratoires qui sillonnent la planète. Ils sont la composante la plus exploitée, mais ils sont aussi la manifestation la plus flagrante du sort auquel le système et l'arrogance des monopoles soumettent des secteurs de plus en plus vastes de la population en leur refusant un travail, des conditions de vie au moins décentes. L'armée des exploités qui erre ainsi de travail en travail, de lieu de résidence en lieu de résidence, de villes en villes, cette armée croît sans cesse. Elle englobe aujourd'hui des secteurs qui, jusqu'à il y a quelques années, bénéficiaient encore de certaines «garanties». C'est pour cette raison que la bataille qui se prépare et qui oppose la super-bourgeoisie aux classes opprimées sera plus complexe et plus explosive. On en a vu les premiers signes en France l'automne dernier, mais aussi dans les luttes qui se sont développées récemment en Allemagne et, d'une certaine façon également, dans les révoltes survenues à Crotona ou dans le Sulcis (5). Lorsque les secteurs sociaux les plus exploités, en premier lieu parmi les immigrés, entreront en lice, le conflit deviendra plus radical et plus frontal encore.

En attendant, le divorce, l'aversion s'installe entre l'Etat et la société civile ; ils s'accroissent et créent de nouvelles contradictions. Lentement, inexorablement, les secteurs les plus divers de la population s'éloignent de l'Etat et des pouvoirs.

Ce processus concerne à la fois, chacun à sa manière mais avec un

dénominateur commun, les jeunes et les très jeunes, très éloignés de l'Etat qui les ignore ; les habitants du sud, qui ont été victimes de l'ingérence et de l'arrogance de l'Etat, garant et reproducteur des inégalités, des clientèles politiques et des connivences criminelles ; la population et les classes moyennes du nord-est, fatiguées des impôts d'Etat ; les personnes âgées qui ont perdu leurs illusions et ont été déçues, après une vie où elles ont fait confiance aux institutions ; les immigrés qui, désormais, ne connaissent de ces institutions que les préfectures de police.

Le tissu national se désagrège par tous les bouts, dans des directions et selon des tendances extrêmement diverses. Nous ne sommes pas de ceux qui se lèveront pour le défendre. Nous avons, ces derniers temps, assisté aux gesticulations de la gauche « dominée » qui s'acharne à défendre l'Etat et l'unité nationale. L'un des représentants les plus en vue du PDS, le nouveau président du Parlement, Luciano Violante, a suscité les applaudissements des droites parlementaires lors de son discours d'investiture : il menaçait de faire usage de la force contre les menaces sécessionnistes que Bossi (leader de la Ligue du nord) brandissait pour sa propagande. Violante est allé jusqu'à lancer un appel à la réconciliation avec les anciens combattants de la République de Salò (6). L'appel n'a rien de surprenant : il s'adresse, en parfaite continuité avec la tradition togliattienne mais dans de nouvelles conditions historiques, à ces droites avec lesquelles il partage le même souci de défendre l'Etat et les pouvoirs... Bertinotti n'a pas manqué de le suivre dans cette voie, en appelant à manifester à Mantoue le 2 juin, pour la fête de la République, afin de défendre l'unité

nationale. Pour notre part, nous n'appelons pas à défendre l'unité nationale, dessinée par les classes dominantes, base matérielle de la reproduction de leur domination étatique. Internationalistes conséquents, nous revendiquons pour les opprimés, pour les classes exploitées, leur patrie, c'est-à-dire la terre entière. La dimension mondiale qui s'affirme chaque jour davantage n'est pas seulement faite de cette mondialisation objective, subie et inexorable ; elle est aussi un processus souterrain mais en mouvement perpétuel (que l'on pourrait qualifier de « karsitique », pour adopter une métaphore géologique), où les tensions entre les classes prennent une dimension supranationale, où s'établissent des « communications » sans passeports. C'est pour cela que nous voulons que l'Italie soit un pays mondial, mondial par choix conscient, au profit de la richesse morale et matérielle de sa population laborieuse d'ores et déjà pluriethnique, engagée dans le défi d'une interethnicité consciente, qui libère les masses des horreurs de la xénophobie, du repli provincial, de l'étroitesse d'esprit de l'étatisme. Les contradictions s'ajoutent aux contradictions ; elles se mêlent et s'alimentent l'une l'autre. Il en est ainsi du problème des générations et de celui de la jeunesse, à la fois acte d'accusation contre le système et potentiel explosif. Les tentatives maladroites de prendre les jeunes au piège et de les embrigader ne manquent pas, mais elles sont menées avec de moins en moins de conviction.

Le système secrète sans cesse les contre-valeurs les plus sinistres qui menacent, frappent et parfois impliquent les jeunes et, en même temps, il tend de plus en plus à les abandonner à leur destin, incapable même

d'entrer en communication avec eux. Contraints et opprimés dans une situation de plus en plus suspendue dans le néant ; enfermés dans le transitoire et dans la précarité, non seulement en ce qui concerne leur condition matérielle, mais aussi dans leur identité même, les jeunes représentent cependant un potentiel de combat et de recherche d'idéal inestimable. La radicalisation permanente à laquelle nous assistons, parfois souterraine, parfois manifeste, dans les formes d'autogestion qui surgissent périodiquement et dans les mouvements d'auto-organisation ; la tendance de plus en plus nette à la solidarité, qui trouve un débouché partiel et insatisfaisant dans le bénévolat et le mouvement vers les associations ; la maturation de très nombreuses avant-gardes de jeunes, instinctivement révolutionnaires (ou demi-révolutionnaires), que le réformisme d'Etat attire bien peu, permettent d'imaginer un avenir où les jeunes générations, leur mouvement autonome dans les lycées, les quartiers, les villes, où leurs organisations joueront un rôle d'une importance grandissante, celui de composante la plus dynamique et la moins conservatrice d'un nouveau mouvement ouvrier.

Dans ce cadre, les très jeunes méritent une attention particulière. Les gros titres des faits divers, la démagogie et la peur de l'establishment les mettent à la une des journaux, et même si les très jeunes et les adolescents ne s'identifient pas aux stéréotypes de la violence des gangs de jeunes ni à l'apathie des vieillards, ils montrent cependant les risques de barbarie que le système peut engendrer jusque dans les très jeunes générations. Le seuil d'entrée dans la société s'abaisse de manière vertigineuse, et la conscience est de plus

en plus précoce, ce qui ne va pas sans tourments individuels.

La crise du patriarcat capitaliste synthétise, dans les formes qu'elle prend, toute la contradiction entre les sexes dans le contexte actuel. Mais, bien que son agonie s'approfondisse, malgré la perte de ses repères et les résultats discutables de la guerre contre les femmes, ce système ne peut s'en passer. C'est ainsi que, dans le programme du gouvernement Prodi, la famille est ostensiblement mise au centre : on y parle bien entendu de la famille « normale », sous sa forme patriarcale moderne et si possible catholique. La contradiction des sexes traverse toutes les autres contradictions et alimente de manière positive le rôle d'avant-garde globale potentielle des femmes dans la bataille pour la libération de l'humanité. Leur rôle autonome, l'affirmation de leur mouvement et de leur pensée indépendante, sont aujourd'hui plus que jamais nécessaires : la lutte doit être menée sans cesse contre le machisme et contre le patriarcat capitaliste, y compris au cœur des mouvements, à chaque fois que le chauvinisme masculin refait surface, mais aussi pour créer les conditions de la libération des potentialités des femmes, condition irremplaçable d'une libération de l'humanité. Les femmes au sein des mouvements ; les femmes dans leur mouvement : ce sont des réalités qui feront trembler les fondements mêmes du système. C'est l'un des scénarios possibles du futur, des perspectives ouvertes par l'époque nouvelle dans laquelle nous sommes entrés.

Toute une série de terrains nouveaux sont à explorer ; de nouvelles contradictions se développent, qui doivent être assimilées et assumées. Ces terrains, les « Palais » ne par-

viennent même pas à les concevoir, et la gauche « dominée » ne sait pas les intégrer, enfermée qu'elle est dans la dichotomie économie/politique. Mais ce sont des terrains explosifs dans le chaos actuel, caractéristique de cette nouvelle époque, où les vieilles certitudes, les frontières géographiques, mais aussi les frontières entre les idées sont en train de s'effondrer. L'identité de classe et l'identité individuelle sont elles aussi en train de se redéfinir de manière dramatique. Le pesant ouvriérisme, qui est historiquement inhérent au togliattisme, l'économisme structuraliste sont impuissants à aider chacun à reconstruire des personnalités écrasées par l'aliénation, par la violence nihiliste du système, prises au piège et déçues par l'individualisme effréné du cauchemar de l'accumulation et de la consommation ; ils sont incapables de reconstruire un lien actif et global entre identité individuelle et recomposition d'une classe porteuse de valeurs de libération, de rebâtir un lien entre socialité et solidarité. C'est un défi que le marxisme révolutionnaire est capable de relever, avec la conscience qu'il s'est attelé à la tâche, modestement mais avec déjà quelques succès, et qu'il a au moins commencé à se mettre en discussion, fièrement et humblement tout à la fois.

C'est bien entendu un défi global auquel le gouvernement de centre-gauche (ou plus exactement du centre, camouflé par la gauche « dominée ») est incapable d'apporter une réponse. Ce gouvernement est en réalité un gouvernement des classes dominantes. Tout le prouve : sa composition, son origine, son programme. C'est un gouvernement face auquel les marxistes révolutionnaires se posent en opposition claire et ouverte, sans conditions. Ils se

disposent comme une opposition transparente, authentique, qui se propose de poursuivre sans trêve la lutte contre les droites et leurs escroqueries, mais aussi pour mener à bien une tâche de clarification et d'orientation, d'éducation et de dénonciation des illusions sur le centre-gauche. Ainsi conçue, la gauche d'opposition et de construction que nous désirons incarner ne se caractérise pas seulement par sa bataille « contre », mais par ses propositions, par sa capacité à allier sans cesse à la critique et à la lutte intransigeante et sans concessions contre ce gouvernement des classes dominantes, des propositions de fond et une orientation, riche en initiatives politico-sociales, celle d'une bataille globale. Notre position n'est certes pas confortable ; elle risque parfois d'être impopulaire ; elle est en tout cas à contre-courant. Mais c'est une position qui se fonde sur une vision du monde qui change et sur l'expérience historique des masses exploitées, sur leurs exigences véritables et profondes. Nous parviendrons à nous faire entendre, mais cela ne suffit pas : nous voulons qu'une opposition de gauche authentique grandisse, et nous voulons grandir en elle pour préparer un avenir sans tromperies à gauche.

EH OUI,

NOUS L'AVIONS DIT !

En avril 1994, à quelques semaines de la victoire électorale de Berlusconi, nous nous sommes exprimés pour apprécier le résultat électoral des droites, pour définir le contexte à l'intérieur duquel il se produisait. Nous disions : « Le scénario de la bataille qui va se dérouler dans les mois et les années à venir, les formes qu'elle peut prendre, plon-

gent leurs racines dans la dialectique socio-économique, culturelle et politique de fond propre à la nouvelle époque dans laquelle nous sommes entrés, et dans les modalités particulières qu'elle prendra en Italie. Le désordre propre à cette époque n'en est qu'à ses débuts ; il est appelé à s'approfondir, à réserver d'autres surprises, à développer de nouvelles contradictions. Estimer que les espaces se sont fermés ou, pire, se réfugier dans l'historicisme de résistance (7), c'est rendre service aux ennemis, anciens ou nouveaux. Dans le monde nouveau qui est en train de prendre forme, à travers un chaos sans précédent, il faut prendre place et s'enraciner : si l'on vit les tempêtes globales qui ont lieu, on peut battre les droites qui émergent actuellement. Mais pour ce faire, il faut dépasser les origines mêmes des vieilles forces de gauche, rompre avec l'économisme-politicisme qui les caractérise et les soumet au système de pouvoir capitaliste et à ses règles. Ces dernières ne peuvent être changées, ni réformées, ni adoucies : il faut les refuser totalement. »

A ce moment-là, toute la gauche, du PDS aux centres sociaux, était imprégnée du feu sacré de la résistance ; tous étaient perdants et finissaient par faire l'apologie de l'adversaire. Il soufflait un « vent de droite » ; la société connaissait une « dérive à droite » ; le peuple avait un « instinct de droite » : les métaphores de l'anéantissement s'empilaient. Tel était le pronostic des devins de la gauche. Ils prophétisaient une nuit longue et sombre, où allait régner un régime réactionnaire de masse, fort et triomphant ; ils craignaient que le fascisme ne soit à nos portes. La responsabilité, faut-il le préciser, en incombaux aux masses...

Cette frustration, cette tendance à sublimer sa défaite en idéologie, tout cela a alimenté une fausse conscience, un véritable lieu commun, très populaires à gauche. Les appareils traditionnels avaient perdu une compétition qui se jouait sur le terrain électoral de l'adversaire, et ils transformaient leur impuissance à aller au-delà, à comprendre, à avoir ne serait-ce que l'intuition des processus à l'œuvre dans l'époque nouvelle qui venait de s'ouvrir en une défaite dont les racines étaient objectives.

« Ils ne combattront pas sérieusement Berlusconi », disions-nous, « et ils ne pourront gagner qu'avec un "Berlusconi de gauche", c'est-à-dire en changeant de quelques degrés la politique bourgeoise actuellement dominante. [...] La politique réformatrice, ces dernières années, n'a pas été conditionnée par telle ou telle erreur tactique, mais par une erreur de fond : ne pas avoir compris l'entrée du monde dans une nouvelle époque. » (8)

La victoire des droites que la gauche « dominée » attribuait à l'avancée inexorable de l'hégémonie des classes dominantes dans les masses, cette victoire était analysée d'une tout autre manière par les socialistes révolutionnaires : ils la replaçaient dans un autre contexte, avec la volonté réelle (et non idéologique) de comprendre pourquoi Berlusconi avait gagné et comment on pouvait le battre pour de bon.

« Il s'est agi d'une claire action de classe, menée par une frange bien précise de la super-bourgeoisie, qui, avec les instruments dont elle dispose et en choisissant le terrain le plus favorable, est parvenue à réaligner d'une certaine manière la majorité de la bourgeoisie, à entraîner de vastes secteurs des classes moyennes, et à gagner aussi les faveurs de secteurs

de la population travailleuse, déçue et en pleine confusion. Il est important de souligner le caractère direct de l'intervention personnelle de Berlusconi par rapport à la société civile, avec ses propres fins et ses propres moyens bien entendu : c'est là que réside l'explication des alliances douteuses qui se sont construites, chemin faisant, avec les néo-fascistes caméléons de l'Alliance nationale et avec les populistes xénophobes et partiellement anti-étatistes de la Ligue du Nord. Mais c'est surtout dans le type de bataille que Berlusconi a menée, avec sa volonté de reconstruire le régime en utilisant les méthodes plus efficaces de l'entreprise, que réside l'explication et la nature de son succès électoral et des contradictions qui s'ouvrent devant le nouveau gouvernement. [...]

L'action et le succès de Forza Italia se situent nettement dans la logique du capitalisme décadent qui se survit à lui-même ; dans le même temps, ils en illustrent les caractéristiques politiques. Aucune violation des règles essentielles de la démocratie bourgeoise n'a eu lieu dans ce qui est en train de se passer en Italie (à moins que l'on ne considère la démocratie bourgeoise comme un ensemble de règles clairement écrites et respectées par ceux qui sont au pouvoir). Nous sommes tout au plus devant les conséquences extrêmes de la constitution matérielle du système parlementaire. » (8)

La réalité est allée au-delà des prévisions des marxistes révolutionnaires. A peine quelques mois après la montée et la victoire fulgurantes de Berlusconi, sa tentative se brisait sur les contradictions de son propre gouvernement. Sa tentative s'usait très rapidement, et les mobilisations qui ont mis dans la rue quelques millions de

nances que faisaient planer les mesures prises par le chef du gouvernement sur leur avenir n'ont pas été pour rien dans sa défaite.

Socialismo Rivoluzionario analysait les potentialités objectives d'un nouveau mouvement ouvrier, dont les signes commençaient à se manifester en Italie. Il était alors le seul à le faire : « L'auto-organisation et les phénomènes spontanés qui se développent dans la société, qui se manifestent de toute une série de façons, représentent les signes avant-coureurs d'un processus plus vaste de réorganisation du mouvement ouvrier et populaire ou de sa renaissance plus globale. » (8)

A partir de ce diagnostic et de cette évaluation des possibilités, une analyse militante et une stratégie de construction ont été élaborées qui, bien que nous soyons à contre-courant, a permis de se développer de manière cohérente, en suivant une logique qui écartait à la fois la soumission et l'auto-proclamation ; nous avons entrepris, à partir d'une impulsion donnée majoritairement, de mettre vigoureusement le marxisme révolutionnaire au travail.

« Le chaos social et la confusion dans les consciences, dont les droites ont profité momentanément, est destiné à croître dans les entrailles de la société sous forme de recomposition des classes opprimées. C'est de l'intérieur de ce chaos que surgiront les questions les plus explosives, auxquelles le système ne peut faire face, celle de l'immigration étant la première de toutes. Alors, la recomposition des classes opprimées peut coïncider avec la définition d'une autre gauche ; c'est au moins ce à quoi doivent aspirer les éléments les plus conscients, en construisant une socialité active et pensante au sein des luttes, dans

l'auto-organisation, dans la réorganisation syndicale démocratique, mais pas seulement là. C'est dans les replis les plus intimes de la vie quotidienne qu'une nouvelle conscience de classe peut prendre corps, dans la volonté de se construire comme distincts et opposés au système de pouvoir économique et politique, à ses instruments et à ses incarnations institutionnelles. Il ne s'agit donc pas de revoir l'agenda des échéances syndicales ni de reconquérir formellement les rues, comme le proposent les bureaucraties, mais il ne s'agit pas non plus de se trouver quelques espaces propres de négociation ou de survie, comme en rêvent certaines composantes de l'auto-organisation. »(8)

[...] « Le marxisme critique et constructif organisé dans Socialismo Rivoluzionario a su reconnaître à temps le cataclysme global inscrit dans la nouvelle époque dans laquelle nous sommes entrés ; en essayant de se dépasser, au milieu de mille difficultés, d'innombrables limites, il a commencé à relever ce défi. Maintenant, il s'agit de l'assimiler pleinement, plus consciemment, plus globalement, parce que cette nouvelle époque se déploie pleinement et dans toutes ses contradictions, en Italie comme ailleurs. Devant nous s'ouvre une route longue, tortueuse, complexe, mais aussi fascinante, pleine de possibles, de revanches pour les nôtres ; nous nous y engageons avec l'ardeur des pionniers, qui savent aussi qu'ils devront passer par des moments de solitude. Nous ne sommes pas et nous ne voulons pas devenir la gauche "unique", mais il est certain qu'une autre gauche commence aussi avec nous; »(8)

TACHES ET PROJETS

Considérant toutes les dynamiques qui s'entremêlent actuellement, quelles perspectives nous attendent ? Le cadre socio-économique restera mouvementé et contradictoire ; des luttes et des grèves vont surgir périodiquement ; elles ne respectent pas nécessairement le rythme des luttes économiques. Les grandes questions posées par notre époque sont dressées devant nous comme un colosse : elles conduiront à des explosions et à des radicalisations fracassantes sur divers terrains : le travail, l'émigration, la jeunesse, les femmes. Le développement de la conscience ne pourra être séparé des développements qui se produiront sur le terrain des luttes et de leurs résultats. Mais, au-delà même des grandes ruptures psychologiques et mentales qu'elles susciteront, la confusion et l'insatisfaction continueront de grandir. C'est dans ce cadre que va mûrir, pour raisons aussi bien objectives que subjectives, le besoin de réponses plus fondamentales, la nécessité de trouver des valeurs fondatrices, la soif d'idées. Les promesses de plus en plus vagues du centre-gauche vont les alimenter et rendre l'insatisfaction plus insupportable.

Le champ politique va continuer à être traversé par une intense mobilité, par des compositions et des recompositions incessantes. A court terme au moins, la tendance à aller vers le centre va se faire sentir ; elle est l'expression de la peur d'une plus grande rupture entre les lieux où s'exerce le pouvoir et la société ; elle masque en réalité la peur du vide des idées et de la politique. Le facteur le plus important est que les espaces à gauche vont s'éclaircir, et ce pour des raisons bien simples :

- parce que le PDS sera au gouvernement ;
- Parce que le PRC sera à la fois au gouvernement et dans l'opposition ;
- 3- parce que les restes de l'extrême-gauche se traînent dans la confusion la plus totale.

Encore et encore, tout cela va se développer parce que la crise de la politique bourgeoise, même dans sa version de gauche, ne cesse de s'aggraver, et, d'une certaine manière, commence à se cristalliser.

Le cadre qui s'ouvre avec le 21 avril et avec tout ce qui l'a constitué nous invite à poursuivre, à relancer : la nouveauté du centre-gauche, le changement qui se produit au siège du pouvoir, en relation avec des facteurs beaucoup plus vastes, tout cela manifeste la nécessité de donner vie à une opposition et à une alternative politique et sociale à la gauche « dominée » et au Parlement auquel elle est coalisée de manière organique.

Construire un mouvement ouvrier vraiment libéré, et opposé à l'étatisme pro-monopoles, un mouvement ouvrier parfaitement indépendant du patronat et des pouvoirs, c'est la tâche stratégique dictée par les rapports de forces entre les classes ; c'est aussi une possibilité concrète qui commence à faire son chemin. Inséparable de cette possibilité, on voit se préciser l'espace pour l'organisation globale d'une autre gauche, pour qu'elle soit présente, prenne des initiatives, gagne en crédibilité, au moment où tous les autres se déplacent vers le centre ou en dehors du monde, dans la mesure aussi où ils affichent une modération ou manifestent leur confusion. Une nouvelle situation peut donc se constituer pour SR : nous pouvons sérieusement prendre notre élan pour entrer dans une nouvelle phase, plus élevée, plus mûre, plus concrète, de

notre construction. Il ne s'agit pas d'oublier les limites et les difficultés qui n'épargnent pas non plus le marxisme révolutionnaire organisé dans SR, mais de comprendre qu'elles s'expriment dans un cadre fondamentalement dynamique, riche et plein de promesses de victoires. Les questions de fond vont dans le sens du socialisme révolutionnaire si nous sommes capables de mettre toutes ces possibilités au travail, de faire en sorte qu'elles nous servent. Par ailleurs, ce sont précisément les questions que SR a posées, élaborées, développées. C'est notre pain quotidien, même si nous ne savons pas encore très bien le mâcher.

Il est nécessaire d'insister sur les points qui caractérisent en général l'entreprise du marxisme révolutionnaire organisé et sur leur combinaison dans cette période. Nous sommes dans une phase de réouverture sociale, politique, culturelle : c'est la phase du chaos propre à notre époque que nous sommes en train de vivre. Pour cela, à partir des tâches de fond, certains terrains viennent au premier plan :

1- La relance globale du marxisme révolutionnaire comme principe et comme recherche, comme théorie critique et constructive ; la valeur de ce travail déjà engagé, qui a commencé à donner ses premiers produits, s'affirmera de plus en plus avec le temps ;

2- La bataille pour un nouveau mouvement ouvrier, tel que nous l'anticipons. Les thèses élaborées par la dernière assemblée nationale des dirigeants de Socialismo Rivoluzionario ont mis en évidence les traits principaux de cette bataille. Ici aussi, il s'agit d'un travail de longue haleine, dont nous avons posé les présupposés théoriques et, dans une certaine mesure, pratiques. Il faudra

travailler avec cohérence sur ce point ;

3- La construction d'une avant-garde marxiste révolutionnaire, dont les présupposés existent dans l'organisation de Socialismo Rivoluzionario, dans ses éléments programmatiques et méthodologiques ;

4- Mettre en place les prémisses pour la construction d'un noyau marxiste révolutionnaire international. Il existe une dialectique qui combine de manière très étroite ces quatre facteurs, selon des configurations différentes et sans cesse mouvantes.

Sur la base des avancées réalisées dans le premier domaine, et en considérant la phase de définition que nous avons entreprise pour le quatrième, il est capital que nous avançons dans la prochaine période sur les second et troisième points, et donc sur la bataille de stratégie propre à notre époque pour un nouveau mouvement ouvrier, ainsi que sur ses relations avec notre stratégie historique, c'est-à-dire la construction de Socialismo Rivoluzionario en tant qu'incarnation du marxisme révolutionnaire organisé.

La stratégie de construction d'un nouveau mouvement ouvrier mûrit depuis au moins quinze ans. Sa condition d'existence objective a été la maturation, d'abord latente, puis partielle, enfin en pleine lumière, d'une nouvelle époque et des bouleversements qu'elle a amenés. Sa motivation subjective est la conscience que sans réorganisation/recomposition d'un nouveau mouvement ouvrier face à la crise irréversible qui ronge l'ancien, la préparation de la révolution démocratique et socialiste et, dans ce cadre, la construction d'une organisation socialiste révolutionnaire ne pourront s'affirmer et vaincre. Dans ce sens, il

ne peut y avoir d'organisation révolutionnaire victorieuse sans mouvement révolutionnaire.

L'époque nouvelle s'exprime sous une forme explosive en Italie également. Sans explosion sociale majeure, la combinaison de la crise de l'Etat et du régime avec les remous, lents mais inexorables, des classes sociales, a alimenté la crise du vieux mouvement ouvrier, tout cela se déroulant en relation de plus en plus étroite avec les facteurs mondiaux et la situation particulière de l'Italie.

La bataille pour un nouveau mouvement ouvrier a comme condition nécessaire l'affirmation d'une autre gauche et, au sein de cette dernière, au titre de force motrice, le développement du marxisme révolutionnaire critique et constructif, c'est-à-dire de Socialismo Rivoluzionario.

Après le 21 avril, tout cela est non seulement confirmé mais aussi renforcé par l'apparition d'espaces politico-sociaux nouveaux.

Cela ne signifie pas que les choses deviennent plus simples. Elles sont au contraire à la fois plus simples et plus complexes. Tout d'abord parce que le centre-gauche sème des illusions. D'autre part parce que le PCR fera son travail : il aura un rôle fondamental dans la tentative d'enfermer les mouvements, en jouant au petit jeu du « dedans-dehors ». D'autre part, parce que les rangs de l'intelligentsia, celle des universitaires, des journalistes, des faiseurs d'opinion, issus de la gauche traditionnelle togliattienne sèmeront des illusions ou détourneront les réactions aux désillusions. Enfin, parce que les restes de l'extrême-gauche capituleront, ou se décomposeront encore davantage, ou encore réagiront de manière décomposée et minoritaire. Nous sommes conscients que les sympathies qui existent à l'état diffus

pour la révolution, ou que la prise de position pour elle au niveau des idées, nombreuses parmi les hommes et les femmes de ce pays, sont loin de coïncider avec l'adhésion active au projet marxiste révolutionnaire : elles n'entraînent pas automatiquement la pratique et la préparation de la révolution démocratique et socialiste et de son organisation globale. C'est précisément le nœud fondamental que nous devons dénouer, que doivent dénouer ceux qui hésitent encore ou fuient (et ont souvent de bonnes raisons pour le faire), mais que doivent également dénouer, et en premier lieu, ceux qui sont déjà engagés dans SR, en sachant améliorer la qualité de leur engagement, en sachant l'orienter plus concrètement et plus précisément, en sachant le développer avec passion et cohérence, c'est-à-dire en sachant à la fois faire et penser, proje-

ter et construire plus et mieux.

Dans ce sens, l'objectif de donner vie à une gauche alternative, crucial pour ceux qui veulent créer un nouveau mouvement ouvrier, ne sera pas la simple somme de l'extrême-gauche existante, mais une gauche vraiment autre dans ses principes et dans son action ; elle se liera de plus en plus profondément avec le développement de SR.

Les éléments existent déjà pour cette entreprise dans la myriade de forces politico-sociales dispersées, dans les collectifs, les centres sociaux, et même parmi les simples militants qui sont sérieusement et honnêtement à la recherche d'une perspective différente.

A bien y regarder, les raisons ne manquent pas qui favorisent la relance globale de l'entreprise et le socialisme révolutionnaire. Tous les facteurs qui y concourent se rappro-

chent et peuvent se rapprocher encore davantage. La relation entre société, politique (une autre politique) et idéalité est sans cesse plus étroite. Cette relation est à la base d'un nouveau mouvement ouvrier et de la construction même du marxisme révolutionnaire organisé dans la phase actuelle. Mais d'une certaine manière, ce sont les classes opprimées qui sont en train de demander elles-mêmes, certes de manière chaotique, qu'il n'y ait pas de séparation, de division, de scission entre ces éléments. C'est à nous de construire constamment et consciemment leur harmonie. Les choses changent et nous changerons avec elles, afin que prenne forme et corps, toujours plus profondément, une tendance et un espoir pour la civilisation.

Claudio Olivieri et Dario Renzi

1 Pino Rauti, représentant de la droite néofasciste italienne, a représenté pendant de longues années l'aile extrémiste du Mouvement Social Italien (MSI). Il s'est opposé à la transformation de cette organisation en Alliance Nationale (présidée par Gianfranco Fini), et a créé le Movimento Sociale-Fiamma Tricolore (le mouvement social-flamme tricolore).

2 Le Partito della Rifondazione Comunista (PCR) est issu de la scission du Parti communiste italien en 1991 ; l'autre est le Partito Democratico della Sinistra (Parti démocratique de la gauche). Il revendique pour l'essentiel la continuité avec l'ancien PCI. Fausto Bertinotti en est le secrétaire actuel ; il était auparavant le dirigeant de la gauche syndicale dans la direction de la CGIL. Armando Cossutta, président du PCR, vient de la fraction prosoviétique de la direction du PCI ; cette composante contrôle au-

jourd'hui l'appareil du PCR.

* Les auteurs utilisent le terme « dominée » pour définir la gauche réformatrice actuelle, dans le but de souligner sa soumission définitive à la politique bourgeoise et aux institutions des classes dominantes, soumission qui a atteint un degré supérieur à celui qu'avait atteint la gauche réformatrice traditionnelle. L'expression sinistra dominata est un concept issu de l'élaboration propre à Socialismo Rivoluzionario, et nous avons pris le parti de la conserver dans sa traduction littérale dans la suite de ce texte (NDT).

2 «Qualunquista» : l'expression italienne est difficile à traduire. Il s'agit d'un comportement de refus et même d'hostilité à tout type d'engagement social ou politique. Le terme vient du mouvement réactionnaire de l'«Uomo Qualunque» (littéralement, l'homme quelconque) fondé par G. Giannini en 1944, qui soutenait l'idée d'un Etat technocratique,

éloigné des partis et des idéologies.

** L'expression « Palazzo » est au contraire très usuelle dans le langage politique italien. Elle désigne toutes les institutions gouvernementales, celles de l'Etat en général et celles du régime bourgeois. Là encore, nous avons décidé de conserver cette expression de « Palais » (NDT)

4 Avec l'expression «super-bourgeoisie», les auteurs veulent désigner ce secteur de la classe dominante qui s'est le plus clairement affirmé au gré des transformations qui se sont produites durant les dernières années, et qui concentre différentes fractions et caractéristiques : capital financier, monopoles dans la production et dans la communication, etc.

5 La ville de Crotone, en Calabre, et la région du Sulcis, en Sardaigne, représentent deux exemples de zones où se sont développées des luttes ouvrières et populaires

Tout comme les camarades de *Socialismo Rivoluzionario*, les camarades du MAS (Mouvement vers le Socialisme) d'Argentine ont décidé de répondre au texte de fondation publié dans *Carré Rouge* n° 1.

Andres Romero est membre de la direction nationale du *Movimiento al Socialismo (MAS)* d'Argentine.

Socialisme ou Barbarie

L'archaïsme, c'est l'impérialisme. La modernité, c'est le socialisme. *«Socialisme ou barbarie : jamais les termes de cette alternative, formulée par Trotsky à la veille de la Seconde Guerre mondiale, ne se sont posés à l'humanité dans son ensemble avec une telle gravité.*

C'est pour discuter et agir dans ce sens que nous nous sommes réunis. C'est pour discuter et agir dans ce sens que nous nous adressons à vous.»

Carré Rouge n° 1, décembre 1995.

Nous répondons avec enthousiasme à cette adresse, parce que nous partageons la critique de principe du capitalisme sur laquelle se base le texte de fondation de la revue *Carré Rouge* : une dénonciation synthétique et radicale des tares de ce système, des menaces qu'il fait peser, au service d'une condamnation sans circonstances atténuantes de ses piliers économiques et politiques, au premier rang desquels la propriété privée des moyens de production et la coercition de l'Etat.

Ce n'est que sur la base d'une telle conviction, solidement fondée, qu'il est possible de s'opposer à la campagne effrénée selon laquelle la survie individuelle passerait par la destruction des liens de solidarité et de

l'action collective, à toute la propagande affirmant que la lutte pour extirper les maux de ce système ne pourrait déboucher que sur des souffrances encore plus graves, et que les aspirations révolutionnaires ne seraient que spéculation totalitaire, obsolète et nuisible.

En dernière instance, les représentations mentales que les exploiters tentent d'imposer à la société ne se fondent plus, aujourd'hui, sur les supposées vertus du capitalisme, mais sur sa prétendue inéluctabilité. La nuance est importante : la croisade contre-révolutionnaire ne cherche pas seulement à tromper. Elle vise à intoxiquer, affaiblir, fragmenter, faire accepter avec résignation «ce qui existe»...

De là, toute l'importance que revêtent l'étude et la dénonciation, argumentées et détaillées, des menaces croissantes qu'implique la survie du capitalisme, particulièrement dans sa phase de «mondialisation». L'affirmation selon laquelle le système basé sur la propriété privée implique un parasitisme qui détruit les ressources naturelles, culturelles et humaines, en même temps qu'il multiplie les éléments de barbarie, ne doit pas être considérée seulement comme une caractérisation, mais comme un point de départ d'investigations et

de débats systématiques. D'autant plus qu'après avoir constaté les dégâts et dangers, il y a urgence à rechercher et proposer des réponses efficaces.

La critique du capitalisme doit également dévoiler et combattre les recours multiples, continuellement renouvelés, que le système développe pour affirmer sa domination sur les masses et mettre à profit les faiblesses du mouvement ouvrier et populaire. Car l'image de toute-puissance que le capitalisme exhibe ne naît pas de sa propre dynamique : elle surgit avant tout de l'extrême confusion qui règne dans les rangs de la classe capable de l'ensevelir.

DÉVELOPPER

LE MARXISME

RÉVOLUTIONNAIRE

Ainsi, la critique marxiste implique de mettre en évidence les fondements des injustices découlant de l'exploitation de classe, de sorte que le combat s'oriente contre ceux-ci, et de découvrir dans la réalité même les ressources matérielles et culturelles pouvant constituer des points d'appui pour la révolution socialiste.

Développer le marxisme révolutionnaire de façon critique et pratique, avec pour prolongement une propagande socialiste patiente, systématique et multidimensionnelle, est une tâche qui revêt aujourd'hui une importance égale voire supérieure à celle qu'elle avait à l'aube du mouvement ouvrier et socialiste.

En fécondant l'expérience vivante de la lutte de classes, ce développement contribuera à une réélaboration permanente de revendications effectivement transitoires, chose absolument différente de la réduction de la politique à une agitation stérile de

quelques mots d'ordre ou de la répétition rituelle de phrases extraites du *Programme de Transition*.

Il s'agit, en réalité, de répondre à un besoin plus général : il s'agit d'assimiler les expériences de ce siècle — comme l'ont fait, à leur époque, Rosa Luxemburg, Léon Trotsky et V.I. Lénine — pour rénover le programme de la révolution socialiste internationale.

SOCIAL-DÉMOCRATIE,

STALINISME

ET PROGRAMME

RÉVOLUTIONNAIRE

Ni un rapport de forces défavorable, ni les effets persistants de l'œuvre de destruction et de démoralisation réalisée au sein même des masses par la social-démocratie, le stalinisme et les mouvements nationalistes, ne devraient nous empêcher de mener à bien une telle tâche.

Au contraire, les défaites, échecs et trahisons peuvent être transformés en conquêtes programmatiques et stratégiques si nous les assimilons théoriquement et politiquement. C'est à cela que sert la critique rigoureuse de la social-démocratie, du stalinisme et des «socialismes nationaux» tiers-mondistes.

De ce bilan surgit — en prenant à rebrousse-poil les représentants d'une gauche domestiquée — la nécessité d'abolir la propriété privée des moyens de production, sans quoi les discours de transformation et de progrès social ne seront toujours que l'antichambre de gestions du type de celles de Mitterrand ou Felipe Gonzalez.

De ce bilan surgit aussi la compréhension que même lorsque la bourgeoisie est expropriée dans un pays, la propriété de l'Etat peut y donner

lieu à des formes d'exploitation plus ou moins instables, à l'anarchie, au parasitisme et au gaspillage. Socialisation implique gestion et contrôle de la vie économique et sociale par les travailleurs et le peuple, dans le cadre d'une planification démocratique et flexible.

En liaison avec toute cette expérience, nous affirmons qu'il est nécessaire de détruire l'Etat bourgeois, et rejetons l'impasse des «Etats bureaucratiques», «Etats bourgeois sans bourgeoisie» ou toute autre dénomination que l'on préfère donner au modèle stalinien.

L'Etat ouvrier, de transition vers le socialisme, devra disposer du minimum indispensable de fonctionnaires et d'institutions, subordonnés aux organes du pouvoir direct des masses. La coercition à l'égard des exploités devra y signifier davantage de libertés pour les exploités, un développement impétueux de la démocratie à partir de la base, de la démocratie directe. La transition n'implique pas un développement du pouvoir économique de l'Etat (pas même de l'Etat «ouvrier»), mais une transformation permanente des rapports de production ainsi que des formes d'appropriation et de possession, en recherchant l'accès direct des travailleurs — producteurs et consommateurs — à la jouissance des biens sociaux.

Évidemment, cette esquisse est schématique, inachevée, discutable... Mais en tout cas, elle propose des thèmes de réflexion importants et impossibles à éluder.

LES VIEILLES

ET LES NOUVELLES

TACHES

DANS LE MOUVEMENT

OUVRIER

«*La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat*». Dans un sens, la caractérisation conserve sa validité : comme en 1938, lorsque ces mots furent écrits pour introduire le *Programme de Transition*, les masses «*à chaque fois se heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs*».

Une telle réponse est cependant totalement insuffisante. Depuis, il y a eu la Deuxième Guerre mondiale, suivie des accords qui ont fourni la base du système mondial d'Etats construit par les puissances impérialistes et l'URSS afin de contenir la révolution. Il y a eu un nombre incalculable de défaites et d'occasions perdues, ainsi que de victoires transformées en défaites par la faute des directions.

La complète dégénérescence des vieilles directions et organisations a provoqué des dommages plus importants et plus profonds : elle a brisé à chaque fois la dynamique et l'efficacité des mobilisations des masses, elle a sérieusement entamé la conscience de classe de ces dernières ainsi que leurs perspectives de classe.

Dans le même temps, avec des fluctuations et confusions de tout type, la méfiance envers ces directions a crû qualitativement ; une méfiance totalement justifiée, indépendamment des scories réactionnaires qui peuvent l'accompagner.

Les partis sociaux-démocrates et staliniens sont aujourd'hui réduits, dans la majorité des cas, à des appareils électoraux et bureaucratiques entièrement adaptés et fonctionnels au regard des besoins du grand capi-

tal et de ses Etats. Même là où ils conservent des références de classe et une certaine influence sur les masses, ils sont dépourvus de véritable vie militante. Parier sur l'éventuel développement en leur sein de véritables fractions de gauche est donc pure spéculation opportuniste.

Le rapport des travailleurs aux appareils syndicaux est également substantiellement différent, pour de multiples raisons. Mais le résultat est que les chômeurs, les jeunes, les femmes, les immigrés, sont pratiquement exclus des syndicats. Quant à ceux qui demeurent au sein de ces structures, ou bien continuent d'une façon ou d'une autre à les identifier comme points de référence, ils tendent à chaque moment de lutte à déborder leurs cadres conservateurs et inutiles.

Il serait gravement erroné de considérer que ces partis et syndicats demeurent des forteresses ouvrières et des bases de soutien de la démocratie prolétarienne — ou qu'ils pourraient le redevenir. Il ne s'agit pas ici d'évaluations tactiques et concrètes pour l'intervention dans telle ou telle organisation ou syndicat, mais de la perspective la plus générale. Il ne suffit pas de se proposer de changer les directions, alors que les organisations elles-mêmes sont corrompues jusqu'à la moelle et vidées des forces vives de la classe. Le combat contre les vieilles directions acquiert son sens et son effectivité dans le cadre d'une stratégie orientée vers une réorganisation ou refondation du mouvement ouvrier et révolutionnaire. Les masses ont besoin d'entreprendre la construction de nouvelles forteresses, centres de démocratie prolétarienne et bases de soutien pour l'action directe. C'est à cela que nous devons nous préparer, en sachant que les rythmes et les formes

du processus surgiront du cours de la lutte et de l'expérience de la classe.

LES ORGANISATIONS

RÉVOLUTIONNAIRES

Il est bien évident que nous devons également soumettre à la critique les conceptions théoriques et d'organisation des révolutionnaires, en particulier du mouvement trotskyste et de ses différentes composantes.

Les membres du noyau fondateur de *Carré Rouge* ont avancé des réflexions importantes et utiles, découlant de leur propre expérience militante, et — tout aussi voire plus important — formulent une règle que je fais mienne : «*Cette réflexion ne peut être que collective, libre, fraternelle, débarrassée de toutes rancœurs, amertumes et attaques personnelles, mais sans rien laisser dans l'ombre ; non par goût des règlements de compte, tout simplement par honnêteté*».

Il ne s'agit pas d'une adhésion purement déclarative : dans la Ligue Internationale des Travailleurs et dans notre parti, cette discussion, destinée à rétablir «*une compréhension commune des événements et des tâches*», est également posée. Lors du récent congrès du MAS (Mouvement vers le Socialisme), nous avons posé une prémisse : «*Cela implique un effort systématique et collectif d'investigation, de publications et de débats, abordé de telle sorte que, loin de perpétuer une vision exclusivement interne des problèmes, il entre dans le cadre d'une offensive politico-idéologique qui multiplie les relations et les possibilités. De par la nature même de cette tâche, nous devons l'aborder avec la conviction que tous nos progrès seront limités et partiels, et qu'il est absolument in-*

dispensable que nos apports soient confrontés, corrigés et dépassés par l'apport de révolutionnaires du monde entier».

Le défi consiste à mettre en rapport et à confronter des expériences diverses, des conditions nationales et des circonstances changeantes, des problèmes et des carences de type très différent. Et, surtout, il est de dépasser des caractérisations purement subjectives, en prenant en considération les conditions politiques et matérielles qui se sont succédées tout au long du siècle.

Il est vrai qu'un point de référence objectif, valable en général, est le fait que la Quatrième Internationale a éclaté, sans qu'aucun des regroupements nationaux ou internationaux qui en sont issus n'ait acquis la capacité de résoudre cette dispersion, ni de surmonter de façon durable la marginalité dans la lutte de classes. Tous, nous en avons été marqués.

Mais il serait erroné de mettre dans le même sac des choses aussi différentes que les défaites imposées par des conditions objectives, les échecs provoqués par des erreurs, les déviations opportunistes, les aventures ultragauchistes, le sectarisme, le suivisme, les capitulations, la corruption et les trahisons. Il y a eu de tout cela, mais de chaque chose sont à tirer des conclusions et à extraire des enseignements différents. Et pour cette raison, entrent également dans le bilan des attitudes principielles, des comportements héroïques, des expériences valeureuses, qui ont également existé.

Il existe une discussion sur le contenu même et sur la validité du concept de «centralisme démocratique». Cette discussion est non seulement légitime mais nécessaire. Nous sommes en effet convaincus qu'il faut recher-

cher et trouver les nouvelles formes de fonctionnement qui soient en accord avec les conditions et tâches nouvelles. Et nous savons bien que la question de l'organisation est également une question politique et théorique. Elle a une certaine autonomie mais relative, non absolue. Les vicissitudes du «mouvement trotskyste» ne peuvent être interprétées comme découlant du «centralisme». Elles doivent être considérées dans leur rapport à l'évolution générale du mouvement ouvrier durant le siècle qui s'achève. En adoptant un tel angle de vue, la critique nous aidera effectivement à introduire l'ensemble des changements nécessaires pour débattre librement et fraternellement, en cherchant à surmonter de vieilles erreurs et à unir les efforts pour mieux faire face aux tâches nouvelles.

ENCORE UNE FOIS :

SOCIALISME

OU BARBARIE

Il faut abolir le capitalisme pour échapper à la misère et à la barbarie «technologiquement» engendrée, et pour en finir avec les formes toujours plus sophistiquées et nuisibles de l'exploitation et de l'oppression. Évidemment, l'histoire est faite par les hommes, et aucun d'entre nous ne devrait croire que la victoire est assurée par on ne sait quel fatalisme supérieur à l'action consciente des hommes et femmes eux-mêmes.

En revanche, ce que nous pouvons tenir pour certain, c'est qu'il n'existe pas de solutions de remplacement à ce combat. Et nous pouvons également être sûrs que dans la mesure où les forces se rassembleront contre l'oligarchie impériale qui pré-

tend imposer son «nouvel ordre mondial», les réserves de solidarité et d'abnégation des travailleurs, des jeunes, des masses opprimées du monde entier, se révéleront au grand jour.

De si grandes énergies et capacités ont besoin d'un objectif à leur mesure : cet objectif, c'est le socialisme. Il ne s'agit pas de changer de gouvernement, d'améliorer l'économie ou de mieux répartir les richesses. Il s'agit de changer la société, pour permettre le plein développement des capacités sociales et individuelles des hommes et femmes.

Comme le disent les paroles de l'Internationale, nous voulons «changer le monde de base», parce que notre but est de changer la vie.

Le jeune Marx, rompant avec son passé idéaliste pour devenir un révolutionnaire communiste, signalait qu'une fois le moment venu, il serait nécessaire de substituer à l'arme de la critique la critique des armes, parce que le pouvoir matériel de la bourgeoisie ne peut être détruit qu'en lui opposant un autre pouvoir matériel. Mais il disait également que la théorie pouvait se transformer en un pouvoir matériel si les masses s'en emparaient. Et qu'elle pouvait s'emparer des masses si nous prenions les problèmes à leur racine, c'est-à-dire en interpellant les hommes, en argumentant et en démontrant en un dialogue direct avec leurs angoisses, aspirations et forces vitales.

C'est le défi qui nous est posé. Après le stalinisme, son contrôle totalitaire sur les masses ouvrières et sa monstrueuse falsification idéologique, le socialisme peut et doit relancer sa bataille avec de nouvelles idées et énergies, pour construire le pouvoir matériel qui mettra fin à l'empire bourgeois.

Première partie d'une étude sur le marché de l'art, l'article de Jean Sagne se terminera dans le n°4.

Il sera suivi d'une étude qu'il prépare en ce moment sur le statut de la photographie.

Des placements immobiliers bradés pour accéder à un Nam June Paik, des actions Peugeot converties en Combas ou Monory, un marchand d'antiquités ruiné pour s'être frotté les ailes à l'Art brut de Dubuffet, cotes qui s'effondrent beaucoup plus vite encore qu'elles ne s'étaient envolées, collectionneurs de la dernière heure attirés par des valeurs très spéculatives ne retrouvant pas le dixième de leur mise quand ils n'ont pas tout perdu : il y aurait là un beau tableau à broser de l'apocalypse provoquée par l'écroulement du marché de l'art.

Crise du marché ou crise de l'art ?

Les personnes privées n'ont pas été les seules à chavirer sous la tempête. Des investisseurs institutionnels qui, pour diversifier leurs placements et soutenir ce mouvement spéculatif, ont encombré leurs coffres de quantité d'œuvres minimalistes, conceptuelles, ne vont pas tarder à mesurer le degré zéro de ce gigantesque bric-à-brac. Des banques qui ont soutenu des galeries les portent maintenant à bout de bras pour ne pas perdre d'un seul coup le montant de prêts garantis par des œuvres dévaluées. La presse s'est faite l'écho de la lame de fond qui a touché le marché de l'art depuis quatre ou cinq ans. En apparence, n'advenait ici rien de très remarquable par rapport aux autres domaines d'activité, si ce n'est une forme d'exemplarité.

Le développement du marché de l'art dans la décennie 80 et les effets de la crise au début des années 90 ne

peuvent être envisagés sans que soient pris en compte les facteurs et paramètres qui ont contribué à la mondialisation de l'économie. Dans cette perspective, le commerce de l'art, qu'il s'agisse des œuvres reconnues comme appartenant au patrimoine culturel, œuvres estampillées, ou de la production contemporaine, s'intègre à un processus qui n'a guère d'équivalent dans le passé. L'art a vu ses capacités spéculatives accrues. Yo de Picasso, acheté 30 millions de francs en 1981, a été revendu 250 millions de francs en 1989.

DE L'EUPHORIE

À LA CATASTROPHE

Jamais les masses d'argent injectées dans le système, jamais le batage médiatique autour des prix records (encouragés par la rivalité entre les salles de vente) n'ont atteint une telle ampleur. Les chiffres d'af-

faire réalisés par Christie's et Sotheby's, surtout à New York, si on les compare à ceux enregistrés à Drouot, disent bien toute la signification de ces affrontements. Il serait naïf de croire que la politique et le prestige des Etats ne sont pas concernés par ces enjeux. Dans les années 60, l'Ecole française s'est trouvée éclipsée par le travail de promotion des galeristes américains défendant Pollock, de Kooning, Rothko. Jusque-là, 80 % du marché français était alimenté par les achats de collectionneurs américains. Les stratégies autour de l'art ne sont pas très différentes, en cela, de celles qui concernent l'agro-alimentaire ou l'automobile. L'art et la dynamique de son marché ne seraient que les moyens de rendre tangibles et surtout lisibles des stratégies de leadership économique et politique.

Dans cette surenchère permanente, le hit-parade des artistes les plus chers, Picasso, Van Gogh, Monet, ne fait que renvoyer à une hiérarchie des plus grosses fortunes. La logique du marché de l'art adhère en tout point à celle de la circulation des capitaux et des matières premières. Cette forme de compétition à laquelle ont pris part Japonais, Australiens et Américains et, dans une moindre mesure, Européens, se développe sur elle-même, indépendamment de la valeur de l'œuvre, mais comme simple mécanique à produire de la différenciation.

En France, la dynamique du secteur a bénéficié du développement économique des années 80, et surtout d'un décret soustrayant les œuvres d'art à l'imposition sur la fortune. Les plus-values réalisées sur les transactions n'étant pas soumises à l'impôt, s'en est suivie une forte demande, une circulation accélérée qui a essentiellement bénéficié à la produc-

tion contemporaine, seule capable de se démultiplier sans fin. Par ailleurs, la dimension spéculative de l'art contemporain se trouvait accrue, et cela compte tenu de la modicité de la mise de départ.

La consommation d'objets culturels qui gagne de nouvelles catégories socio-économiques accuse aussi les différences et provoque des phénomènes de marquage. Accrocher chez soi un Combas ou un Carcelo, pour citer deux artistes présentés par la même galerie, ne positionne pas socialement de la même manière. La possession d'une œuvre d'art en investissant de son prestige propre celui qui l'acquiert, opère une hiérarchisation au sein même de la classe dominante. Pour se distinguer, la grande bourgeoisie d'affaire se tourne essentiellement vers les formes les plus avant-gardistes de la production contemporaine. Elle se fixe aussi pour mission de promouvoir ou de faire exister des œuvres difficiles, trouvant une gratification supplémentaire à ce statut de mécène. Toutefois, la fièvre qui s'est emparée du marché a aussi obéi à d'autres logiques plus inconscientes, mis en œuvre des stratégies plus globales. Dans cette révolution des modèles, ce sont les principes mêmes de la modernité qui sont à décrypter et à lire. Certains objets artistiques, sanctifiés en retour par leur valeur marchande, sont des signes tangibles de son accomplissement. Il n'est donc par surprenant de constater que les productions contemporaines font l'objet de la spéculation la plus effrénée. Les prix réalisés par des œuvres datant de moins d'un siècle dépassent de loin ceux auxquels se négocient les œuvres de la Renaissance. Les peintures signées Jasper Johns, de Kooning, Twombly atteignent des sommets.

Entre la fonction de l'art ancien et celle de l'art contemporain, il n'y aurait, pour le système en place, qu'une même stratégie prenant des colorations différentes. La logique du marché, lorsqu'il s'agit d'œuvres historiques, repose sur une fétichisation excessive de l'objet soustrait à son contexte de production. Les objets ainsi désignés, isolés, constituent un ensemble qui permet au système dominant de structurer son histoire, de légitimer sa position du moment, cela au mépris de formes jugées mineures (cultures populaires, productions de minorités, qu'elles soient ethniques, sociales, régionales... Voir à ce propos la Lettre n°7 de Ben).

Les œuvres historiques ayant depuis quelque temps déjà trouvé leur place dans le marché, les incidences de la crise ne les concernent qu'à un moindre degré. Si elles ont bénéficié des effets de la forte spéculation, il n'y a pas eu de bouleversement radical dans leur hiérarchie. Elles ont simplement, pour certaines d'entre elles, renforcé leur position de valeur refuge. Ce n'est pas le cas, en revanche, de l'art moderne, qui connaît des soubresauts permanents. Si une aquarelle de Matisse a été adjudgées 8,4 millions de francs chez Millon & Robert le 30 novembre 1995, alors qu'elle n'était estimée qu'à cinq ou six millions de francs, un collage de Picasso, Verre, Bouteille, Tabac, Journal, estimé dix millions de francs n'a pu être vendu chez Me Biest pour avoir été classé « trésor national ». Si à la vente de la collection Laroche effectuée par Me Tajan le 13 décembre 1995 un Bonnard, La Promenade, a dépassé deux millions de francs (bien en-deça, toutefois, de cotes que l'on a pu connaître), deux autres n'ont pu atteindre le million, alors que cinq Vuillard de moindre

qualité ne trouvaient pas preneurs. Les effets du marché ne sont donc pas sans incidence sur les positions acquises. Surprise : à la même vente, un Valloton, Femmes à leur couture, atteignait 760 000 F, soit deux fois l'estimation. Les fortes cotes enregistrées par la peinture impressionniste, et qui se confirment, ne seraient qu'une manière de conjurer le mépris dans lequel ses contemporains l'ont tenu, réparation en quelque sorte, tentative quasi impossible de rachat d'une bourgeoisie qui ne supporte pas d'avoir commis une erreur de jugement.

Pendant la période faste, il est à noter que les effets d'entraînement du marché ont concerné des œuvres mineures d'artistes des années 50. A Drouot, des Manessier, Hartung, Bazaine, de petits formats sortis d'on ne sait quelle soupente d'atelier, se sont arrachés un million de francs pièce, simple prix d'une signature. Des Duffy, par dizaines, sont réapparus sur les cimaises de certaines galeries, alors qu'ils avaient été jusque-là tenus en piètre estime. Le jugement approximatif d'un public récemment acquis à ce type d'investissement explique sans doute ces erreurs d'appréciation.

Effet de la dynamique du marché de l'art : des investisseurs inhabituels, tentés par les plus-values importantes et rapides, sont venus flirter avec ce secteur peu connu d'eux. Combas ou Monory, Chambas ou Toroni, en devenant plus spéculatifs que les actions Peugeot ou BSN, ont fait de nouveaux émules, surpris eux-mêmes de se trouver une vocation de mécènes et enchantés de participer à ce mouvement de la modernité. Des mécanismes délirants ont secoué le marché. L'exemple venait d'en-haut. En 1989, une peinture de de Kooning se vendait 50 millions

de francs, et un Jasper Johns (False Start) 85 millions de francs. Basquiat, qui plafonnait à 100 000 F, passe à 1,5 millions de F, dix-huit mois après sa mort par overdose. En France, une forme d'hystérie s'est emparée des nouveaux adorateurs de l'art conceptuel, de Support-Surface, de la Nouvelle Figuration. Cette euphorie qui a gagné l'art contemporain, avec le recul et l'effet de douche écossaise qui caractérise la situation actuelle, prend des allures quelque peu surréalistes. Pourtant, tout semblait bien bétonné et la situation ne jamais pouvoir connaître de revers. Pensez-vous, l'institution culturelle, les médias, la presse spécialisée, les investisseurs institutionnels, les grandes banques encourageaient le mouvement et soutenaient les paris les plus fous. Rien ne semblait pouvoir enrayer ce processus... avant que la catastrophe ne survienne.

Chacun invoque maintenant l'effet de la situation économique, la crise mondiale, pour expliquer ce revirement spectaculaire. En fait, une fois encore, l'oscilloscope artistique anticipait une mutation d'une autre ampleur.

Les premiers signes du malaise se manifestaient en novembre 1989 lorsque, chez Sotheby's et Christie's, 20 % des lots ne trouvaient pas preneurs. Au printemps 1990, le triomphe de la vente Bourdon chez Loudmer faisait écran. Mais au mois de mai, Chez Christie's, Lichtenstein, Rothko et Calder ne se vendaient pas. Chez Sotheby's, Riopelle et Twombly partaient à la moitié de leur prix. Les amateurs craignaient maintenant les enchères gonflées et l'illusionnisme des ventes publiques. Les grosses cotes atteintes par Le Moulin de la Galette de Renoir, Le Portrait du Docteur Gachet de Van Gogh, La Fille à la Fourrure de Tou-

louse-Lautrec faisaient oublier les 86 % d'invendus chez Habsbourg et Friedman le 14 mai. Dès mars 1990, Gardener, dans Art & Auction, analysait la perte d'enthousiasme, et le 27 juin, le Herald Tribune parlait d'un « major collapse » à propos du marché de l'art londonien.

ART OU IDÉOLOGIE

Il faudra admettre ici, comme pré-supposé, pour appréhender les ressorts de ces mécanismes, le caractère hautement idéologique de l'œuvre d'art. La propagande capitaliste à l'échelle mondiale aurait trouvé dans l'art contemporain un objet parfaitement adapté à l'objectivation des nouvelles données du marché. Les acteurs des mutations structurelles l'ont investi de cette fonction de relais. Ce n'est pas par hasard que des multinationales et des grandes banques se sont découvert une vocation de mécènes. Il fallait proposer un modèle des circuits économiques, sorte de double ayant sa logique propre et investi des qualités permettant de l'identifier clairement comme n'appartenant pas à une tradition. Il fallait aussi impérativement que la nature même des signes diffusés et survalorisés entretienne un lien étroit avec une culture universelle induite par la globalisation des échanges.

Théodore Adorno distingue deux niveaux de la dimension idéologique de l'art. En tant qu'instrument de la propagande, il est voué à n'être qu'un instrument au service d'une politique. Le réalisme socialiste a représenté l'accomplissement de cette vocation. De même au XIX^e siècle, la peinture académique a pu constituer le véhicule essentiel des valeurs de la bourgeoisie issue de la révolution industrielle. Michel Thévoz a explicité la portée symbolique de l'art offi-

ciel ; le Salon, par son impact populaire, répercutant et sublimant de manière efficace thématiques et concepts. Aujourd'hui, il est indéniable qu'une des missions de l'art contemporain, mais cette fois à l'échelle mondiale, consiste à imposer des stratégies de distinction, stratégies efficaces parce qu'à forte valeur symbolique ajoutée.

La rupture dont l'art contemporain est le théâtre est à la mesure des transformations qui s'opèrent dans la société. La multiplication des courants et tendances, des écoles et des attitudes dans l'art de la deuxième moitié du XX^e siècle, leur obsolescence rapide, participent d'un mouvement comparable à celui qui anime les autres objets. Pour Adorno, on ne peut séparer les procédés industriels du « concept emphatique et esthétique du nouveau » dans la mesure où ils dominent de plus en plus la production matérielle de la société.

L'adéquation des modes de production de l'œuvre d'art avec les conditions plus générales des évolutions technologiques ne fait guère de doute.

Ce qui agite le champ de l'art est-il radicalement différent des mouvements, désordres que connaît la société post-industrielle ? Des structures qui s'écroulent, des excroissances en tous sens renvoient à l'effondrement de références. Marc Le Bot a caractérisé ce nouveau cycle des échanges : « Voici que s'impose ici aussi une logique de l'équivalence générale, de l'interchangeabilité de tout avec tout, des variations accélérées et des recyclages de la mode. » D'un coup de dé, tout est aboli.

L'invention de la photographie et du cinéma, de l'image vidéo et de l'image numérique n'est pas sans incidences sur le champ de la représentation et sur le statut de l'œuvre d'art. Pour Walter Benjamin, les nouvelles

valeurs de l'œuvre au temps de sa reproductibilité technique s'accompagnent d'une transformation de la dimension culturelle en valeur d'exposition.

Adorno voit même dans cette évolution une forme de réduction et assimile la « valeur d'exposition » à « une image du processus d'échange » très proche d'une fonction idéologique première. « L'art qui ne peut se dégager de la valeur d'exposition sert le processus d'échange, tout comme les catégories du réalisme socialiste s'accommodent du statu quo de l'industrie culturelle. » Les pères s'anéantissent d'eux-mêmes. La vérité du contenu se liquéfie devant l'effacement de l'expression. « L'extrême intégration est extrême illusion et ceci la transforme. »

Jean Sagne

MISE AU POINT

Pierre Broué à Charles Jérémie

Camarade,

Surpris par ton affirmation selon laquelle je « règle mes comptes » avec Stéphane Just dans mes notes au travail sur Raoul, je te demande de publier les précisions suivantes dans le prochain Carré rouge :

- 1- Il n'y a rien de malveillant dans ma note sur Stéphane : des faits seulement, comme pour tous les autres, quand ils apparaissent dans les textes de Raoul.
- 2- Je n'ai aucun compte à régler avec Stéphane. J'ai un bon souvenir du jeune militant intransigeant qu'il était alors. J'ai certes des critiques à formuler sur le type de dirigeant qu'il incarna ensuite, mais d'abord c'est mon droit et ensuite je n'en ai pas encore usé.
- 3- De façon générale, je ne « règle pas mes comptes ». C'est dans le « milieu » qu'il y a des « règlements de compte ».

Ma mise au point publiée par tes soins, je considérerai l'incident comme clos. Frtlt donc, comme écrivait Raoul.